

108920
2

Le Monde

LE MONDE TÉLÉVISION

■ Raconter
la mondialisation
■ Alex Taylor :
l'Europe joyeuse



55^e ANNÉE - N° 15825 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

DIMANCHE 28 FÉVRIER - LUNDI 1^{er} MARS 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Trois « héros » médiatiques

APRÈS le sauvetage des trois randonneurs bloqués pendant dix jours dans la Vanoise (Savoie), une polémique se développe sur le profit que pourraient tirer les rescapés de la vente éventuelle du récit et des photos de leur aventure à Pa-

ris-Match. Interrogé par *Le Monde*, un responsable de l'hebdomadaire a refusé de confirmer ou de démentir ces tractations. Les sauveteurs manifestent leur amertume.

Lire page 8

Voyage dans un Tibet interdit

● A la veille de la visite en Chine de Madeleine Albright, les Etats-Unis durcissent le ton sur les droits de l'homme ● La situation du Tibet, colonisé par Pékin, en offre une cruelle illustration ● « *Le Monde* » commence la publication d'un reportage au pays des Neiges, asservi et opprimé

LA CHINE « ne peut acheter sa stabilité aux dépens de la liberté », a déclaré, vendredi 26 février, Bill Clinton, à la veille de l'arrivée à Pékin de la secrétaire d'Etat Madeleine Albright. Le même jour, le rapport annuel du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde dénonçait notamment leur violation par Pékin. Le Tibet, occupé par la Chine depuis 1950, en offre une cruelle démonstration. Quarante ans après la fuite du dalaï-lama et la violente répression du soulèvement de Lhassa, *Le Monde* est parti à la découverte d'un « Tibet interdit ». Notre reporter, dans une série de quatre articles, décrit un Tibet transformé en colonie de l'empire, asservi culturellement, où la moindre image du dalaï-lama est censurée. Partout y règne une silencieuse tristesse de vivre derrière le « rideau de bambou » et de risquer la prison quand on songe à l'exil.

Lire notre reportage page 10, nos informations page 3 et notre éditorial page 11



Chez Quincy Jones

A l'occasion de la sortie de son nouvel album, le compositeur, arrangeur et producteur a reçu *Le Monde* dans sa résidence de Bel Air à Los Angeles. p. 20

Fin du procès du sang

L'arrêt de la Cour de justice sera prononcé mardi 9 mars. Son président invite les médias à « ne pas tenter de pervertir le secret du délibéré » d'ici là. p. 9

Kosovo : paix menacée

Si elles persistent, les divergences au sein de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) menacent le processus de paix. Les Occidentaux renouvellent les mises en garde. p. 2

La guerre des FN

Les extrémistes multiplient les manœuvres de destabilisation contre les lepenistes p. 5

Prévisions météo

Des chercheurs élaborent des modèles susceptibles de pronostiquer plusieurs mois à l'avance l'évolution du climat. p. 16

« Grand Jury »

François Hollande est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 28 février à 18 h 30.

Abonnement : 3 DM : Antilles-Guyane, 9 F : Asie, 25 ATG : Belgique, 45 FB : Canada, 2,45 SCAM : Café d'Europe, 850 F : C.A. : Danemark, 15 KRO : Espagne, 228 PTA : Grande-Bretagne, 1,61 : Grèce, 680 DR : Irlande, 1,41 : Italie, 200 L : Luxembourg, 46 FL : Maroc, 10 DH : Mexique, 14 KRW : Pays-Bas, 9 FL : Portugal, 250 PTE : Réunion, 9 F : Sénégal, 200 F : C.A. : Suisse, 2,10 : Tunisie, 1,2 DH : USA (NY), 2 \$: USA (autres), 2,50 \$

M 0146-228-7,50 F



Entre chiens de garde et pitbulls, le débat intellectuel en procès

LE JUGE et le procureur ont demandé très poliment au plaignant si sa requête nécessitait un tel « déploiement de force publique ». C'était vendredi 26 février, à la XVII^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, saisie d'une affaire fort picrocholine.

Didier Eribon, chroniqueur au *Nouvel Observateur*, y poursuivait le philosophe Alain Finkielkraut pour injure et diffamation. Sous l'autorité amusée du président Jean-Yves Montfort, il s'est agi principalement de définir les attributs respectifs du chien de garde et du pitbull.

Tout avait commencé lors de l'émission « Staccato », sur France-Culture, en février 1998. Invité à y débattre sur *Les Nouveaux Chiens de garde*, un livre de Serge Halimi fustigeant la corruption intellectuelle et marchande des médias (Liber/Raisons d'agir), Alain Finkielkraut avait déclaré que Didier Eribon était « le seul journaliste qui mériterait vraiment le nom de chien de garde, et même de pitbull ». Quelque temps après, le même Finkielkraut réitérait dans l'émission « Répliques » qu'il anime sur France-Culture en rapportant un outrage qu'aurait subi la sociologue Irène Théry. Celle-ci lui avait fait part

d'un propos énoncé en aparté par Didier Eribon qui, en pleine polémique sur la reconnaissance des unions homosexuelles, l'accusait d'homophobie : « On va te fermer ton clapet, conasse ! »

C'en était trop : le présumé pitbull, qui n'avait jamais prononcé de tel propos, poursuit donc en justice celui qu'il avait auparavant qualifié, à la télévision et ailleurs, de « philosophe de pocaille ». « C'est l'escalade qui m'a fait peur », explique à la barre Didier Eribon. Si ça continue, Alain Finkielkraut dira que j'égorge les vieilles dames dans la rue. » Jean-Claude Guillebaud, autre chroniqueur au *Nouvel Observateur*, et Frédéric Martel, auteur de l'ouvrage *Le Rose et le Noir* (Seuil), sont venus témoigner en faveur d'Alain Finkielkraut, ainsi qu'Irène Théry, qui raconta en détails l'agression verbale dont elle avait été victime. Elle était contredite sans conviction par un témoin de la scène, Jean-Paul Pouliquen, cité par Didier Eribon. Ce dernier a également versé au dossier 120 attestations justifiant de sa bonne foi, dont celles de Jacques Derrida, Pierre Vidal-Naquet, Paul Veyne, Jean-Pierre Vernant ou Jacques Bourveresse.

L'audience a duré près de six heures. M^{re} Emmanuel Pierrat et Jean-Philippe Hugot, défenseurs de Didier Eribon, ont notamment précisé que « les pitbulls sont des chiens d'attaque dont la particularité est la mâchoire qui, une fois refermée, ne se débloque plus », et que « l'on ne reconnaît aucune capacité particulière à un pitbull », ce que n'a pas contesté Alain Finkielkraut. D'où la qualification requise d'« injure ». Les avocats de Didier Eribon, à l'aide de 160 pièces versées au dossier et puisées dans les écrits et les paroles de l'offenseur, ont voulu s'appuyer sur un procès plus vaste de l'attitude idéologique du philosophe, défendu par M^{re} Jean-Paul Teissonnière. « Ce qui nous intéresse ici, ce sont les chiens de garde et les pitbulls, a tranché le président Montfort d'un air jovial. Gardez ces accusations pour les jours de vaches maigres, et le tribunal décidera s'il faut brûler ou non Finkielkraut. »

Le procureur, avouant avoir hésité à demander « une fin de non-recevoir héroïque », a requis la relaxe. Le Jugement sera rendu le 2 avril.

Marion Van Renterghem

Le nouvel âge d'or du tennis féminin

UNE FOIS n'est pas coutume, la finale de l'Open Gaz de France de Paris pourrait bien être diffusée en intégralité et en direct sur une chaîne hertzienne (France 3), dimanche 28 février. Surtout si la Française Amélie Mauresmo, victorieuse, vendredi, de la numéro un mondiale, Martina Hingis, devait y participer. La nouvelle, qui ne risque pas de bouleverser l'existence des amoureux de balades dominicales en forêt, constitue un événement dans le monde du tennis féminin, comme l'avait été l'achat des droits télévisés sur l'export de nombreux tournois du circuit pour trois ans à compter du 1^{er} janvier. Donné pour mort il n'y a pas cinq ans, le tennis féminin est en pleine expansion.

Il est devenu attirant, sportivement et commercialement. Ses joueuses sont des stars et leur aura dépasse largement les couvertures des journaux sportifs. La Suissesse Martina Hingis est à la « une » du mensuel pour hommes *GQ*, et la Russe Anna Kournikova sur celle de l'édition américaine de *Rolling Stones*. En 1999, sept nouveaux tournois vont rejoindre les cinquante-deux épreuves du calendrier disséminées dans vingt-quatre pays pour une dotation

globale de 45 millions de dollars de prix (40 millions d'euros) ; en 1995, celle-ci était de 35 millions de dollars. Les matches devraient attirer cette année plus de 6 milliards de spectateurs ; en 1995, ils étaient moins de 5 milliards.

L'association des joueuses professionnelles (WTA), qui avait dû céder l'exclusivité de son circuit à un géant de l'informatique canadien en janvier 1996 pour 12,5 millions de dollars (11,1 millions d'euros), l'a revendu deux fois plus cher, aux termes d'un contrat, en 1998, à deux sponsors : l'équipementier Puma et surtout le groupe Regency, producteur et distributeur hollywoodien.

Le phénomène s'explique tout d'abord par la formidable nouvelle génération de joueuses. Elles y apportent plus qu'une bouffée d'oxygène, un renouvellement de fond en comble d'un sport en décrépidité. En 1995, alors que Monica Seles se remet tant bien que mal de l'agression dont elle a été victime en 1993, Steffi Graf, sa vieille rivale, semble bien isolée.

Bénédicte Mathieu

Lire la suite page 11 et nos informations page 15

Une agriculture « raisonnée »

LE SALON de l'Agriculture ouvre ses portes, dimanche 28 février à Paris. Ses visiteurs n'échapperont pas à la promotion de l'agriculture « raisonnée ». Industriels de l'agroalimentaire, grands de la distribution et groupes chimiques misent sur cette approche écologique à mi-chemin entre les productions intensive et biologique. Auchan compte même en faire un argument de promotion. L'agriculture « raisonnée » consiste à abandonner l'usage systématique des traitements chimiques, principale source de pollution. Mais aucun contrôle officiel et aucun label ne garantissent, pour l'instant, que les promesses faites au consommateur sont tenues.

Lire page 12 et nos autres informations page 6

L'Afrique de la culture



AMINATA TRAORÉ

UN MOT résume Aminata Traoré, ministre de la culture du Mali : la *moaya*, philosophie humaniste qu'elle s'est forgée dans l'action. Au service des femmes en Côte d'Ivoire ; puis des humbles, du Cap-Vert au Nigeria, pour les Nations unies ; enfin du Mali, où, malgré misère et analphabétisme, elle a fait de la culture le moteur de la reconstruction et de son combat « contre la marginalisation de l'Afrique ». Entretien.

Lire page 31

International.....	2	Abonnements.....	16
France.....	5	Météorologie.....	17
Société.....	8	Jeux.....	17
Horizons.....	10	Carnet.....	18
Entreprises.....	12	Culture.....	20
Placements.....	13	Guide culturel.....	22
Aujourd'hui.....	14	Radio-Télévision.....	23

مكتبة الفنون

KOSOVO Des divergences de vues au sein de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) sont apparues au grand jour à l'occasion des négociations de Rambouillet sur l'avenir de

la province. Si elles persistent, elles compromettent le processus de paix engagé, qui doit se poursuivre par un nouveau cycle de négociations à partir du 15 mars. ● ADEM DEMAJI, le

« représentant politique » de l'UCK, incarne une ligne intransigeante à laquelle n'adhèrent ni l'ensemble du mouvement armé ni les partis politiques albanais, favorables au projet

de règlement proposé à Rambouillet. ● L'ÉVOLUTION SUR LE TERRAIN d'ici au 15 mars est l'autre facteur d'incertitude. Les Occidentaux multiplient les mises en garde, alors que des af-

frontements sporadiques opposent les forces serbes et l'UCK dans la province. Washington a averti que l'OTAN n'acceptera pas que Belgrade lance une nouvelle offensive.

Les divisions entre Albanais du Kosovo menacent le processus de paix

Adem Demaji, qui jouit d'une image de héros de la résistance, s'oppose au plan de paix proposé par la communauté internationale et auquel la délégation albanaise à Rambouillet était favorable. La ligne de fracture traverse l'Armée de libération du Kosovo

PRISTINA (Kosovo)

de notre envoyé spécial
S'il est une unité qui pré-
vaut parmi les Albanais du Kosovo
depuis le retour, jeudi 25 février, de
leur délégation à la conférence de
Rambouillet, c'est pour qualifier de
« cruciale » la période qui les sé-
pare de la reprise des pourparlers,
le 15 mars. Sur le terrain, les ges-
ticulations et les provocations des
forces serbes risquent à tout mo-
ment d'embraser la province. Pa-
ralèlement, des voix dissidentes se
font entendre dans le camp alba-
nais, le menaçant de démission
après dix-sept jours de négocia-
tions durant lesquels il était parve-
nu - semble-t-il - à parler d'une
seule voix.

L'annonce, mercredi, de la for-
mation d'un gouvernement provi-
soire par les dirigeants albanais du
Kosovo présents à Rambouillet a
mis en lumière des divisions au
sein de l'Armée de libération du
Kosovo (UCK). Les trois acteurs
principaux de la délégation alba-
naise en France ont en effet décidé,
mercredi, de constituer un nou-
veau gouvernement destiné à rem-
placer le gouvernement en exil qui
avait été constitué après le référen-
dum sur l'indépendance de 1991
(un référendum non reconnu inter-
national).

RAPPORT DE FORCES

Le porte-parole de l'UCK, Jakup
Krasniqi, était présent pour en as-
surer la direction. Cette décision
entraînait le nouveau rapport de
forces dans la province après ces
derniers mois. En quelque sorte, les
modérés de la Ligue démocratique
du Kosovo (LDK) du « président »
Ibrahim Rugova passaient le relais
de la lutte pour l'indépendance aux

guérilleros de l'UCK, tout en accep-
tant de travailler ensemble.

« La délégation et une partie des
responsables de l'UCK présents sur le
terrain ne sont pas sur la même lon-
gueur d'ondes », ne peut que
constater un responsable de la mis-
sion internationale d'observateurs,
la KVM. La fronde est menée par
Adem Demaji. Cet ancien prison-
nier politique avait refusé, en jan-
vier, de venir participer aux pour-
parlers de Rambouillet. Il n'avait
toutefois pas réussi à convaincre
toute l'UCK de le suivre. Les gué-
rilleros avaient finalement envoyé
cinq des leurs en France. L'un des
représentants de l'UCK, le jeune
Hashim Thaqi (vingt-neuf ans),
s'était même, semble-t-il, imposé
comme le coordinateur de toute la
délégation albanaise. Mais Adem
Demaji, fort de son image de hé-
ros forgée pendant ses vingt-huit
années de prison dans les geôles
communistes, dispose d'une in-
contestable légitimité et d'une in-
transigeance à toute épreuve.

Il s'oppose donc à ceux qui, se-
lon lui, seraient par trop disposés à

céder aux pressions internationales
pour troquer leur rêve d'indépen-
dance contre une « autonomie
substantielle ». Parmi eux figure le
« président » Rugova qui a deman-
dé, vendredi, que le projet d'accord
mis au point à Rambouillet soit si-
gné et les troupes de l'OTAN dé-
ployées « le plus rapidement pos-
sible ». « En général, c'est un bon
accord », a-t-il ajouté. Sans beau-
coup de nuances, M. Demaji s'est
lui-même, vendredi, contre « les
pressions internationales qui veulent
nous imposer une fausse autonomie
qui maintiendrait les Albanais en es-
clavage ».

« Demaji est le seul homme poli-
tique à avoir le droit d'agir de la
sorte », reconnaît Bink Kelmendi,
rédacteur en chef du quotidien Ri-
lindja, proche d'Ibrahim Rugova et
donc non suspect de complaisance
à l'égard du radicalisme de M. De-
maji. « Il n'est qu'un Albanais par-
mi deux millions ! », rétorque Ve-
ton Surri, négociateur
indépendant à Rambouillet et
chaud partisan de l'accord.

M. Demaji dispose sans doute

Tirana appelle à l'union des Kosovars

Le gouvernement de Tirana « soutient la création d'un gouvernement
provisoire » des Albanais du Kosovo, a déclaré, vendredi 26 février,
M. Sokol Gjoka, porte-parole du ministère des affaires étrangères à Ti-
rana. « Nous espérons qu'Adem Demaji sera uni avec les autres leaders du
Kosovo », a indiqué à l'AFP M. Gjoka. Mercredi, la délégation kosovare
aux pourparlers de Rambouillet avait annoncé sa décision de « créer
un gouvernement provisoire du Kosovo » et Adem Demaji, le représen-
tant politique de l'UCK, avait pris position contre cette initiative.

Le porte-parole a annoncé que le gouvernement « espère avoir à Ti-
rana les principaux leaders politiques du Kosovo le 3 mars ». « Ce sera
l'occasion pour les Albanais et les Kosovars d'avoir des discussions exhaus-
tives sur les futurs pourparlers concernant le Kosovo », a souligné le
porte-parole sans préciser quels responsables avaient été invités à Ti-
rana.



de suffisamment d'influence poli-
tique pour perturber, si ce n'est sa-
boter, le projet de gouvernement
provisoire ébauché à Rambouillet
par les représentants de l'UCK,
de la LDK de M. Rugova et du
Mouvement démocratique unifié
de Rexhep Qosja. Cette initiative
était perçue par la communauté in-
ternationale comme un geste
constructif. M. Demaji a quant à
lui qualifié ce gouvernement provi-
soire d'« illégitime ».

COMMANDANTS LOCAUX

Sans que l'on puisse en compter
le nombre exact, M. Demaji a éga-
lement l'écoute de certains
commandants locaux de l'UCK qui
l'ont choisi, en juillet, comme leur
représentant politique. « C'est
après avoir rencontré Demaji à
Ljubljana, vendredi 19 janvier, que

M. Thaqi a radicalisé ses positions et
demandé une pause de quinze jours
afin d'informer sa base », rappelle
un observateur étranger. Sur les
plateaux venteux de la Drenica,
l'UCK dispose dorénavant d'un
nouveau commandant en chef, en
la personne de Suleiman Silemi
(vingt-neuf ans), dit « le Sultan ».
« Il a été nommé mercredi par
M. Demaji », croit savoir M. Kel-
mendi. Cela ressemble à un coup de
force contre l'UCK présente à Ram-
bouillet, ajoute-t-il.

A Likov, quartier général de
l'UCK dans la Drenica, les
commandants locaux soutiennent
en tout cas qu'aucune décision po-
litique ne peut être prise au-
jourd'hui sans l'accord de M. De-
maji. « C'est lui notre représentant
politique », affirme Gani Koci, an-
cien prisonnier politique, officier

supérieur dans l'UCK. « La seule
concession que nous pouvons faire
est d'accepter une période intérim-
aire de trois ans avant d'organiser
un référendum sur l'indépen-
dance », poursuit-il. Son « repré-
sentant politique » ne dit pas autre
chose alors que la délégation alba-
naise en France était prête à accep-
ter que le projet de règlement ne
comporte pas de référence expli-
cite à une telle consultation.

« Nous avons deux semaines pour
construire une unité autour de cet
accord, convenable, qui apportera
la paix, la stabilité et la démocra-
tie », a déclaré Berim Shala, le
deuxième négociateur albanais in-
dépendant à Rambouillet. Si tel
n'est pas le cas, la démission dans le
camp albanais et l'obstruction des
radicaux décourageraient le sou-
tien de la communauté internatio-
nale. Avant même l'ouverture des
négociations de Rambouillet, le
6 février, l'ambassadeur américain,
Christopher Hill, regrettait l'incap-
acité des Albanais à parler d'une
seule voix. Ils semblent retomber
dans ce travers.

Le refus des Albanais d'approu-
ver sans condition la partie po-
litique du plan de paix a éloigné la
menace de frappes aériennes
contre des Serbes qui n'appara-
issent plus comme les seuls em-
pêcheurs de tourner en rond. Or
les forces serbes renforcent actuel-
lement leurs positions et l'on re-
doute à Pristina comme à Was-
hington que ce ne soit dans
l'optique d'une prochaine offen-
sive à laquelle l'UCK, naturelle-
ment, résisterait. « Ces prochaines
semaines vont être très dange-
reuses », confirme M. Kelmendi.

Christophe Châtelot

Adem Demaji, de la prison à la lutte armée

INCARCÉRÉ pendant près de
trente ans pour « activités nationa-
listes », et libéré en avril 1990,
Adem Demaji apparaît aussi effa-
cé et discret que son principal ri-

PORTRAIT

Trente ans de détention
n'ont pas entamé
la détermination de
ce nationaliste radical

val, Ibrahim Rugova, et poursuit
le même objectif, l'indépendance
du Kosovo, avec cependant un ra-
dicalisme qui s'est accru au fil du
temps. Né à Pristina et diplômé de
la faculté des lettres de Belgrade,
il a poursuivi ses études à Pristina
et à Skopje, en Macédoine, avant
de se consacrer au journalisme et
à l'écriture.

Il est condamné pour la pre-
mière fois, en 1958, à trois ans
d'emprisonnement à la suite de la
publication d'un livre jugé « sub-
versif » par Belgrade. Quinze ans
plus tard, il est reconnu coupable
d'avoir formé un mouvement
clandestin pro-albanais. Adem
Demaji est condamné - pour la
troisième fois - à quinze ans de
prison, pour ses « liens avec
l'étranger », après avoir été accusé
d'avoir formé un gouvernement
clandestin favorable au rattachement
du Kosovo à l'Albanie voisine.

Ce passé de résistance a forgé
durablement le caractère détermi-
né et secret - les locaux du parti
qu'il dirigeait récemment chan-
geaient de lieu constamment - de
cet écrivain d'apparence placide. Il
est progressivement élevé contre
le « pacifisme conciliateur » d'Ibra-
him Rugova, avec lequel il entre-
tient des relations conflictuelles.
Au printemps 1993, alors qu'il pré-
sède le Comité des droits de
l'homme, il entame une grève de
la faim pour protester contre la
mauvaise serbe sur les médias en

langue albanaise. Il entend ainsi
dénoncer la décision des autorités
de Belgrade d'imposer à tous les
médias la tutelle d'une maison d'é-
dition.

Son engagement radical le
pousse à abandonner, à l'été 1998,
la direction du petit Parti parla-
mentaire du Kosovo (PPK) pour
devenir le représentant politique
et le porte-parole officieux de la
naissante et encore mystérieuse
Armée de libération du Kosovo
(UCK). Ce soutien revendiqué à la
lutte armée, Adem Demaji, âgé
de soixante-trois ans, le présente
comme une nécessité. Il rejette ce
qu'il appelle « une politique pas-
sive qui a conduit à la capitula-
tion ».

UNE SANTÉ FRAGILE

Malgré une santé fragile - en
partie due à ses nombreuses an-
nées d'incarcération - qui l'a un
moment obligé à se retirer « provi-
soirement » de la vie publique, au
mois de septembre 1998, sur le
conseil de ses médecins, Adem
Demaji poursuit sa lutte. Des di-
vergences de vues l'opposent par-
fois à l'« état-major » de l'UCK, et
il est difficile de mesurer la nature
de leurs relations. Dans les mo-
ments de combats violents entre
l'UCK et les forces serbes, il a tou-
jours exprimé ses encourage-
ments aux combattants. A l'été
1998, il demandait ainsi à l'UCK
de poursuivre « avec fermeté et dans
l'honneur » la lutte armée contre
Belgrade.

Lors de la convocation des
pourparlers de Rambouillet, il
s'est prononcé contre la participa-
tion. Il a été contredit quelques
heures plus tard par l'UCK, qui a
annoncé qu'elle était prête à pré-
senter ses « propres propositions ».
Il est resté cependant, pendant
toute la durée des pourparlers, un
interlocuteur des représentants de
l'UCK à Rambouillet.

Denis Hautin-Guiraut

Les Occidentaux mettent en garde Belgrade contre une offensive

LE PRÉSIDENT américain, Bill Clinton, et le
secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, ont
adressé des mises en garde à Belgrade, vendredi
26 février, alors que se poursuivaient les mou-
vements de troupes yougoslaves et que des af-
frontements sporadiques éclataient dans diffé-
rentes régions du Kosovo.

Bill Clinton a déclaré que l'OTAN était « prête
à intervenir » si le président yougoslave, Slobodan
Milosevic, lance des opérations militaires
au Kosovo d'ici au 15 mars, date à laquelle des
négociations sur le statut de la province doivent
reprendre en France, dans la suite de celles de
Rambouillet. « Le président Milosevic doit
comprendre qu'il est venu le moment de la retenue,
pas de la répression. Et s'il continue, l'OTAN est
prête à intervenir », a-t-il dit à San Francisco.

« Les dirigeants serbes doivent maintenant
accepter que ce n'est qu'en autorisant les Kosovars à
gérer eux-mêmes leur vie, comme après tout cela
était promis par la Constitution yougoslave, qu'ils
pourront garder leur pays intact », a-t-il ajouté.

Les dirigeants de l'Union européenne, réunis
le même jour à Petersberg (Allemagne) ont éga-
lement appelé Serbes et Kosovars à s'abstenir
de toute provocation et à signer un « véritable
accord de paix ». Même son de cloche du côté

du secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana,
pour qui l'Alliance atlantique ne permettra pas
que la Yougoslavie tire profit de la pause dans
les négociations de paix pour lancer une grande
offensive contre les Albanais au Kosovo. M. So-
lana a ainsi exhorté Slobodan Milosevic à ne
pas modifier la donne sur le terrain d'ici la re-
prise des pourparlers. Interrogé sur une pos-
sible intervention de l'OTAN, il a déclaré :
« Tout dépend de la façon dont la situation évo-
lue sur le terrain. Ce que nous ne pouvons pas
permettre, c'est qu'une offensive serbe vienne mo-
difier la situation là-bas, a-t-il dit. Interrogé sur
la chaîne espagnole CNN, l'insiste sur le fait que
ces trois semaines sont consacrées à la paix, pas à
des préparatifs de guerre. »

ESCARMOUCHES

Les médiateurs internationaux, Christopher
Hill et Wolfgang Petritsch, ont annoncé leur in-
tention de se rendre au Kosovo, dès lundi, puis
à Belgrade pour tenter de profiter des acquis de
Rambouillet dans la perspective de la reprise
des négociations.

On signale de source occidentale un impor-
tant renforcement du dispositif militaire yougo-
slave au Kosovo et aux abords de la province

depuis plusieurs semaines, ce qui fait craindre
une prochaine offensive. L'armée yougoslave se
contente de parler de manœuvres d'hiver.

Des escarmouches se sont poursuivies entre
les forces serbes et l'UCK dans les environs de
Vucitrin, à 40 km au nord-ouest de Pristina.
« On signale un important renforcement de
troupes et d'artillerie serbe », a déclaré un ob-
servateur de la MVR (Mission de vérification au
Kosovo, mandatée par l'OSCE) à Suva Reka, à
l'autre extrême de la province, dans le Sud-
Ouest.

Vendredi soir, des membres de la MVR rete-
nus à des postes-frontières par des agents you-
goslaves ont été libérés. Huit d'entre eux
avaient été empêchés d'entrer au Kosovo, alors
qu'ils venaient de Macédoine, et contrain-
tés de passer la nuit de jeudi à vendredi dans leurs vé-
hicules, à la frontière. Treize autres observa-
teurs de la MVR avaient été bloqués à la fron-
tière yougoslave-macédoienne, vendredi
après-midi, parce qu'ils refusaient de laisser
contrôler leurs véhicules, en invoquant leur sta-
tus diplomatique. Les gardes-frontières yougo-
slaves les ont autorisés à repartir quel-
ques heures plus tard, après avoir obtenu de
fouiller leurs véhicules. - (AFP, Reuters.)

Le gouvernement macédonien veut améliorer les relations interethniques

SKOPIJE

de notre envoyé spécial
Jacques Chirac rend visite, di-
manche 28 février, aux soldats
français de la Force d'extraction
stationnés dans une petite répu-
blique sensible aux effets de la
crise du Kosovo. Avec une minorité
albanaise représentant entre 25
et 33 % de la population, la Macé-
doine subit les conséquences
d'une dégradation de la situation
dans la province voisine.

Les relations entre la majorité
slavo-macédonienne et les Alba-
nais se sont cependant améliorées
depuis le changement de gouver-
nement survenu à la suite des élec-
tions de novembre 1998. Le Parti
social-démocrate (ex-communiste)
a alors perdu le pouvoir au profit
d'une coalition formée du parti
macédonien VRMO-DPMNE hé-
ritier des nationalistes du début du
siècle, et de l'Alliance démocra-
tique. Avec 62 sièges sur 120, cette

coalition n'avait en principe pas
besoin d'alliés. Pour assurer la re-
présentation des Albanais, elle a
cependant fait entrer dans le gou-
vernement des représentants du
PPDA, le Parti de la prospérité dé-
mocratique albanaise, la formation la
plus radicale.

Cette alliance entre les « extré-
mistes » des deux communautés a
apporté un début de stabilisation.
Les incidents fréquents depuis l'in-
dépendance de la Macédoine en
1992 se sont faits plus rares. De
l'avis général, les relations entre les
partenaires du gouvernement sont
correctes.

AMNISTIE

Les cinq points sur lesquels le
VRMO et le PPDA s'étaient mis
d'accord pour dissiper dans la mi-
norité albanaise le sentiment de
discrimination commencent à être
appliqués. Le premier portait sur
une amnistie pour quelque huit

cents Albanais. Parmi eux, les
maires de Gostivar et de Tetovo
(les deux principales villes alba-
naises de Macédoine), condamnés
à treize et deux ans de prison pour
avoir refusé d'enlever le drapeau
albanais flottant sur leurs mairies.
Ils viennent d'être libérés.

Les partenaires du gouverne-
ment sont encore tombés d'accord
pour favoriser l'utilisation de la
langue albanaise, y compris au Pa-
rlement, pour reconnaître à la ren-
trée prochaine l'université alba-
naise de Tetovo, qui fonctionne
plus ou moins clandestinement, et
pour encourager la participation
des Albanais à la vie publique. Des
concours de fonctionnaires
viennent de leur être ouverts, y
compris dans la police. Enfin, un
ministère de la décentralisation a
été créé afin de donner plus de
pouvoirs aux municipalités.

En revanche, Jacques Chirac au-
ra l'occasion de constater que la
cohabitation entre le vieux pré-
sident, Kiro Gligorov, issu du Parti
social-démocrate, et le jeune pre-
mier ministre Ljubco Georgievski
(VRMO), ne va pas sans accrocs.
Après s'être opposé en vain à l'am-
nistie des Albanais, le chef de l'Etat
macédonien vient de critiquer la
reconnaissance de Taiwan, l'appro-
bation - discrète - d'éventuelles
frappes de l'OTAN sur la Serbie, et
surtout l'accord passé récemment
avec la Bulgarie, pour mettre fin à
des querelles séculaires.

Le gouvernement de Skopje a
reconnu l'appartenance de la Ma-
cédoine dite de Pirin à la Bulgarie.
Pour sa part, Sofia a reconnu l'exis-
tence d'une nation et d'une langue
macédoniennes. Traditionnelle-
ment, la Bulgarie considérait que
la langue macédonienne était, se-
lon une boutade, « du bulgare tapé
sur une machine à écrire serbe ».

Daniel Vernet

Washington durcit le ton contre la répression en Chine

Le regain d'arrestations observé en Chine modifie l'attitude des Etats-Unis. Le département d'Etat dénonce les violations des droits de l'homme. La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, devait arriver à Pékin samedi 27 février

La Chine « ne peut pas acheter sa stabilité aux dépens de la liberté », a déclaré, Bill Clinton, vendredi 26 février. Le rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme publié le même jour fait état de

graves détériorations depuis l'automne et dénonce la « répression de l'opposition organisée ». « Des douzaines d'activistes ont été arrêtés, expose le rapport, pour avoir tenté de faire enregistrer un parti

politique. » Le gouvernement américain veut poursuivre sa politique « d'engagement robuste, de pressions combinées à la persuasion », a expliqué le sous-secrétaire aux droits de l'homme, Harold Koh. Ce

dernier doit accompagner la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright en Chine pour une visite officielle de deux jours. (Lire aussi notre reportage Tibet page 10 et l'édition page 11.)

WASHINGTON

La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, qui devait arriver à Pékin le samedi 27 février, se rend en Chine accompagnée de son sous-secrétaire aux droits de l'homme, Harold Koh. Mais elle y aura été précédée par le chapitre Chine du Rapport 1998 sur les droits de l'homme publié, vendredi, par le département d'Etat et par une mise en garde du président Clinton. La semaine dernière, 99 sénateurs sur 100 avaient adopté une résolution demandant à Washington de condamner les violations des libertés fondamentales par le régime chinois lors de la prochaine réunion de la Commission des droits de l'homme des Nations unies.

La Chine n'a plus la cote au Congrès ni au Pentagone - inquiet de ses progrès technologiques et de l'espionnage industriel qui en serait à l'origine - ce qui a forcé Bill Clinton à modérer ses sentiments pro-Pékin. La Chine, a-t-il déclaré, « ne peut pas acheter sa stabilité aux dépens de la liberté ». Les 78 pages du rapport font état d'une grave détérioration depuis l'automne, peu après la visite du président américain, avec « la répression de l'opposition organisée. Les limites étroites à la liberté d'expression et d'associa-

tion sont évidentes alors que des douzaines d'activistes ont été arrêtés pour avoir tenté de faire enregistrer un parti politique et trois dirigeants ont été condamnés à de lourdes

Jiang Zemin invite le monde à « mieux comprendre » la Chine

« La Chine doit mieux comprendre le reste du monde, tout comme le reste du monde doit mieux comprendre la Chine », a déclaré, vendredi 26 février, le président chinois, Jiang Zemin, lors d'une conférence nationale consacrée à la promotion de l'image du pays à l'étranger. Selon le journal officiel *China Daily*, M. Jiang a appelé à engager « un effort de promotion massif pour améliorer la stature internationale du pays, au profit de sa modernisation. L'influence de la Chine sur l'opinion publique mondiale doit être aussi forte que son rang international », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, un des fondateurs du Parti démocratique chinois (PDC), Wu Yilong, a été interpellé alors qu'un premier congrès de cette organisation interdite devait avoir lieu, en même temps que l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, bras législatif du régime. Selon ses proches, le dissident - un chercheur en littérature - a été arrêté vendredi soir, sans explications, à son domicile de Hangzhou (Est).

peines au cours de procès à huis-clos en violation de la procédure ».

La liberté religieuse, les droits des minorités ethniques, en particulier au Tibet et au Xinjiang, les avortements forcés sont longuement mentionnés, en même temps que les progrès accomplis. M. Koh a défendu la politique « d'engagement robuste, de pressions combi-

ou le Nigeria. Comme on pouvait s'y attendre, certains des 194 pays cités sont aussi épinglés pour leur autoritarisme, de l'Afghanistan à Cuba, de la Serbie à la Turquie. Le président yougoslave Slobodan Milosevic est accusé d'avoir « mis fin à tout espoir de coopération légitime au Kosovo par sa politique répressive », qui n'a pas que

des Albanais pour cible. Mais il est significatif que le régime d'Ankara, que les Etats-Unis ont aidé récemment à capturer le chef du PKK, Abdullah Öcalan, ne s'en tire guère mieux. « Les exécutions extrajudiciaires, y compris de détenus, les prétendus assassinats mystérieux et les disparitions se poursuivent. La torture demeure fréquente. (...) En dépit des engagements du premier ministre Yilmaz de donner la plus haute priorité aux droits de l'homme en 1998, les violations graves n'ont pas cessé. »

« SOUTENIR LES DÉMOCRATIES »

Le satisfait accordé à la France est sans réserves à l'exception d'abus contre des détenus, en particulier des étrangers, par des représentants de la loi. Toutefois, le rapport critique la politique française à l'égard des sectes, qui ont souvent kidnappé des personnes, comme l'Eglise de scientologie. Ainsi peut-on lire que « le gouvernement français ne reconnaît pas le caractère religieux des témoignages de Jéhovah ou des scientologues ».

Les Etats-Unis doivent soutenir les démocraties sur le long terme, ajoute ce rapport. Nous encourageons le développement d'une culture démocratique partout où elle a une chance de prendre, en particulier dans les pays en transition, les

démocraties menacées. M. Koh, lui-même d'origine coréenne, conclut : « L'histoire montre que les démocraties ont moins de chances que les autres régimes de se faire la guerre. »

D'autre part, les Etats-Unis ont publié vendredi la liste des pays dignes d'un « certificat de bonne conduite » vis-à-vis de la drogue, procédure indispensable pour éviter des sanctions économiques. En dépit d'informations inquiétantes sur l'accroissement du trafic, le Mexique a obtenu un de ces certificats. Il s'agit d'une décision politique du président Clinton, qui a assuré que « le Mexique lutte avec nous dans la bataille pour notre vie (...) Il ne peut gagner seul cette bataille, nous non plus ». Les saisies de drogue y ont pourtant baissé de 35 % en 1998, la récolte de pavot a augmenté de 25 %; les deux tiers des stupéfiants importés aux Etats-Unis passent par le Mexique. La Colombie et l'Iran avaient été retirés de la liste en 1998. Le Cambodge, Haïti, le Nigeria et le Paraguay ont bénéficié d'une exemption fondée sur les « intérêts nationaux vitaux des Etats-Unis ». De la liste des vingt-huit pays impliqués dans le trafic de drogue seuls restent à l'index l'Afghanistan et la Birmanie.

Patrice de Beer

Les juges de Hongkong plient devant les exigences de Pékin

HONGKONG

Les juges de Hongkong auront finalement cédé devant Pékin en décrétant, vendredi 26 février, que la haute cour du territoire n'était pas compétente pour mettre en question les décisions prises par le gouvernement chinois. Fin janvier, une crise d'ordre constitutionnelle avait éclaté entre Pékin et la juridiction de l'ancien territoire britannique autour de la question de l'immigration de personnes venues

de Chine continentale. Les juges avaient en effet statué, à l'époque, que les enfants nés hors de Hongkong mais dont au moins l'un des parents réside sur le territoire, ont le droit de résidence dans l'ex-colonie britannique. Affirmant leur autonomie juridique sur les juristes chinois, ils avaient affirmé que les tribunaux de Hongkong « ont compétence pour examiner les actes de l'Assemblée nationale populaire » chinoise « et peuvent les déclarer invalides s'ils s'avéraient en contradic-

tion avec la constitution du territoire ».

Ce jugement avait aussitôt provoqué un tollé en Chine populaire, qui avait crié à l'« usurpation de pouvoir » et appelé sans équivoque à une « rectification de cette erreur ». Alors qu'il venait de claquer son respect pour l'autonomie du judiciaire, le chef exécutif de la Région administrative spéciale de Hongkong, Tung Chee-hwa, dépêcha alors à Pékin son secrétaire à la justice, Elsie Leung, pour apaiser

les susceptibilités du nouveau maître.

ACTE D'ALLÉGEANCE

Vendredi, les cinq juges de la Court of Final Appeal, la plus haute juridiction de Hongkong, ont cependant choisi la prudence en reconnaissant ne pas avoir voulu remettre en cause « le pouvoir d'interprétation de l'Assemblée nationale populaire (de Chine) », qui s'était opposée à leur arrêt, sur la législation hongkongaise. Mais si

les juges ont dit clairement ce que Pékin voulait entendre, ils n'auront pas pour autant rectifié leur arrêt du 29 janvier. « La Cour ne peut mettre en cause les actes de l'Assemblée nationale populaire ou de son comité permanent qui sont en conformité avec la loi fondamentale » de Hongkong, ont-ils déclaré. Ce qui revient, en d'autres termes, à réaffirmer que, à propos des affaires intérieures du territoire relevant de son champ d'autonomie, la cour est compétente pour déterminer si les actes pris par Pékin sont conformes avec la Constitution de Hongkong.

Le geste des juges n'a pas pour autant apaisé toutes les craintes : s'il sauve provisoirement la face des uns et des autres en évitant à Pékin de « rectifier » de lui-même la justice du territoire, la méthode qui a été imposée par le chef exécutif de Hongkong pour sortir de cette crise constitutionnelle soulève bien des questions. Même la clarification des juges ressemble plus, au fond, à un acte d'allégeance, voire à un serment, vis-à-vis de Pékin, qu'à une véritable revendication d'autonomie juridique.

Jean-Claude Pomonti

Valérie Brunschwig

Sophie Shihab

Paris propose que l'Europe soit associée à l'organisation de la sécurité régionale en Asie orientale

BANGKOK

Alain Richard, ministre français de la défense, propose de privilégier une approche stratégique des relations entre l'Europe et l'Asie orientale. La fin de la guerre froide, a-t-il expliqué au *Monde* à Bangkok, à l'occasion d'un voyage à Singapour, à Brunei et en Thaïlande, a débouché en Extrême-Orient sur « un climat d'incertitude », de « quasi-fluidité stratégique », qui invite à la mise en place de « l'architecture d'une sécurité régionale pour le XXI^e siècle ». L'Europe, ajoute-t-il, doit être présente au côté des Etats-Unis dans un projet qui doit donner à la notion de « sécurité », à la lueur de la crise asiatique actuelle, son « sens le plus large possible » en incluant les données « socio-économiques ».

Le ministre français suggère de donner au dialogue eurasiatique, vieux de trois ans, sa véritable dimension. En février 1996, lors du premier sommet entre l'Union européenne et l'Asie de l'Est, le dynamisme des économies asiatiques, en dépit des ratés de la locomotive japonaise, avait un peu occulté l'aspect stratégique des relations entre les deux régions. On s'en était tenu à l'établissement du lien manquant entre les trois pôles de développement économique de la fin du siècle, l'Amérique septentrionale, l'Europe occidentale et l'Asie orientale. L'ASEM, Asia-Europe Meeting, avait ainsi formé le côté manquant du triangle dont les deux autres côtés sont l'alliance atlantique et l'APEC, la coopération économique Asie-Pacifique.

Depuis, dit Alain Richard, la crise asiatique « a clairement démontré l'existence d'un effet de dominos » affectant les intérêts de l'Europe. Les investissements directs européens en Asie de l'Est, proches de

80 milliards de dollars (71 Md\$), sont comparables à ceux des Etats-Unis ou du Japon. Trois millions d'emplois, en Europe, sont liés au commerce eurasiatique. L'Europe a donc « un intérêt direct et substantiel au maintien de la paix et de la stabilité en Asie ». Mais comment développer une association qui soit le produit d'une vision globale de l'équation asiatique ?

Le « partenariat » doit « donner davantage de substance » au côté eurasiatique du « triangle politique et stratégique » entre l'Amérique, l'Europe et l'Asie

Le ministre de la défense rejette une « division simpliste » des tâches entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe. « La solidarité européenne dans le domaine de la sécurité ne peut se réduire à offrir une aide économique ou humanitaire ; de la même façon, la contribution américaine à la stabilité régionale ne peut se limiter à la présence de la VII^e flotte », a-t-il résumé dans une allocution prononcée le 24 février à Singapour. Le « partenariat » auquel il pense doit donc s'élaborer d'une autre façon afin « de donner davantage de substance » au côté eurasiatique du « triangle politique et stratégique » entre l'Amérique, l'Europe et l'Asie.

Paris propose donc, dit-il, l'amorce d'un « dialogue stratégique de haut niveau » avec plu-

sieurs pays asiatiques, comme cela est déjà le cas avec le Japon, depuis 1994, ou la Chine et la Corée du Sud, depuis 1996. Il s'agit de consolider liens et accords avec les pays d'Asie du Sud-Est. Pourquoi, dit-il, à l'exemple de la Grande-Bretagne, ne pas associer l'Europe à des exercices militaires conjoints ? Le Forum régional de l'Asean, ajoute-t-il, est « essentiel ». Créé en 1994 par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, cette tribune consacrée aux problèmes de sécurité, réunit l'UE, les Etats-Unis et d'autres pays d'Asie. La France et la Grande-Bretagne souhaitent y être représentées à titre individuel, comme la Chine ou la Russie, en tant que puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Offrir une dimension stratégique aux relations eurasiatiques implique, d'abord, que l'Union de l'Europe occidentale, dont « le manque d'initiative » est le résultat d'une « absence de volonté politique », mette à la disposition d'une « nouvelle structure » - un « comité militaire » - propose-t-il - des ressources déjà existantes et à compléter. Dans l'aboutissement de cette réflexion du ministère de la défense, « nous sommes peut-être en avance sur l'évolution moyenne de nos partenaires européens », a estimé Alain Richard, vendredi 26 février à Bangkok. « Mais je n'imagine pas, a-t-il ajouté, une opposition européenne sur le long terme ». En Asie, a-t-il dit, l'idée d'une « organisation multipolaire a déjà fait plus de chemin » qu'en Europe.

L'expression de « recommandations » françaises est d'autant plus intéressante qu'elle intervient au moment où les relations sino-américaines se dégradent à nouveau et où la crise économique accenue le déséquilibre, à commencer sur le

plan militaire, entre l'Asie du Nord-Est et son pré carré du Sud-Est. Comment, puisque la fin de la guerre froide remet en jeu un demi-siècle de *par americanism* en Asie orientale, commencer à doter l'Asie de mécanismes efficaces de sécurité ? Paris apporte son écot et la vision française est, pour une fois, cohérente. Sera-t-elle entendue ?

48 destinations pour vous mettre la tête dans les nuages. S'envoler, fuir la monotonie pour aller se ressourcer au bout du monde... C'est le rêve que Lufthansa vous propose de réaliser, entre le 12/04/99 et le 31/05/99, en vous faisant décoller à Prix Légers de 8 villes de France vers d'autres horizons. Pour profiter de cette offre soumise à conditions, il suffit de réserver avant le 15/03/99. Informations et réservations : N° Indigo 0 802 020 030, 3615 LH (2,23 F/mn), www.lufthansa.fr ou auprès de votre agence de voyage.

Lufthansa

Les Quinze progressent, mais un accord sur le budget européen est encore loin

Paris et Bonn affirment avoir rapproché leurs positions sur la réforme de la PAC

Le sommet du Petersberg, près de Bonn, a permis, jeudi 26 février, aux chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze de remettre sur les rails

les négociations sur le financement de l'Union. Tous ont souhaité parvenir à un accord fin mars à Berlin. De difficiles problèmes restent à résoudre,

mais Français et Allemands, après la crispation des dernières semaines, ont paru retrouver le chemin d'une entente, se rapprochant sur la PAC.

BONN

de nos envoyés spéciaux
A l'issue du Sommet européen informel du Petersberg, qui s'est tenu jeudi 26 février sur les hauteurs de Bonn, les chefs d'Etat et de gouvernement européens affichaient, malgré les difficultés négociations encore à venir, un optimisme de concert sur la possibilité de parvenir, lors de leur prochaine réunion fin mars à Berlin, à un accord sur le prochain cadre financier de l'Union pour les années 2000/2006. Le président Jacques Chirac et le premier ministre, Lionel Jospin, étaient tout sourire, lors de leur conférence de presse, se félicitant de l'ambiance constructive des travaux. Pour eux, cette réunion, marquée par l'évolution de la position de l'Allemagne dans le sens des idées françaises, s'était déroulée d'une manière nettement positive. Cette évolution, que reflétait la note remise la veille au soir aux participants par la présidence pour servir de base à la discussion, a été confirmée par les interventions du chancelier Schröder et de son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, venu présenter lui-même au Sommet les propositions de la présidence.

« L'Allemagne et la France renouent leur alliance à propos du financement de l'Union », commentait samedi matin le quotidien espagnol *El País*, traduisant l'inquiétude des pays du Sud de voir cette alliance se faire au détriment de leurs propres exigences. Ce rapprochement franco-allemand n'était pas évident si l'on se souvient que, voici quelques jours, pendant le « marathon » agricole de Bruxelles, on évoquait du côté français la possibilité d'une « crise majeure ». Helmut Kohl, le ministre allemand de l'Agriculture, qui avait conduit les débats du conseil agricole, a été tancé publiquement par le chancelier pour s'être écarté de son mandat en proposant une réforme de la poli-

tique agricole commune (PAC) trop coûteuse. Malgré l'opposition d'une minorité de pays, dont l'Espagne, les ministres ont été chargés de revoir leur copie mardi prochain pour faire de nouvelles propositions moins dispendieuses. Sans ralliement allemand à cette ligne fondée sur un usage parcimonieux des deniers publics en agriculture, mais aussi en matière

son opposition au principe de la stabilisation des dépenses. Les pays du Sud, qui bénéficient le plus des fonds structurels, redoutent une baisse trop importante des aides qu'ils perçoivent pour rattraper leur retard de développement. La présidence propose, pour l'ensemble de la période 2000/2006, de plafonner les aides structurelles autour de

ser, doit accepter de tailler dans son budget. « La stabilisation ne doit pas devenir un fétiche », a déclaré Jacques Santer, son président.

L'occasion sera donnée dès mardi, à la reprise du marathon agricole, d'observer si la rencontre de Petersberg a donné aux discussions l'élan souhaité par Gerhard Schröder. Jacques Chirac et Lionel Jospin ont parlé de « messages très forts » adressés aux ministres de l'Agriculture. L'appui donné par l'Allemagne à l'idée chère aux Français d'une « réforme économe » modifie incontestablement la donne. Bien qu'il n'ait pas été complètement clair, le chancelier a paru prendre bonne note du refus français d'accepter un confinement des aides agricoles et de la proposition de Paris de prévoir, en remplacement une « dégressivité » de ces aides. « Je crois que l'idée du confinement des dépenses agricoles a reculé », a indiqué M. Jospin.

Reste à voir si cela suffira pour débloquer les négociations. La question du rééquilibrage budgétaire, qui a pesé jusqu'ici tellement sur les débats concernant l'« Agenda 2000 », a été peu présente au Petersberg. Le Chancelier Schröder a marqué sa volonté de maintenir la revendication allemande d'une réduction de sa contribution budgétaire dans des limites raisonnables. Il a indiqué qu'il voulait surtout « un infléchissement de la courbe », autrement dit être au moins sûr que la contribution de l'Allemagne n'augmenterait pas. Mais Tony Blair a été moins accommodant. Avec son sourire habituel, il a réaffirmé qu'il n'était pas question pour lui d'accepter une remise en cause de la limitation exceptionnelle obtenue en 1984 par Londres sur sa propre contribution.

Henri de Bresson, Philippe Lemaître et Arnaud Leparmentier

Sursis pour les « duty free »

Les Britanniques n'allaient pas lâcher comme cela. A en juger par les questions de leurs journalistes, la prorogation des « duty free » leur était aussi importante, jeudi 26 février au sommet du Petersberg, que les progrès dans les négociations sur l'« Agenda 2000 ». Tony Blair, qui a soulevé la question lors du déjeuner, n'a pas encore vaincu l'opposition farouche de la commission, gardienne des règles du marché intérieur qui prévoient que les achats hors taxes doivent cesser le 1^{er} juillet lors des voyages entre pays de l'Union. Soutenu par la France et l'Allemagne, le premier ministre britannique a néanmoins obtenu que le conseil des ministres discute, en mars, d'une proposition faite par Bonn - qui assure la présidence de l'Union - pour reporter de deux ans et demi le délai prévu. Le sommet européen de Vienne, en décembre 1998, avait demandé à la commission d'étudier la possibilité d'une extension temporaire de l'exemption, qu'elle a rejeté à l'unanimité des commissaires, le 17 février. (Corresp.)

d'aides aux régions, les chances de conclure à Berlin auraient été bien minces, tant l'entente franco-allemande, sur des sujets aussi sensibles, reste indispensable pour forcer les compromis. Si un obstacle a été levé au Petersberg, il se sera néanmoins illusoire de considérer que la voie menant au succès est définitivement dégagée. « A chacun maintenant d'entrer dans la négociation », a souligné Jacques Chirac. Or personne n'a encore abandonné ses exigences.

Les pays du Sud, qui avaient cru comprendre que Bonn regardait leur situation avec bienveillance, ont été à l'évidence déçus par le virage allemand. Tout en reconnaissant qu'il y avait « une marge » pour des compromis, José María Aznar, le président du gouvernement espagnol, a réaffirmé

200 milliards d'euros, alors que les pays du Sud n'envisagent pas de descendre au-dessous de 240 milliards d'euros. On est donc encore loin du compte et Petersberg a utilement rappelé le danger de polariser l'attention à l'excès sur la recherche d'équilibre difficile d'un équilibre entre la France et l'Allemagne.

C'est d'autant plus vrai que les « pays de la cohésion » ont des alliés : le Bénélux et - jusqu'à un certain point - l'Italie, qui n'aiment pas trop voir le Conseil européen s'écarter ainsi nettement des propositions de la Commission de Bruxelles. Jusqu'ici, celle-ci n'a pas marqué beaucoup de points dans cette négociation à bien des égards atypique, et elle semble se rallier avec difficulté à l'idée que l'Europe, pour progres-

Les Nations unies mettent fin à dix ans de présence en Angola

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant
Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, vendredi 26 février, de mettre fin à la mission des Nations unies en Angola (Monua), dont le mandat était arrivé à échéance. La « liquidation technique » de cette force doit être terminée d'ici au 20 mars. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, avait recommandé le retrait de la Monua après que le gouvernement angolais se fut officiellement opposé à son maintien. Les autorités de Luanda ont déclaré qu'elles refuseraient toute présence militaire de l'ONU, et que seuls les personnels des agences humanitaires et des droits de l'homme pourraient opérer sur place. La Monua était présente depuis juillet 1997

en Angola où elle était chargée de superviser l'application des accords de paix de Lusaka, signés en novembre 1994 entre le gouvernement du président José Eduardo Dos Santos et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), le mouvement rebelle de Jonas Savimbi. Ces accords avaient établi mis fin à la guerre civile qui n'a pratiquement cessé depuis l'indépendance du pays en 1975 et qui a repris en juin 1998. De violents combats ont actuellement lieu sur plusieurs fronts, dans le nord, le centre et l'est du pays. Le premier déploiement d'une force de l'ONU en Angola avait été décidé le 20 décembre 1988. La mission de vérification des Nations unies (Unavem) devait surveiller le retrait des 50 000 Cubains d'Angola, conformément aux accords de New York porteurs de

l'indépendance de la Namibie en mars 1990. Le 30 mai 1991, le Conseil de sécurité chargeait les 400 hommes de l'Unavem-II de veiller au respect du cessez-le-feu et à la bonne organisation des élections de 1992, après la signature des accords de paix à Lisbonne, au Portugal, en mai 1991. Mais la guerre avait repris, avec une forte intensité, fin 1992.

Le 8 février 1995, trois mois après la signature des accords de Lusaka, les Nations unies mettent en place une opération de grande envergure, Unavem-III, chargée de contrôler le désarmement, la démobilisation et le cantonnement des belligérants. Unavem-III compte jusqu'à 7 000 « casques bleus » de 36 nationalités différentes, constituant la plus importante mission de maintien de la paix de l'ONU dans le monde. (Interim.)

Les plaintes déposées à Paris contre Fidel Castro ne seront pas instruites

LES TROIS plaintes déposées, le 6 janvier à Paris, pour « crimes contre l'humanité » et pour « trafic international de stupéfiants » contre le chef de l'Etat cubain, Fidel Castro, ne feront pas l'objet d'une instruction. Le juge Hervé Stéphan, chargé de les examiner, s'est déclaré, vendredi 26 février, incompétent pour instruire les faits qui lui ont été soumis pour deux d'entre elles. Pour la troisième, il a conclu qu'il y avait prescription. En conséquence, il a rendu une « ordonnance de non-informer ».

Si Pierre Gollondorf, de nationalité française, est déclaré « fondé à déposer plainte » pour la période de sa détention à Cuba, le magistrat estime qu'« aucune disposition légale nationale ou conventionnelle internationale ne peut être appliquée » concernant la qualification de « crimes contre l'humanité » sur laquelle repose sa demande. Les faits évoqués ne peuvent, selon le magistrat, recevoir que la qualification de crime de « séquestration accompagnée de tortures ». Le plaignant ayant été libéré en avril 1974, le magistrat constate la prescription avérée. En ce qui concerne La-

zaro Jordana, de nationalité cubaine, vivant à Paris, le juge aboutit aux mêmes conclusions pour la qualification des crimes. Il retient, en outre, que la loi pénale française ne peut être appliquée dans ce cas parce que ni l'auteur ni la victime ne sont de nationalité française.

Sur les faits de « séquestration, torture et assassinat » avancés dans la plainte déposée par la fille du colonel De la Guardia, jugé et exécuté à La Havane en juillet 1989, le magistrat relève que ces faits ont été « commis à l'étranger, sur des victimes étrangères et par des étrangers » et qu'en conséquence les juridictions françaises ne sont pas compétentes. Sur les faits de tor-

ture, il rappelle que la convention de New York du 10 décembre 1984 ne donnerait compétence à la justice française que si le responsable présumé se trouvait en France, ce qui n'est pas le cas.

Sur le trafic de stupéfiants, le magistrat soutient, comme l'avait fait le ministère public dans ses réquisitions, qu'Ileana De la Guardia « ne peut invoquer » un préjudice. Le magistrat avance que ce n'est que dans les conséquences dénoncées du trafic de stupéfiants, à savoir « selon la plaignante, la tenue d'un procès illégal ayant abouti à l'exécution » de son père et à l'emprisonnement de son oncle « qu'il serait possible de trouver, pour M^{me} De la Guardia, l'existence d'un

préjudice direct et personnel ». Mais une telle hypothèse ne peut pas être retenue puisque les faits évoqués ne relèvent pas « de la compétence territoriale des juridictions françaises », pour les motifs déjà évoqués. Aussi le magistrat a déclaré-t-il « irrecevable à agir ».

Ces plaintes connaissent donc le même sort que celles déposées ces derniers mois en France contre Laurent-Désiré Kabila. En novembre 1998, un tribunal espagnol avait lui aussi rejeté les plaintes d'exilés cubains contre Fidel Castro, son frère Raul et d'autres dirigeants cubains accusés de « génocide, terrorisme et torture ». Ileana De la Guardia a fait appel, vendredi, auprès du procureur de la République de Paris. Le juge Hervé Stéphan ayant fait valoir, à propos du trafic de drogue, que « seul le ministère public a la possibilité de mettre en œuvre l'action publique », M^{me} De la Guardia transmet au procureur « l'ensemble des preuves et des témoignages déjà réunis » afin qu'il puisse lui-même la mettre en œuvre.

Alain Abellard

Procès de quatre dissidents à La Havane

Le procès de quatre leaders de la dissidence cubaine, détenus depuis dix-neuf mois, va s'ouvrir lundi 1^{er} mars à La Havane. Vladimir Roca, fils d'un des fondateurs historiques du Parti communiste cubain, Marta Beatriz Gomez, Rene Gomez Manzano et Felix Boone sont accusés de « sédition ». Ils avaient été arrêtés en 1997 après avoir publié un texte retentissant, intitulé « La patrie est à tout le monde ». Leur sort avait été au cœur des interventions faites auprès de Fidel Castro par Jean Paul II, lors de sa visite à Cuba, il y a un an.

Harcelés, les avocats d'Öcalan suspendent leur défense

ISTANBUL. Les avocats du chef rebelle kurde, Abdullah Öcalan, ont suspendu, vendredi 26 février, la défense de leur client en assurant craindre pour leur vie, tandis qu'un défenseur était arrêté et un autre condamné à un an de prison, pour « menées séparatistes ». « L'Etat turc ne peut garantir ma sécurité, je pourrais être assassiné. Des membres de ma famille ont déjà été menacés », a déclaré Ahmet Zeki Okcuoglu, l'un des deux avocats qui avaient rendu visite jeudi au chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à l'île-prison d'Imrali, où il est détenu.

Un autre avocat d'Öcalan, Osman Baydemir, a été interpellé par la police sur la base d'un mandat d'arrêt par contumace, délivré à son encontre par la Cour de sûreté de Diyarbakir (Sud-Est), selon l'agence Anadolu. Le même jour, la Cour de cassation turque a confirmé une condamnation à un an de prison pour « propagande séparatiste » d'un troisième avocat d'Öcalan, Medeni Ayhan, du barreau d'Ankara. - (AFP)

Pressions accrues sur la Libye pour régler l'affaire de Lockerbie

NEW YORK. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont menacé la Libye, vendredi 26 février, de sanctions supplémentaires si les deux suspects de l'attentat de Lockerbie ne sont pas livrés dans un délai d'un mois à un tribunal écossais qui siégera à La Haye. Les deux pays ont lancé cet ultimatum après que le Conseil de sécurité de l'ONU eut reconduit les sanctions imposées à la Libye depuis 1992, pour la contraindre à remettre ses deux ressortissants impliqués dans l'attentat contre un avion de la Pan Am, dont l'explosion en vol en décembre 1988 au-dessus du village de Lockerbie, en Ecosse, avait fait 270 morts.

« Nous voudrions régler cette affaire dans un délai de 30 jours », a déclaré l'ambassadeur américain, Peter Burtleigh. Jeudi, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait adressé à Tripoli d'ultimes clarifications sur les garanties réclamées par les autorités libyennes pour le procès. - (AFP)

Etudiants et villageois libanais font reculer Israël à Arnoun

BEYROUTH. Quelque deux mille étudiants venus de Beyrouth et des villageois ont convergé, vendredi 26 février, vers le petit village d'Arnoun, au Liban sud, que les Israéliens avaient coupé neuf jours plus tôt du reste du pays par une double rangée de barbelés et un champ de mines. Ils ont arraché les barbelés et sont entrés de force dans le village, que l'Etat hébreu avait inclus le 17 février dans la « zone de sécurité » de 850 km² qu'il occupe au Liban sud. Dans la soirée, Israël a informé les autorités libanaises par le biais des Etats-Unis qu'il acceptait d'« enlever les barbelés et de s'abstenir de les ériger à nouveau », tout en exigeant que soit mis fin « aux rassemblements et aux troubles » à Arnoun. Le Liban a refusé « de faire une quelconque promesse ou de donner toute garantie qui entraverait les activités de résistance », a-t-on indiqué de source officielle. - (AFP)

Les présidents tchèque et polonais ratifient l'adhésion à l'OTAN

PRAGUE/VARSOVIE. Les présidents tchèque et polonais, Vaclav Havel et Alexander Kwasniewski, ont ratifié, vendredi 26 février, l'adhésion de leur pays à l'OTAN, lors de cérémonies simultanées et télédiffusées à Prague et à Varsovie. Le discours de M. Havel a été interrompu par les sifflets d'un journaliste anarchiste qui a brûlé le symbole de l'OTAN avant d'être expulsé de la salle. Cet incident illustre l'existence d'une forte opposition à l'OTAN au sein de la population tchèque. M. Havel, ex-dissident, s'est néanmoins déclaré « reconnaissant de [son] sort », rappelant que, dix ans plus tôt, il se trouvait en prison, et, début 1991, proclamait la dissolution du Pacte de Varsovie. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **INDONÉSIE** : une centaine de chefs traditionnels de l'Irian Jaya (Papouasie occidentale) ont déclaré, vendredi 26 février, au président indonésien, Jusuf Habibie, durant une rencontre officielle à Jakarta, qu'ils voulaient leur indépendance. « Nous sommes très surpris que les Indonésiens, qui haïssent le colonialisme, veuillent continuer à coloniser la Papouasie occidentale », a déclaré Tom Beanal, l'un des principaux chefs traditionnels de cette province. Le président Habibie, selon le compte-rendu officiel, a répondu que « de telles aspirations nécessitent une très sérieuse réflexion ». - (AFP)

■ **GUATEMALA** : la Commission de la vérité, chargée d'enquêter sur les crimes commis pendant 36 ans de guerre civile au Guatemala, a accusé l'armée guatémaltèque de génocide, tout en soulignant la responsabilité des services de la CIA et de Cuba dans le conflit. Dans un rapport rendu public jeudi 25 février, la Commission souligne que les Etats-Unis, à travers la CIA, ont soutenu directement et indirectement certaines opérations illégales de l'Etat guatémaltèque durant la guerre, qui a pris fin en 1996 et qui a coûté la vie à quelque 200 000 personnes. Le gouvernement cubain a soutenu les mouvements de guérilla et assuré la formation militaire de leurs combattants. - (AFP)

La croissance américaine a atteint 6,1 % au quatrième trimestre

WASHINGTON. Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a progressé en rythme annuel au quatrième trimestre 1998 de 6,1 %, selon la deuxième estimation, annoncée vendredi 26 février, par le département du commerce. La première estimation faisait état d'une croissance de 5,6 %. Il s'agit du rythme de croissance sur un trimestre le plus soutenu depuis la même période en 1984. Une révision finale du PIB pour les trois derniers mois de 1998 sera publiée le 31 mars. Pour l'ensemble de 1998, l'économie américaine a progressé de 3,9 %, chiffre inchangé par rapport au précédent. La révision en hausse du PIB au quatrième trimestre reflète surtout un déficit commercial moins important sur la période qu'initialement estimé et des dépenses de consommation plus soutenues. Les exportations ont augmenté de 20,2 % au quatrième trimestre. Le département Commerce a, en revanche, revu à la baisse la progression des importations de 16 %, initialement à 12,6 %. La hausse des dépenses de consommation a été revue à la hausse à +4,5 % au quatrième trimestre comparativement à +4,4 % annoncés un mois plus tôt. - (AFP)

une croissance américaine de 1,1 % au quatrième trimestre.

1. Introduction
 The purpose of this report is to provide a comprehensive overview of the current state of the project, including the progress made, challenges encountered, and the proposed solutions. This document is intended for the project manager and the steering committee.

2. Project Overview
 The project aims to develop a new software application that will streamline the workflow of the department. The primary objectives are to increase efficiency, reduce errors, and improve communication. The project is currently in the development phase, with the testing phase scheduled to begin in the next quarter.

3. Progress Report
 The development team has successfully completed the initial design and coding phases. The software is now in the testing phase, and the results have been positive. The team has identified several areas for improvement and has implemented changes to address these issues. The project is on track to meet the deadline.

4. Challenges and Solutions
 The project has encountered several challenges, including limited resources, changing requirements, and technical difficulties. The team has developed several strategies to overcome these challenges, including prioritizing tasks, seeking external support, and implementing a flexible development process.

5. Conclusion
 The project is progressing well, and the team is confident that it will meet the deadline. The software application is expected to significantly improve the department's workflow and efficiency. The project manager and steering committee are encouraged to continue providing support and resources to ensure the project's success.

entre les deux camps devient aussi plus âpre. En prévision des municipales, le mégriste Jean-Yves Le Gallou veut chasser sur les terres de la lepéniste Martine Lehideux.

sur l'essentiel quand il était en-
de dans l'ombre de M. Le Pen.
« défense des Français » conti-
nua donc de s'articuler autour
des thèmes de l'insécurité, de
l'immigration, du chômage, de
l'affirmation des traditions et de
l'identité française. C'est à peine
si les discours européens propre-
ment dits, « qu'il ne faudra aborder
en second rang », sera un peu
s « positif » par le passé.
ous ne sommes pas contre l'Eur-
pe, qui est une réalité de civilisa-
tion. Ce que nous mettons en cause,
est l'organisation maastrichti-
enne, amsterdamienne et bruxel-
le de l'Europe », affirme le dé-
légué européen.

« L'effort de compenser son déficit de notoriété par une intense campagne de proximité. Il a le plus se rendre lui-même dans les départements de métropole et ce sera relayé par ses deux vice-présidents adjoints, Jean-Yves Le Gou, délégué général, qui se charge à se positionner sur Paris (ci-dessous), et Serge Martinière, secrétaire général. En novembre, vendredi à Nice, la nouvelle présidence du FN-MN des Alpes-Maritimes, ce dernier a résumé son mot d'ordre de la guerre que nous pouvons se livrer, à la fois culturel et nationalement, les Français dans les trois mois à venir : « Fin juin, la crise »

A la décharge de celle qui est désormais son adversaire (« M. Le Gallou ne fait plus partie de la famille », déclare M. Lelidoux), le patron du FN-MN de Paris reconnaît que l'électorat populaire présente le cœur de la capitale et que le RPR, fort de ses réseaux locaux, occupe mieux qu'ailleurs le terrain à droite. « Notre électorat est parti en banlieue, à cause du prix des loyers et de la transformation

Banques

C C
Banques

Pascale Sauvage

La Gauche socialiste renonce à s'opposer à la direction du PS sur la nation et l'Europe

François Hollande accepte des amendements à son projet

La Gauche socialiste défendra des amendements contributifs au texte de la convention « nation-Europe » que le conseil national du Parti socia-

liste devait adopter, samedi 27 février, afin de le soumettre au vote des militants. Alors que, pour la première fois depuis qu'il est premier mi-

nistre, Lionel Jospin ne devait pas assister à un conseil national du PS, la Gauche socialiste renonce à un texte alternatif.

RÉUNI samedi 27 février à Paris, le conseil national du Parti socialiste devait adopter le texte de la convention « nation-Europe », les 27 et 28 mars, afin de le soumettre au vote des militants. Ceux-ci auront le choix entre le texte de la direction, élaboré par Alain Bergounioux, Pervenche Berès et Pierre Guindon, autour de la défense d'une « fédération d'États-nations » (Le Monde du 25 février), et celui d'anciens popérenistes, « Faire l'Europe sans renoncer au socialisme ».

Les ultimes tractations qui ont été menées, vendredi, par le premier secrétaire du PS François Hollande, qui a reçu Jean-Luc Mélenchon, le porte-parole de la Gauche socialiste, avant de participer à la commission de synthèse, ont permis d'éviter la présentation par l'aile gauche du PS d'un texte alternatif ou d'amendements contraires à celui de la direction. Une quinzaine d'amendements – sept de la Gauche socialiste, deux de Philippe Bassinet, deux de Régis Passerieux et François Rebsamen, cinq de Vincent Peillon – devaient être acceptés. Destinés à se substituer à

une partie de la version de la direction ou à la compléter, ils sont jugés compatibles avec le document majoritaire. Ainsi, seuls les militants qui voteront en faveur du texte du conseil national pourront voter des amendements contributifs.

Pour éviter le texte alternatif, M. Mélenchon, qui a dû convaincre ses propres amis, a fait une partie du chemin. Ainsi, il n'est plus question de revenir sur l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE), ce qui aurait été inacceptable pour M. Jospin et les autres socialistes européens, mais de réformer le statut de la BCE, « indépendante », pour lui fixer des objectifs de croissance et d'emploi. La Gauche socialiste a fait aussi inscrire, dans le traité social souhaité par le PS, la perspective d'un SMIC européen à 1 000 euros (près de 6 500 francs). M. Peillon a introduit l'idée de « pénalités financières » pour les États qui ne respecteraient pas leurs plans nationaux pour l'emploi qui ont été imposés par le sommet de Luxembourg. Le secrétaire national chargé des études a aussi proposé d'« institutionnaliser » le conseil de l'euro.

A l'issue de ce conseil national qui s'annonçait assez consensuel, M. Hollande devait réunir, avec Alain Claeys, directeur de la campagne européenne, chargé de la coordination et de la trésorerie au secrétariat national, les premiers fédéraux. M. Claeys devait présenter la pré-campagne européenne, « très civique », du PS. Un document « L'Europe pour tous », tiré à un million d'exemplaires, servira de base aux « journées de l'Europe » que les fédérations organiseront les 20 et 21 mars, avec des colloques, des débats et des opérations portes ouvertes.

A cette occasion, un site spécifique Europe sera ouvert sur le Net du PS. Avant la convention extraordinaire du 10 avril, qui ratifiera la liste et le programme pour la campagne, un autre document sur le thème du Manifeste du Parti des socialistes européens, qui sera adopté le 1^{er} mars à Milan, sera diffusé à plusieurs millions d'exemplaires. Le secrétariat national à la formation, animé par Henri Weber, publie un Petit guide de l'Europe réalisé par l'eurodéputé socialiste Olivier Duhamel.

Alors que M. Hollande assure qu'il n'a pas commencé à constituer sa liste et qualifie de « spéculations » les noms avancés (Le Monde des 13 et 25 février), des responsables socialistes veulent utiliser les statuts pour contrer certaines candidatures. Ils se basent sur l'article 9-11 qui dispose que « sur les deux mandats autorisés par la loi, un élu ne pourra en détenir qu'un seul à la proportionnelle intégrale ». Ainsi, un conseiller régional ne pourrait pas être candidat, ce qui écarterait Adeline Hazan, Manuel Valls, Michèle Sabban, Isabelle Galesse, Catherine Guy-Quint, Bettina Laville, Gilles Savary et Bernard Soulaye. Mais cette offensive devrait faire long feu : cette règle n'avait pas été appliquée en 1994, comme elle ne l'est pas davantage pour les sénateurs élus à la proportionnelle et également les conseillers régionaux. L'application des statuts du PS se fait à géométrie variable : ne stipulent-ils pas que les adhérents du parti « doivent appartenir à une organisation syndicale » ?

Michel Noblecourt

Les hommes politiques s'arment de courage pour visiter le Salon de l'agriculture

M. Chirac clôturera la manifestation

C'EST un Salon de l'agriculture exceptionnel qui s'ouvre dimanche 28 février Porte de Versailles à Paris. Non parce que les organisateurs s'attendent à dépasser les 610 000 visiteurs de 1998. Non parce que cette année, aux côtés des fabricants de la goutteuse andouille de Vire vont être autorisés à briguer la médaille d'or, décernée par le jury du Concours général, les maîtres charcutiers bretons de Guémené. Non. L'originalité tient à une absence de marque.

Jacques Chirac ne sera pas à l'inauguration pour cause de déplacement en Macédoine où il rend visite aux troupes françaises stationnées non loin du Kosovo. Le chef de l'Etat, qui met un point d'honneur depuis qu'il est à l'Elysée à ne pas rater les premières heures de cette grande fête populaire, prenant un plaisir gourmand, dans les bords de foule, à flatter les croupes des vaches et à héler les éleveurs de Haute-Corrèze par leur prénom, a confié sa « tristesse » de manquer ce rendez-vous traditionnel. Mais le devoir de sa charge a des raisons que le cœur ne peut concurrencer.

Que la paysannerie cependant se rassure ! L'ancien ministre de l'Agriculture devrait clôturer le Salon et y passer plusieurs heures comme à l'accoutumée. Promis, même si ce n'est pas inscrit sur l'agenda officiel. « L'essentiel, c'est qu'on l'ait », dit Michèle Chezeval, présidente de la chambre d'agriculture de Corrèze.

MARATHON DIFFICILE

Le risque de voir des agriculteurs déployer des banderoles vengereuses sous les yeux du président était-il à ce point réel que l'entourage du président lui aurait conseillé de différer son « marathon » à travers les étables et les champs reconstitués de l'Odyssée végétale ? Officiellement, on assure qu'il n'y a aucune volonté de se défilier au moment où les agriculteurs sont sous tension. En tout cas, beaucoup espèrent que d'ici au 7 mars, les relations franco-allemandes et la négociation agricole auront eu le temps de se décriper.

Du coup, Jean Glavany, fortifié par un communiqué de la FNSEA et du CNJA qui « se réjouissent que le ministre [de l'Agriculture], conformément à ses engagements, ait tenu bon à Bruxelles face à des propositions de la présidence allemande de plus en plus incohérentes », en profitera pour occuper le terrain laissé en jachère par le président. Non

seulement il inaugurera le Salon comme c'est la tradition pour un ministre de l'Agriculture et de la pêche – qui n'est pas absent des stands –, mais il tiendra en deux jours trois conférences de presse, dont l'une, dimanche soir à Villepinte (Seine-Saint-Denis), où a lieu le Salon international du machinisme agricole. La position française sur la renégociation de la PAC a besoin en effet d'une minutieuse explication de texte avant la reprise des travaux du conseil agricole des Quinze, le 2 mars.

Le Salon recevra la visite de nombreuses personnalités parmi lesquelles plusieurs ministres des Républiques de l'ex-URSS. La venue de Lionel Jospin, selon les organisateurs, est notée pour vendredi matin 5 mars, une heure avant celle de Jean-Marie Le Pen qui aura été précédée, mercredi, par Bruno Mégret, ce dernier devant Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, qui attendra la fin de la journée et, symboliquement, le vote solennel de l'Assemblée nationale sur la ratification du traité d'Amsterdam.

Dominique Voynet a fait dire qu'elle sera « bien sûr » au Salon le 4 mars à partir de 16 h 30. Le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement succédera à François Hollande, premier secrétaire du PS, qui a bloqué la matinée du jeudi sur son agenda de campagne européenne. Robert Hue l'aura précédé mardi. Philippe Séguin, indigne-t-on au RPR, souhaite se rendre « dans la discrétion » Porte de Versailles mais Alain Madelin, son collègue pour les européennes, n'a pas arrêté la date de sa visite. François Bayrou « attend le week-end » pour faire le déplacement sans préciser si ce sera samedi ou dimanche, peut-être pour rencontrer ou éviter M. Chirac.

Les organisateurs espèrent en tout cas que la visite du président de la République coïncidera avec le départ des 500 enfants parisiens qui, ce jour-là, iront séjourner dans des fermes des départements de l'Ouest, emportant en souvenir la superbe affiche extraite de l'Album du photographe Yann Arthus-Bertrand Des bêtes et des hommes (Ed. de La Martinière) : ce livre montre un gamin en admiration devant le taureau blond d'Aquitaine Gardon, sept ans, fils de Tonnerre et de Coquine, 1 631 kg s'il vous plaît !

François Grosrichard et Pascale Robert-Diard

Les élus de Midi-Pyrénées plaident à l'unisson l'« exception routière »

TOULOUSE

de notre correspondant régional
Dur, dur d'être le ministre du rail et de la route et de se transporter dans les régions qui s'en sentent orphelines. Jean-Claude Gayssot avait le sourire quand il est arrivé à Toulouse, vendredi 26 février, pour s'entretenir des problèmes de communication de la région Midi-Pyrénées dans le cadre de la préparation des contrats de plan État-régions. A la fin de la journée, ses oreilles sifflaient et le sourire du ministre s'était figé. Présidents de conseils généraux, conseillers régionaux, parlementaires, maires, qu'ils soient de gauche ou de droite, de la montagne ou de la plaine, de la ville ou de la campagne, tous lui avaient tenu, en substance, le même discours : « Pitié, monsieur le ministre, donnez-nous notre route de tous les jours ! »

Le président (PS) du conseil régional, Martin Malvy, ne se priva pas de rappeler au ministre que les

huit départements de la région Midi-Pyrénées – la plus grande de France – représentent 8 % du territoire et qu'ils ne possèdent qu'entre 3 % et 4 % du réseau routier et autoroutier, ce qui la place au dernier rang des régions de l'Hexagone. Qu'aucune grande dessert TGV ne traverse ce cul de basse fosse entre Massif central et Pyrénées, ni pour relier Paris ni pour aller vers l'Atlantique ou la Méditerranée. Que Toulouse – quatrième ville de France – est toujours aussi loin de Paris puisque les tronçons de l'autoroute 20 n'en finissent pas d'être achevés.

L'union régionale fut parfaite. Dans ce Sud-Ouest où on aime bien, politiquement, la castagne droite-gauche, il n'y avait plus qu'un seul mot d'ordre : « Que

l'Etat fasse une exception pour combler le retard de Midi-Pyrénées ! » Mais chacun en rajouta en faisant de son coin de territoire une exception dans l'exception et une priorité de la priorité. Le maire de Toulouse plaida pour sa deuxième ligne de métro et un train pendulaire Bordeaux-Narbonne passant par la Capitale ; celui de Castres demanda « justice » et une route convenable pour son bassin d'emploi ; le conseiller régional de l'Aveyron parla d'une autoroute sans viaduc (à Millau) et d'un viaduc sans route (dans la vallée du Viaduc) ; celui du Gers gémit pour son département qui n'avait que les yeux pour pleurer ; le président du conseil général de l'Ariège exigea « réparation » pour ses vallées dépeuplées ; celui de Haute-Garonne revendiqua le

« désenclavement » ; celui des Hautes-Pyrénées une traversée centrale des Pyrénées... Bref, personne ne demeura en reste.

M. Gayssot finit par lever les bras au ciel, interloqué par le spectacle décousu et désolant que les élus offraient. « On ne pourra pas tout faire, finit par dire le ministre. Il y a des limites. Commencez par dégaucher vos priorités. » Dans son coin, le président du conseil économique et social régional avait fait marcher sa calculatrice. Les demandes des élus représentaient, selon lui, environ 12 milliards de francs (1,83 milliard d'euros). Soit près du double du total du précédent contrat de plan dont l'ambition n'est pas de financer seulement les infrastructures routières.

Jean-Paul Besset

L'opportune campagne « européenne » d'Alain Bocquet

ALAIN BOCQUET est parti en campagne. Pas pour le scrutin du 13 juin : il ne figure qu'en toute fin de la liste du PCF pour les élections européennes – « au titre des personnalités », sourit-il. Non, si le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale se dépense, c'est pour sa bonne ville de Saint-Amand-les-Eaux (Nord). Et si sa campagne est « européenne » – des affiches ont été collées, « symboliquement », à Bruxelles, Rome et Madrid –, c'est pour n'oublier aucune des bonnes volontés susceptibles de sauver un des bijoux du Valenciennais : une tour abbatiale de 82 mètres de haut, classée monument historique depuis 1846 mais qui se meurt de délabrement.

« Ma tour vaut le détour », affirment les quelque 3 500 affiches de 4 x 3 mètres apposées. Un slogan dont M. Bocquet, maire, depuis 1995, de la petite ville d'eaux bourgeoise et fleurie, revendique fièrement la paternité. Par la fenêtre de son bureau, il contemple sa tour, splendide mais fragile. Chaque jour, sur le coup de midi, Françoise Delesalle, la carillonneuse municipale, en gravit les 365 marches. Parfois, « Française », qui n'est pas communiste mais est devenue « fan » de monsieur le maire, glisse à son attention, de manière imprévue, quelques chansons de Jean Ferrat – dont le député du Nord raffole.

Dernier vestige d'une abbaye bénédictine fondée au XVIII^e siècle par un abbé nommé Nicolas Dubois, la tour est une curiosité architecturale. On y décèle les influences esthétiques de la Contre-Réforme et, dans son ornementation exubérante, du baroque espagnol. De quoi revendi-

quer une conservation exemplaire. Les 8 millions de francs dépensés depuis cinq ans n'ont permis, selon le maire, qu'un « simple rafistolage ». Aujourd'hui, les balustres branlent, la pierre « coule » et s'effrite « sous les pluies acides » : « Il nous faudrait 70 millions de francs », plaide M. Bocquet.

DES PARRAINS ÉMUS PAR CET APPEL

Des affiches ont donc fleuri tout autour de la rue de Varenne, à Paris. Elles se sont aussi épanouies sur la route qui mène de l'aéroport de Toulouse à Cintegabelle, comme sur celle qui relie l'aéroport de Strasbourg à la capitale alsacienne, qu'emprunte si souvent la ministre de la culture. Tous les ministres ont reçu, mercredi 24 février, un dossier de presse, avec des lunettes pour admirer « en trois dimensions » la tour de leur ami communiste.

Premiers émus par la révélation de ce drame patrimonial, Dauphin a prêté gracieusement ses panneaux d'affichage, tandis que, avec 50 000 francs récoltés, des « parrains » permettaient au député du Nord de boucler sa campagne sans bourse délier. EDF, dont la mise en concurrence fera l'objet, le 2 mars, d'un vote solennel à l'Assemblée nationale, ainsi que l'ont demandé les députés communistes, a répondu à cet appel. Comme le dit le président du groupe « charnière » de la majorité à l'Assemblée nationale, « il y a indéniablement un intérêt pour cette tour ».

Ariane Chemin

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MATELAS • SOMMIERS
tous les modèles - toutes dimensions
SWISSELEX - TEGEA - EFFRA - PISSELI
SIMONIS - DUNLOPILLO - BULTER - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Cio-Cloac
CHURS - TISSUS - ALCAHARA
Stalner - Davinier - Cauton - Sotren etc...
5000 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^{ème} - M[°] Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^{ème} - M[°] Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TEL. POSSIBLE

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Toute l'information
au quotidien.

es hommes politiques ment de courage pour er le Salon de l'agriculture L'Chac clôturera la manifestation

Le Salon de l'agriculture a ouvert dimanche matin à Versailles à Paris. Les dirigeants de la profession agricole ont tenu à dépasser les limites de 1996. Non seulement, aux côtés de la profession agricole, mais aussi, de celle de la Commission générale des salaires. Les dirigeants de la profession agricole ont tenu à dépasser les limites de 1996. Non seulement, aux côtés de la profession agricole, mais aussi, de celle de la Commission générale des salaires. Les dirigeants de la profession agricole ont tenu à dépasser les limites de 1996. Non seulement, aux côtés de la profession agricole, mais aussi, de celle de la Commission générale des salaires.

seulement, aux côtés de la Commission générale des salaires. Les dirigeants de la profession agricole ont tenu à dépasser les limites de 1996. Non seulement, aux côtés de la profession agricole, mais aussi, de celle de la Commission générale des salaires. Les dirigeants de la profession agricole ont tenu à dépasser les limites de 1996. Non seulement, aux côtés de la profession agricole, mais aussi, de celle de la Commission générale des salaires.

Paris
et l'Europe

lemonde.fr

information
n. 99

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 28 FÉVRIER - LUNDI 1^{er} MARS 1999 / 7



Aujourd'hui, 1er Mars, les mines antipersonnel sont au ban des Nations.

Liste des pays qui ont ratifié ou seulement signé la Convention d'Ottawa.*

Afrique du Sud	Djibouti	Liechtenstein	Rép. Tchèque
Albanie	Dominique	...	Roumanie
Algérie	...	...	Royaume-Uni
Allemagne	Equateur	Luxembourg	Rwanda
Andorre	...	Rép. de Yougoslavie	Saint Kitts Nevis
Angola	Espagne	Macédoine	Saint Vincent et les Grenadines
Antigua et Barbuda	...	Madagascar	Sainte-Lucie
...	Ethiopie	Malaisie	Iles Salomon
Argentine	Iles Fidji	Malawi	Salvador
...	...	Maldives	Samoa
Australie	...	Malte	...
Autriche	France	...	Saint-Marin
...	Gabon	Iles Marshall	Sao Tome e Principe
Bahamas	Gambie	Mauritanie	Sénégal
...	...	Ile Maurice	Seychelles
Bangladesh	Ghana	Mexique	Sierra Leone
Barbade	Grèce	...	Slovaquie
Belgique	Grenade	Monaco	Slovénie
Belize	Guatemala	...	...
Bénin	Guinée	Mozambique	Soudan
...	Guinée Equatoriale	Namibie	...
Bolivie	Guinée Bissau	...	Suède
Bosnie-Herzégovine	Guyane	Nicaragua	Suisse
Botswana	Haïti	Niger	...
Brésil	Honduras	...	Suriname
Brunei Darussalam	Hongrie	Ile Niue	...
Bulgarie	Indonésie	Norvège	Swaziland
Burkina Faso	...	Nouvelle-Zélande	...
Burundi	Irlande	Ouganda	Rép. Unie de Tanzanie
Cambodge	Islande	...	Tchad
Cameroon	...	...	Thaïlande
Canada	Italie	Panama	Togo
Cap-Vert	Jamaïque	Paraguay	Trinité et Tobago
Chili	Japon	Pays-Bas	Tunisie
...	Jordanie	Pérou	Turkménistan
Cyprus	Kenya	Philippines	...
Colombie	...	Pologne	Uruguay
...	...	Portugal	Vanuatu
Iles Cook	...	Quatar	Vatican
...	...	...	Vénézuéla
Costa Rica	Lesotho	Rép. Dominicaine	Yemen
Côte d'Ivoire	...	Rép. de Moldavie	Zambie
Croatie	...	...	Zimbabwe
...
Danemark	...	...	...

(...) Emplacement des pays réfractaires.

Par la Convention d'Ottawa, 133 pays se sont engagés à interdire les mines antipersonnel, ces armes aveugles qui tuent ou mutilent une personne toutes les 20 minutes. Cette conquête du droit international a été rendue possible par une vigoureuse mobilisation de la société civile. Il faut aller plus loin. Fidèle à sa mission, la Croix-Rouge multiplie les démarches pour rallier les 58 Etats réfractaires à la Convention. Elle s'efforce parallèlement d'accélérer les procédures de ratification en cours. Signer un traité est une chose, l'appliquer en est une autre. La Croix-Rouge entend promouvoir l'exécution effective des engagements souscrits par les Etats : destruction des stocks de mines ; mobilisation de moyens humains et techniques pour aider les victimes ; intensification et accélération des activités de déminage à travers le monde.



CROIX-ROUGE
FRANÇAISE

UNIVERSALISONS LA CONVENTION D'OTTAWA
Adressez vos dons à : Croix-Rouge Française, B.P. 100 - 75360 Paris Cedex 08

* Liste des pays enclavés à jour le 25 Février 1999

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 28 FÉVRIER - LUNDI 1^{er} MARS 1999

MONTAGNE Au lendemain du sauvetage des trois randonneurs de la Vanoise (Savoie), secourus le 25 février à 3 000 mètres d'altitude après dix jours passés dans un igloo de for-

tune, une polémique est née au sujet de l'éventuelle vente de cette aventure à l'hebdomadaire *Paris-Match*. **● SELON PLUSIEURS AGENCES D'IMAGES**, les seules photos se se-

raient négociées au-dessus de 300 000 francs. *Paris-Match* ne souhaite ni infirmer ni confirmer l'information. **● LES TROIS RANDONNEURS**, qui ont brutalement interrompu une

conférence de presse organisée à l'hôpital de Moûtiers (Savoie), vendredi 26 février, sont également critiqués par les professionnels de la montagne, qui leur reprochent d'avoir pris

des risques inutiles compte tenu des prévisions météorologiques. **● POUR LE SUBSTITUT du procureur d'Albertville**, ces randonneurs sont « des consommateurs de montagne ».

L'aventure des rescapés de la Vanoise prend un tour polémique

Certains professionnels de la montagne estiment que les randonneurs ont pris des risques inutiles en tentant une course difficile dans des conditions météorologiques exécrables. L'éventuelle vente de photographies à « Paris-Match » suscite également un malaise

CHAMBERY

de notre correspondant.

Les trois rescapés de la neige, retrouvés sains et saufs après dix jours passés dans un igloo sur un glacier du massif de la Vanoise, n'ont accepté que durant un bref quart d'heure, vendredi 26 février, de répondre aux questions des journalistes. L'entretien, auquel ils avaient consenti avec réticence malgré l'avis favorable des médecins, s'est déroulé dans une salle de l'hôpital de Moûtiers (Savoie), où les trois hommes avaient été transportés en hélicoptère après leur sauvetage (Le Monde du 27 février).

« On est content d'être ici. On n'a pas encore assez de recul pour analyser ce qui nous est arrivé », a expliqué Christophe Palichie, un des trois randonneurs, ingénieur dans la région parisienne. Tout comme ses deux compagnons, Philippe et Olivier Bourgeois, enseignants dans la région de Perpignan, il paraissait amaigri et fatigué, mais en bonne santé. Les trois hommes se sont cependant montrés peu prolixes sur l'itinéraire de leur raid prévu sur plusieurs jours et surtout sur la manière dont ils s'y étaient pris pour organiser leur survie dans l'igloo creusé à 3 000 mètres d'altitude pour se protéger de la tem-

pête. « On s'est installés, et on a essayé de tenir moralement en surveillant l'évolution du temps. On se connaît bien, et on fait souvent de la randonnée et du sport ensemble », a simplement dit Olivier Bourgeois.

« CE N'EST PAS UN EXEMPLE »

Après avoir remercié les sauveteurs de leur « acharnement » ainsi que les pilotes d'hélicoptère, qui ont pris le risque de voler de nuit pour tenter de les repérer, les trois rescapés ont cependant brusquement mis fin à l'entretien lorsqu'ils ont été abordés les conditions météo qui ont entouré leur randonnée à ski. « La météo n'est pas d'une précision hors pair, et on ne peut pas se renseigner à tout bout de champ au cours d'un parcours », a juste eu le temps de répondre Christophe Palichie, démentant qu'un garde du parc de la Vanoise ait tenté de dissuader les trois hommes de partir. Pendant ce temps, mécontent de telles questions, Philippe Bourgeois se levait, en lâchant : « C'est terminé ! » Puis, il quittait la salle, suivi de ses compagnons.

« Ils ont été au bout de leurs limites, mais n'ont pas l'impression d'être des héros ; ils sont surpris de

l'intérêt que leur portent les médias », a expliqué Sophie Palichie, sœur de l'un des rescapés, justifiant leur geste de mauvaise humeur par le stress psychologique qui a suivi leur sauvetage. Plusieurs professionnels de la montagne, tout en louant la grande compétence dont ils ont fait preuve pour survivre dans des circonstances extrêmes, ont critiqué l'imprudence des randonneurs, qui avaient pris le risque de partir en haute montagne dans des conditions météo exécrables. Jean-Claude Blaise, directeur du service de radiologie de

l'hôpital de Pralognan-la-Vanoise (Savoie), ne cachait pas son amertume au lendemain de l'opération réussie : « Je me bats en vain pour obtenir un nouveau scanner pour mon hôpital, et pendant ce temps-là on dépense des sommes énormes pour sortir d'affaire des gens qui sont partis ou mépris des conditions météo ». Pour le rédacteur en chef du magazine d'alpinisme *Vertical*, Jean-Michel Asselin, « ils ont fait preuve d'une grande compétence pour survivre dans ces conditions, mais c'était d'une grande incompétence de s'être mis dans cette ga-

lère ». « Ce n'est pas un exemple à suivre », déclarait, pour sa part, Bernard Arenti, directeur de la Protection civile de la Savoie, soulignant de n'avoir eu aucun accident à déplorer du côté des sauveteurs. Certains d'entre eux, très fatigués, ont néanmoins été victimes de légères gelures.

« SI C'EST VRAI, C'EST ATTERANT »

De son côté, la préfecture de la Savoie faisait les comptes, chiffrant à 300 000 francs le coût de l'importante opération de secours qui a mobilisé jusqu'à quatre-vingts personnes, jeudi 25 février, jour du sauvetage des trois hommes. Une facture qui pourrait bien en partie leur échoir. Plusieurs hélicoptères privés du Secours aérien français (SAF) d'Albertville, dirigé par Eric Fraissinet, qui fait partie du plan de secours départemental, ont en effet dû être engagés dans l'opération. Le SAF, lié par convention à la commune de Pralognan - où étaient basés les secours - ne manquera pas de lui facturer ses prestations (environ 100 000 francs).

Cette dernière pourrait alors la répercuter sur les trois rescapés, en invoquant l'article 97 de la loi montagne. Votée en 1985 et rédigée en grande partie par Louis Besson, se-

crétaire d'Etat au logement et ancien député (PS) de Savoie, cette dernière, rompant avec le principe de la gratuité des secours, a offert la possibilité à une commune, support d'une station de ski, d'exiger le remboursement de tout ou partie des frais de secours engagés en faveur d'un amateur de glisse. Jusqu'à présent, cette disposition, compte tenu de la situation particulière qui prévaut en Tarentaise où une société d'hélicoptère privée est liée par convention à plusieurs stations, a été largement utilisée pour le ski de piste et le ski nordique. Elle pourrait, même s'il n'existe pas encore de jurisprudence en la matière, être appliquée cette fois à la pratique de la haute montagne. Les trois hommes effectuaient, en effet, une randonnée à skis.

À la polémique sur « l'imprudence caractérisée » des rescapés s'ajoute le malaise créé par la négociation financière entourant leur aventure (lire ci-dessous). « Si c'est vrai, a déclaré un sauveteur, c'est atterrant. D'un côté, il y a un engagement total, de l'autre, il y a du fric. On n'appartient pas au même monde. »

Philippe Révil

« J'ai vu un journaliste de "Paris-Match" préparer trois piles de contrats »

L'hebdomadaire ne veut « ni infirmer ni confirmer » la négociation de l'exclusivité des photos et du récit, qui se serait monnayée 600 000 francs

LES TROIS RANDONNEURS en survie ont, selon les principales agences d'images d'actualité, comme Gamma et Sygma, et des magazines comme *VSD*, pris des photos dans leur igloo de fortune. Ces images, qui auraient pu rester des souvenirs, tout comme le récit de leur survie, ont vu leur cote grimper et sont devenues l'enjeu de sévères enchères financières. Beaucoup ont tenté leur chance. Mais tous, sauf un, ont dû jeter l'éponge. C'est *Paris-Match* qui aurait emporté le morceau.

Un responsable de l'agence Sygma raconte : « Ce ne sont pas les randonneurs qui ont négocié la vente en exclusivité de leurs photographies mais des membres de leurs familles, notamment la femme et la fille de l'ingénieur Christophe Palichie. Nous leur avons proposé 100 000 francs, plus 50 % sur les photos vendues aux journaux. Avec une histoire aussi exceptionnelle, ils auraient largement gagné 200 000 francs. Et puis, ils nous ont dit que Match faisait une offre supérieure : 350 000 francs pour les photos et 250 000 francs pour un livre à paraître. Syg-

ma était la dernière agence en compétition contre Match. A des tarifs pareils, on ne pouvait pas s'aligner. » Un photographe de Sygma ajoute : « J'ai vu un journaliste de Paris-Match préparer trois piles de contrats - un par randonneur - à l'Hôtel Ibis de Moûtiers. Ils ont été signés dans la soirée du 25 février. »

À *VSD*, on confirme les sommes avancées : « Un membre de la famille des randonneurs nous a demandé si nous étions prêts à encherir au-dessus de 600 000 francs. » Un responsable de *Paris-Match* joint, samedi 27 février, dans la matinée, « ne confirme ni n'infirme l'information selon laquelle l'hebdomadaire aurait passé un contrat avec les randonneurs » et se « refuse à tout commentaire ».

« UN POING SUR LA GUEULE »

Ces chiffres pourraient expliquer en partie le relatif lottisme et la nervosité des randonneurs, lors de leur conférence de presse du 26 février : ceux-ci ont quitté la salle mise à leur disposition à l'hôpital de

Moûtiers au bout d'un quart d'heure à peine, manifestant leur mécontentement devant certaines questions embarrassantes. Plus tard, au terme d'une seconde conférence de presse organisée exclusivement pour les chaînes de télévision - dont les questions avaient été auparavant rédigées par des proches des alpinistes -, un des rescapés, Philippe Bourgeois, a répondu violemment à un journaliste de France 2 qui l'interrogeait sur le contrat d'exclusivité qui aurait été signé avec *Paris-Match* : « La prochaine fois que tu me poses une colle, je te mets un poing sur la gueule. » Questionné sur la prise en charge du coût des secours, les trois hommes ont également déclaré : « Nous, on est assurés ; les assurances, c'est fait pour cela. » Sophie Palichie, la sœur de l'ingénieur parisien sauvé, a déclaré que les randonneurs prenaient certaines questions des « médias comme une agression ». C'est M^{me} Palichie qui avait indiqué auparavant que les trois hommes monnaieraient le récit et les photos de leur aventure.

Dans les agences photos, la plupart des spécialistes ne trouvent rien d'étonnant à ce que *Paris-Match*, comme toujours, cherche à obtenir les meilleures images en exclusivité. D'autres photographes ont d'ailleurs multiplié les stratagèmes pour fixer le sauvetage des trois hommes : les uns se sont installés sur un versant faisant face au site et d'autres ont tenté de confier des boîtiers à des sauveteurs et des pilotes dans l'espoir de les voir rapporter des clichés. À *VSD*, on ajoute qu'une agence photo leur a proposé de faire une séance en studio avec les trois randonneurs : « Nous avons l'impression que si nous mettons le prix, on peut obtenir ce que l'on veut... »

Didier Contant, rédacteur en chef de l'agence Gamma, dénonce pour sa part « l'hypocrisie » d'agences et de journaux qui « s'indignent mais regrettent de ne pas être à la place de Match pour avoir les photos prises dans l'igloo ». Même écho chez Stéphane Ruet, photographe de Sygma : « S'indigner, c'est cracher dans la soupe.

Nous avons perdu, c'est tout. » Le système d'exclusivité monnayée a longtemps concerné uniquement les gens célèbres et les têtes couronnées. Cette affaire montre qu'il touche de plus en plus les anonymes, héros ou martyrs d'une actualité, prompts à gérer leur image comme des stars. Mais ici, les randonneurs ne sont pas seuls, et leurs marchandages ont déjà choqué nombre de sauveteurs et de membres du personnel hospitalier de Moûtiers. C'est la raison pour laquelle nombre de photographes disent que les rescapés « seront vraiment des héros s'ils versent l'argent gagné aux sauveteurs ».

Reste à savoir si *Paris-Match*, devant l'émotion suscitée par cette affaire, publiera dans son prochain numéro, jeudi 4 mars, les images et le récit des trois randonneurs. Comme le font remarquer des photographes, ce ne serait pas la première fois que l'hebdomadaire garde dans ses tiroirs un reportage acheté à prix d'or.

Michel Guerrin

L'énigme sans fin du crime de l'île Moustique

UN AN APRÈS, le seul crime jamais commis sur l'île Moustique, « paradis des milliardaires » au sud des Caraïbes, demeure un mystère. Le 27 février 1998 au matin, le corps de Suzie Mostberger avait été découvert dans une villa de location édifiée à l'écart des propriétés voisines, en surplomb des plages de Britannia Bay (Le Monde du 25 mars 1998). Les médecins légistes avaient dénombré une dizaine de coups de couteau, dont une entaille mortelle à la gorge. Les enquêteurs avaient relevé des empreintes digitales ainsi que des traces de sang ne provenant pas de la victime.

La riche Alsacienne de cinquante-six ans séjournait seule dans cette villa baptisée Fort Shandy. La veille au soir, elle s'était rendue à une soirée, une « party » comme l'on dit là-bas, organisée par une Américaine. Peu après 23 heures, une amie l'avait reconduite à Fort Shandy. Le lendemain matin, après la découverte du corps, la petite île - politiquement rattachée à l'Etat indépendant de Saint-Vincent-et-les-Grenadines mais contrôlée, de fait, par la société privée Mustique Company - s'était interrogée : crime de rumeur ? Affaire de mœurs ? De drogue ? Mille rumeurs avaient circulé, semblait-il sans fondement. Suzie Mostberger, qui fréquentait l'île depuis une vingtaine d'années, était appréciée de tous.

JEU DIPLOMATIQUE COMPLEXE

Un an donc, jour pour jour, après la mort de la « French Lady », l'énigme reste entière. L'enquête, menée aussi bien en France qu'aux Caraïbes, n'a guère progressé. La famille de la victime est la première à s'en plaindre. « On ne sait pas ce qui se passe là-bas, s'indigne Francine Marrie, l'une des sœurs de la défunte. On nous dit qu'il faut être patients mais je trouve cela assez scandaleux. Depuis un an, nous n'avons pas eu de nouvelles de la Mus-

tique Company ni de l'ambassade de France à Sainte-Lucie (île voisine de Saint-Vincent). »

À l'époque des faits, les autorités de Saint-Vincent s'étaient pourtant empressées de solliciter l'aide française, de manière à régler au plus vite cette affaire désastreuse en termes d'image. Les enquêteurs du SRP Antilles-Guyane, basés en Guadeloupe, avaient pris leurs dispositions pour épauler leurs homologues saint-vincentsiens. Mais le temps a fait son œuvre et l'empressement des autorités locales ne s'est pas confirmé. À la lenteur des procédures judiciaires internationales et des expertises scientifiques se sont ajoutées la complexité du jeu diplomatique et une forme de réticence à coopérer réellement. À l'évidence, Saint-Vincent n'entendait pas trop perturber la quiétude de « l'île des milliardaires » et prendre ainsi le risque d'importuner la Mustique Company, premier employeur du pays.

En septembre 1998, des fonctionnaires du SRP ont tout de même pu se rendre sur place. À leur demande, leurs homologues de Saint-Vincent ont procédé à des interrogatoires et relevé les empreintes digitales d'une centaine de personnes. Depuis, l'enquête se poursuit en France, où un jeune ami de la victime a récemment été interrogé, mais elle piétine de nouveau à Moustique. Alors que des tests ADN pourraient se révéler décisifs grâce aux traces de sang relevées dans la villa, Saint-Vincent se fait prier pour effectuer les vérifications vivement demandées par la France. Il en est de même pour certains examens complémentaires d'empreintes digitales portant sur une vingtaine de personnes. La suite de l'affaire dépend moins de la volonté des policiers que de la force de persuasion des diplomates.

Philippe Broussard

Affaire de la MNEF : Bruno Pelletier réincarcéré à Lomé

L'ANCIEN DIRIGEANT de la société de courtage en imprimerie Efic, Bruno Pelletier, premier mis en examen dans l'affaire de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), a été réincarcéré, vendredi 26 février au Togo, après le report d'une semaine de l'audience de la chambre d'accusation togolaise devant statuer sur son extradition vers la France. Placé, le 12 janvier, sous écrou extraditionnel, à la demande des autorités judiciaires françaises, M. Pelletier avait été remis en liberté et assigné à résidence, le 17 février, pour « raisons médicales et humanitaires ». Cette décision, qui n'avait été connue des magistrats français que le 24 février, leur avait fait craindre une éventuelle fuite.

DÉPLACEMENT AU TOGO

Les juges d'instruction parisiens Armand Riberoles et Françoise Néher, en charge du dossier de la MNEF, ont délégué deux mandats d'arrêt à l'encontre de l'ex-dirigeant d'Efic et doivent se rendre prochainement au Togo afin de l'entendre. Ils le soupçonnent d'avoir mis en place un système de fausses factures permettant d'offrir gratuitement à certains élus du Parti socialiste et du RPR des travaux d'impression lors de campagnes électorales entre 1990 et 1993. Recruté, en 1990, par l'ancien di-

recteur de la MNEF, Olivier Spithakis, M. Pelletier a quitté ses fonctions à la tête d'Efic en 1993, laissant derrière lui un déficit de 15 millions de francs. Les enquêteurs ont découvert un certain nombre de factures adressées à Efic par des sociétés jugées fictives ou n'assurant pas les prestations indiquées sur les documents comptables.

Après le départ de Bruno Pelletier au Togo, la MNEF a, elle-même, joué un rôle actif pour effacer les traces de ces pratiques financières suspectes. La mutuelle a, ainsi, injecté 5 millions de francs en apport en compte courant pour combler

une partie du passif. Elle a créé une filiale, la Société parisienne d'impression (SPIM), qui couvre, depuis cinq ans, à hauteur de 3 millions de francs, les pertes d'Efic sous la forme d'une location-gérance.

Cité parmi les éventuels bénéficiaires des services d'Efic (Le Monde du 27 février), Jean-Christophe Cambadélis, actuel numéro deux du Parti socialiste et député parisien, fermement démentit, vendredi 26 février, avoir « été financé sous quelque forme que ce soit » au cours de sa campagne électorale par la société de Bruno Pelletier.

Jacques Follorou

Le Monde POCHES

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Prochaine parution dans *Le Monde* jeudi 4 et vendredi 5 mars

C'EST une belle route qui se donne des airs de Chine. Comme si, à l'extrême Nord du Népal, à moins d'une centaine de kilomètres de l'empire du Milieu, il suffisait d'un rien pour que le paysage esquisse la nostalgie supposée d'une estampe extrême-orientale : le toit recourbé d'une pagode à peine entrevue, une montagne où s'accroche, très haut, un arbre solitaire et dénudé, une certaine qualité de brume effilochée dans le ciel... Pour l'heure, rien n'indique encore que le minibus parti à l'aube naissante de Katmandou nous emmène tout droit vers la Chine. Paysans népalais à la tâche derrière les buffles dans les rizières, tricycles noir et jaune de marque indienne pétaradant dans les gros villages, le long de la route, fonctionnaires à moto coiffés du *topi*, ce petit chapeau incurvé en forme de montagne qui est le couvre-chef officiel du gouvernement de Sa Majesté népalaise, descendent en alanguissant d'une maréchaussée armée de bétons. C'est l'Asie, mais avec la nonchalante apparence du Népal, poussière de royaume pris entre les mâchoires de deux géants, la Chine au nord, l'Inde au sud.

La Chine ? Oui et non... Cette Chine qui se rapproche, c'est le Tibet. Le Tibet chinois. Le Tibet occupé depuis près d'un demi-siècle par les soldats de Pékin. Le Tibet qu'immigrants et fonctionnaires chinois transforment chaque année un peu plus en colonie de l'empire. Levons la tête : ce monastère isolé, accroché à flanc de falaise, ces moines en robe rouge, le crâne rasé, grimant un escalier interminable taillé dans le roc, oui, c'est bien le « pays des Neiges » qui s'annonce. Après avoir franchi les dernières collines entourant la vallée de Katmandou, on s'est offert le luxe d'un ultime et formidable coup d'œil sur l'Himalaya et ses pics lointains écharpés de nuages. Puis le bus a plongé dans une vallée tropicale hérissée de cactus, a longé une rivière et, quelques heures plus tard, s'est arrêté au poste-frontière : voilà le bourg de Kodari et, enjambant le large torrent, le pont de l'Amitié, qui scelle la solidité des relations sino-népalaises : ce sont des ingénieurs chinois qui ont tracé, dans les années 70, la route Katmandou-Kodari. Mais en cachant soigneusement au gouvernement népalais que ladite route pourrait éventuellement supporter le poids de tanks. L'avantage n'était certes pas prévu dans le cahier des charges...

Autrefois, il y a vingt ans, l'endroit se drapait dans le voile de mystère propre à ces lieux d'entre-deux mondes. « Checkpoint Charlie » de l'Himalaya, Kodari était le dernier - et l'un des seuls - point de passage entre le « monde libre » du sous-continent indien et la forteresse chinoise. Depuis que les vaillants militaires de l'Armée populaire de libération avaient envahi le Tibet, en 1950, puis réprimé dans le sang le soulèvement populaire de Lhassa, en mars 1959 - forçant le dalaï-lama à s'enfuir en Inde -, la région était redevenue la terre incognita qu'elle avait été durant des décennies, quand ce « pays au-dessus des nuages » excitait l'imaginaire de générations d'explorateurs, d'aventuriers et d'espions.

On s'arrêta donc au pont de Kodari, village minuscule construit au bord d'une rivière. On se trouvait face à une immense montagne qui s'élevait, juste devant, à la verticale. On scrutait maisons et bâtiments officiels du premier village sino-tibétain, Zhangmu, perché tout là-haut, mystérieux et inaccessible. A l'autre extrémité du pont, un soldat - casquette verte, étoile rouge et kalachnikov - était en faction. Non, nous ne révisions pas : à quelques mètres, c'était le Tibet, ce Shangri-la interdit et reculé derrière le « rideau de bambou ». C'était aussi la Chine de l'après-Mao, qui entrouvrait à peine ses portes. Le Tibet, lui, restait fermé aux étrangers.

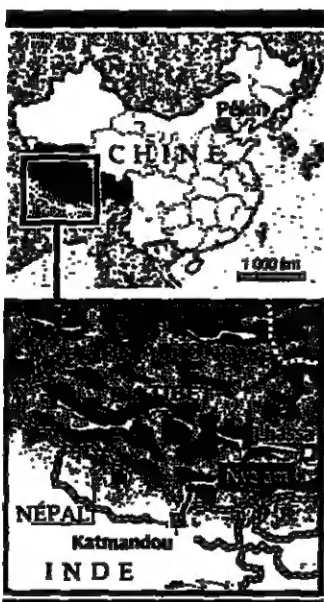
Kodari a bien changé : touristes, ingénieurs chinois et commerçants tibétains s'y bousculent, dans la plus grande confusion, à l'extérieur du petit poste de douane où officient une poignée d'immigrants of-



MANUEL BAUER/DOCKAT PHOTOS

1 TIBET INTERDIT

Ombres chinoises au pays des Neiges



Est-ce le Tibet ? Est-ce la Chine ? Officiers d'immigration, policiers, prostituées, les Chinois ont investi le Toit du monde. Les Tibétains parlent en catimini de l'occupant et rêvent d'exil

ficiers népalais débordés. Il y a là des Français, des Italiens, des Américains, des Israéliens, et même un groupe de Brésiliens en partance pour Pékin. Tous vont s'offrir le frisson de l'inconnu en traversant le « pays des Neiges ».

Le Tibet est à la mode : l'année 1998 restera une bonne cuvée pour les agences de voyages qui envoient des touristes en masse à l'assaut de l'ancien royaume. On s'y élance avec des images de pays occupé. On y va avec, à l'esprit, le discours des « tibétomaniaques » occidentaux et celui des stars hollywoodiennes qui se piquent de bouddhisme. On y grimpe avec l'espoir de redécouvrir, dans la fumée des lampes à beurre, le parfum oublié des religions archaïques et l'antique sagesse du bouddhisme lamaïque.

PASSONS la frontière. En camion, debout et accroché aux rideaux du poids lourd qui envoie sa cargaison humaine bouillir de part et d'autre du véhicule. De ce côté, la route a été tellement défoncée par les pluies torrentielles de la dernière mousson que c'est le seul moyen - pour ceux qui ne peuvent s'offrir le luxe d'un 4x4 - de grimper vers le poste-frontière chinois. Une bonne heure de calvaire plus tard, voilà enfin Zhangmu, son bureau d'immigration moderne équipé d'ordinateurs, ses officiers des deux sexes en uniforme blanc ou bleu marine, ses changeurs au noir et les premiers bars-karaoés-restaurants.

Vision surprenante pour le voyageur avide d'exotisme et de spiritualité. Vision insolite pour celui qui a connu le Tibet il y a dix ou quinze ans, quand la « région autonome du Tibet », terminologie pékinoise pour désigner ce qui n'est plus que l'une des provinces de la République populaire de Chine, s'était, pour de bon, ouverte aux étrangers. Jusqu'à ce que des émeutes antichinoises à Lhassa, à partir de 1987, conduisent les autorités de Pékin à réaffirmer avec force leur contrôle sur le turbulent

Tibet central. En réprimant brutalement toute velléité « séparatiste » et en restreignant de nouveau, et pour des années, la liberté de circulation des étrangers. Aujourd'hui encore, on ne peut pénétrer au Tibet qu'en se joignant à un groupe organisé, soit depuis Katmandou, soit depuis Chengdu, capitale de la province chinoise du Sichuan.

Il faut maintenant de nouveau changer de véhicule, grimper dans un minibus de marque chinoise et poursuivre la lente ascension vers le haut plateau. Car nous en sommes encore loin, et l'impression de dominer les collines du Népal est illusoire : notre prochaine destination, la ville de Nyalam, est bien plus haute encore, à 3 800 mètres d'altitude, là où une brèche dans la barrière himalayenne permet à la route de déboucher enfin sur ce pays austère et immense.

Nyalam. Autrefois, ce n'était qu'un petit bourg aux maisons blanches hérissées de drapeaux à

alentours, à part deux soldats chinois, cigarette au bec, et une famille de paysans qui nourrit ses yaks.

Dans la « nouvelle ville », un karaoé-bordel jette des lumières vives dans le soir qui tombe, clignotant d'enseignes au néon et d'éclatantes lumières promettant des abîmes de haute félicité. On est accueilli par une jeune et belle hôtesse tibétaine : « Vous dansez ? » Le lieu est sinistre. Il n'y a qu'un homme seul en train de vider une bouteille. Quelques entraînements essouffés jaugent le nouveau venu d'un œil morne et vaguement lubrique. Au plafond, une boule de verre opaque tourne, projetant des éclats de lumière scintillants sur la piste de danse.

Le programme musical est un mélange de chansons strupeuses d'amour à la chinoise ou un remake de vieux tubes discos. A quand la technomusik ? Sans doute pour bientôt. Non, « nous ne dansons pas, merci ». Ici, tout n'est que tris-

« J'ai le sentiment que les Chinois se conduisent avec nous un peu mieux qu'avant. Ont-ils reçu des instructions ? Je me demande combien de temps ça durera. Nous en avons vu de rudes, avec eux »

rière, aux fenêtres encadrées d'une bande de peinture noire et surmontées, à la mode tibétaine, d'un petit rideau multicolore. Le vieux village est resté le même. Mais, comme souvent désormais au Tibet, un quartier chinois moderne est venu s'y accolier. Il fait froid, brumeux.

Dans la rue principale coexistent boutiques tibétaines et chinoises. Au cœur du vieux village, des lampes brillent dans le *lakhang* (temple) où veillent, dans une semi-obscurité, d'énigmatiques statues de *Bodhisattvas*. Mais tout est désert. Pas âme qui vive dans les

quements à vider des bouteilles de bière chinoise Kuban bleu. De temps à autre, ils trinquent en choquant de petits verres à moutarde. Ils ne disent rien et regardent le vide. Quand ils sourient, leurs fausses dents clignotent de reflets cuivrés.

A côté, autre épicerie, autre temps, autre mœurs. De jeunes Tibétains et des policiers chinois vident de petits verres d'arak, l'alcool de riz, le regard fixé sur un téléviseur ultra-moderne où passe un film de Hongkong comptant les douloureuses aventures d'une jeune femme qu'un malotru s'emploie à gâcher avec sauvagerie. Hurlements, musique aux tonalités dramatiques, visages figés des spectateurs. Les délices d'une nouvelle « révolution culturelle », sans doute.

L fait nuit. L'obscurité est propice aux confidences. Au fond d'un bar, un homme parle de Nyalam et de ses colons. « J'ai le sentiment que les Chinois se conduisent avec nous un peu mieux qu'avant. Ont-ils reçu des instructions ? Je me demande combien de temps ça durera. Nous en avons vu de rudes, avec eux » Il se fait brusquement à l'arrivée d'un Chinois dans le café. Fin de la discussion à cœur ouvert. Conversation neutre sur les beautés à « couper le souffle » des paysages tibétains.

Nous quittons Nyalam à l'aube en jetant un coup d'œil, à travers les fenêtres embuées du minibus, sur un « monument » auquel le syndicat d'initiative local ne fait aucune publicité : la prison. C'est un petit bâtiment de torchis blanc avec une cour rectangulaire de taille modeste qui reste allumée toute la nuit, comme on peut le voir dans le jour à peine naissant. C'est ici que sont enfermés les candidats à l'exil interdit. Les quelques deux mille à trois mille Tibétains qui, bon an mal an, continuent de prendre le risque de franchir l'Himalaya pour rejoindre la « liberté » au Népal (les guillemets restent de rigueur car la police népalaise est souvent là pour rançonner - voire pour renvoyer en Chine - les réfugiés désargentés).

Mais beaucoup d'autres sont arrêtés par les patrouilles chinoises et restent des mois dans la petite prison de Nyalam. Pour l'heure, c'est vers l'est, vers Lhassa, que force le bus chinois avec son chauffeur aux lunettes noires, cigarette à la bouche, conduisant le véhicule de ses mains assurées gantées de laine blanche.

Bruno Philip

PROCHAIN ARTICLE : Haro sur les monastères

par Robert Solé

LE MÉDIATEUR

Films à Paris ■ ■ province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE JOURNAL / DIMANCHE 23 FÉVRIER - LUNDI 1^{er} MARS

AGROALIMENTAIRE Le Salon de l'agriculture ouvre ses portes dimanche 28 février à Paris et il est difficile cette année au visiteur d'échapper à la promotion de

l'agriculture raisonnée. Les industriels et grands de la distribution misent sur cette approche « écologique » à mi-chemin entre production intensive et production

biologique. Loin du biologique qui proscribit les traitements chimiques, il s'agit pour l'agriculteur d'abandonner l'usage systématique des produits au profit d'une utilisation

plus limitée, au coup par coup. Les grandes chaînes de distribution et les phytosanitaires espèrent améliorer auprès du grand public l'image de leurs pro-

duits. Demain, l'agriculture raisonnée devrait devenir un standard. Mais pour y parvenir, il faut la définir avec précision et établir rapidement des contrôles officiels.

Industriels et distributeurs misent sur l'agriculture raisonnée

Auchan, Carrefour, Danone, mais aussi les grands groupes chimiques, défendent une approche « écologique » de la production agricole. Cependant, aucun contrôle officiel ni aucun label ne garantissent pour l'instant au consommateur que les promesses sont tenues

DIFFICILE, cette année, au Salon de l'agriculture d'échapper à la promotion de l'agriculture raisonnée. A mi-chemin entre cultures intensive et biologique, cette approche « écologique » de la production agricole a été mise en avant par les grandes chaînes de distribution et les phytosanitaires. Le Salon de l'agriculture, qui se tient du 28 février au 3 mars à Paris, est l'occasion pour les industriels et distributeurs de présenter leurs produits et services. Les visiteurs sont nombreux, mais il est difficile de trouver des informations précises sur l'agriculture raisonnée. Les exposants ont tendance à se concentrer sur la promotion de leurs produits, sans vraiment expliquer ce qu'est l'agriculture raisonnée et comment elle diffère de l'agriculture intensive et biologique.

une maxime : « Réfléchir à l'usage des produits chimiques ». Loin de l'approche catégorique du bio, qui proscribit les traitements chimiques, il s'agit pour l'agriculteur d'en abandonner l'usage systématique au profit d'une utilisation plus limitée, au coup par coup. Une attitude qui entraîne un surcoût d'environ 10 % par rapport à une culture productive. L'agriculture intensive, qui a connu ses heures de gloire dans les années 80, ne peut plus prétendre à une agriculture raisonnée. Les phytosanitaires, qui ont été les principaux acteurs de la révolution agricole des années 70, ont dû modifier leur approche pour proposer des produits plus adaptés. « Le temps des entreprises cherchant à maximiser la vente d'une molécule sur le court terme est révolu », dit-on chez Bayer. « Nous devons justifier l'utilisation adéquate de nos produits vis-à-vis du grand public. C'est un enjeu essentiel pour notre image. » Bayer, ainsi que BASF, Rhône-Poulenc agrochimie, Monsanto, Agropur, DuPont France et autres membres du Farre, ont financé la promotion de l'agriculture raisonnée qui désire élargir son champ d'application.

Les phytosanitaires, en mal de popularité, ont également financé des études sur l'agriculture « propre ». Pourtant, cette pratique « peut réduire de 30 % à 40 % l'usage de certains produits phytosanitaires particulièrement polluants », explique Jacques Peyronnet, producteur maraîcher converti de la région lyonnaise. Ces grands groupes ont, en fait, modifié leur approche pour proposer des produits plus adaptés. « Le temps des entreprises cherchant à maximiser la vente d'une molécule sur le court terme est révolu », dit-on chez Bayer. « Nous devons justifier l'utilisation adéquate de nos produits vis-à-vis du grand public. C'est un enjeu essentiel pour notre image. » Bayer, ainsi que BASF, Rhône-Poulenc agrochimie, Monsanto, Agropur, DuPont France et autres membres du Farre, ont financé la promotion de l'agriculture raisonnée qui désire élargir son champ d'application.

Un autre aspect massif provient des grandes chaînes de distribution. Les enseignes d'hypermarchés ont tenté de convaincre les consommateurs de leur consommation responsable. Elles ont lancé des programmes de certification, mais aucun contrôle officiel ne garantit la qualité des produits agricoles qu'elles vendent. Dans ce but, Carrefour, depuis 1991, a mis en place un système d'approvisionnement.

Un autre aspect massif provient des grandes chaînes de distribution. Les enseignes d'hypermarchés ont tenté de convaincre les consommateurs de leur consommation responsable. Elles ont lancé des programmes de certification, mais aucun contrôle officiel ne garantit la qualité des produits agricoles qu'elles vendent. Dans ce but, Carrefour, depuis 1991, a mis en place un système d'approvisionnement.

Près de 100 exploitants « raisonnés » ont été recensés en France. Ils fournissent en fruits et légumes, précise Gilles Desbrosse, directeur des produits frais de Carrefour. Depuis plusieurs années, un label « Filière qualité Carrefour » est apposé sur les produits. Concrètement, Auchan va signer un label « Agriculture raisonnée » au printemps. L'enseigne va signer en grande pompe, mercredi 3 mars, sur son stand du Salon de l'agriculture, son adhésion à l'association. Le groupe Carrefour a également adhéré, jeudi 26 février, à l'association.

Devant cette effervescence, un doute persiste. L'agriculture raisonnée est un concept qui devrait devenir le standard demain. Néanmoins, il est difficile à définir et aucun contrôle officiel ne garantit la qualité des produits agricoles qu'elles vendent. Dans ce but, Carrefour, depuis 1991, a mis en place un système d'approvisionnement.

Les règles à suivre

Un principe pour l'agriculteur : l'abandon des traitements systématiques au profit d'une surveillance accrue des cultures. Des interventions chimiques uniquement si le seuil de tolérance des insectes nuisibles est dépassé. Apport adapté d'engrais : utilisation de compte-gouttes, d'engrais verts. Utilisation limitée de désherbants : brûlage des mauvaises herbes avant semis. Assainissement des sols entre deux cultures par vapeur d'eau. Limitation des insecticides par

les principes de la lutte intégrée : des insectes non nuisibles. Exemple : des micro-guêpes s'attaquent aux pucerons. Dosage attentif de l'eau pour réaliser des économies. Favoriser le développement des racines, ce qui rend les plantes plus solides. Rotation des cultures pour éviter d'épuiser les sols. Pour les élevages, utilisation des antibiotiques uniquement dans un but curatif pour favoriser la croissance.

Danone, le premier groupe agroalimentaire français, s'est engagé depuis le début des années 90. « La démarche raisonnée doit être le standard de l'agriculture », estime Jean-François Molle, responsable de la sécurité alimentaire du groupe. Plus de la moitié de l'approvisionnement de Danone provient d'exploitations adhérentes de la pratique. « L'orge pour la bière et depuis 1997, le lait sont des produits raisonnés. » Pour la farine, les corps gras et le sucre, « un travail est en cours ». Notre objectif est d'atteindre les 100 %, explique M. Molle. Danone est d'ailleurs partenaire de Terre-attitude, une association liée au Centre national des jeunes agri-

Un concept européen

Agricoltura integrata en italien, gestion intégrada de cultivos en espagnol, integrated farming en anglais... le concept d'agriculture raisonnée est européen. La première manifestation de promotion de cette agriculture écologiquement correcte a été mise en 1996 en Allemagne. Depuis, six autres associations - Snabe, Royaume-Uni, Espagne, Italie, France et Luxembourg - ont vu le jour.

Dans l'Hexagone, le Forum de l'Agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement (Farre) existe depuis 1993. Il rassemble 481 membres, producteurs, organisations agricoles, entreprises agroalimentaires, phytosanitaires... Pour son centième anniversaire, la banque d'investissement Rabobank (l'équivalent du Crédit agricole) a organisé en 1998 des manifestations pour promouvoir le concept. Au Royaume-Uni, les grands groupes de distribution comme Sainsbury, Marks & Spencer et Asda sont membres de l'association nationale.

Laure Béal

Souvenir d'Angleterre

P&O PORTSMOUTH

Cherbourg ou Le Havre → Portsmouth

Notre brochure des horaires (plusieurs départs par jour) et tarifs 1999 avec un choix de formules d'hébergement est disponible dans votre agence de voyages ou directement à bord.

0803 013 013

Offre valable jusqu'au 24 mars 1999 dans les agences de voyages et en ligne sur le site internet de P&O. Offre soumise à des conditions particulières de vente, voir prospectus. Le document ne constitue pas le contrat de voyage.

Des salades écologiquement correctes

CHEZ MICHEL CAUGANT, l'engagement environnemental est une affaire ancienne. Cette entreprise bretonne qui commercialise des salades composées a entamé une démarche « raisonnée » depuis 1992. « C'est le distributeur Carrefour, un de nos clients, qui nous a poussés dans cette démarche », explique Michel Caugant, à la tête de l'entreprise fondée par son père en 1911 à Rospenden (Finistère). « Nous voulons répondre de façon claire aux inquiétudes des consommateurs. » Depuis, la société a repensé la manière de travailler avec ses fournisseurs agriculteurs. « Avant, nous achetions sur différents marchés, explique son dirigeant. Maintenant nous avons constitué un réseau de quarante exploitations qui nous fournissent à travers trois coopératives en Bretagne, dans le Cotentin et en Normandie. Les fournisseurs sont identifiés, la traçabilité est assurée. » Un véritable travail de partenariat qui a permis à ces producteurs de devenir adeptes de l'agriculture raisonnée. « Il ne faut pas arriver en conquérant chez un agriculteur, mais nous nous sommes imposés pour

qu'une exploitation classique devienne réellement raisonnée. » Pour l'instant, Michel Caugant a réussi à totalement rendre « raisonnées » ses salades de céleri et pomme de terre. « Ce sont souvent des agriculteurs qui font un bio à côté de leur exploitation traditionnelle, mais ils ne peuvent pas faire de grande culture sécurisée en bio : il y a de trop risques de ne pas contrôler une attaque parasite sans produits chimiques. »

PLUS CHER

Le produit « propre » revenant plus cher, l'entreprise demande à ses fournisseurs de préparer les légumes (épluchage, coupage) afin de trouver un moyen de rémunérer correctement les agriculteurs qui ont fait l'effort de se convertir. Pour l'instant, cette surcoût n'est pas visible pour le consommateur. Michel Caugant confesse : « Un officiel agricole raisonnée nous aiderait à communiquer. »

L. Be.

Jérôme Seydoux sceptique sur la fusion Canal Plus-BSkyB

LE PDG de Pathé, Jérôme Seydoux, a confirmé, vendredi 19 février, l'existence de discussions en vue d'une fusion entre les deux géants de la télévision à péage européenne. Plus et le groupe britannique BSkyB. « En tant qu'actionnaire des deux groupes, nous sommes concernés », Pathé est, avec 17 %, le second actionnaire de BSkyB après Rupert Murdoch et Vivendi. Réciproquement, Canal Plus est la maison mère, Vivendi, possède 29,9 % de Pathé. Si la fusion avait lieu, ce serait la plus grande jamais réalisée dans la télévision à péage ; elle serait favorable à Pathé, a expliqué M. Seydoux.

La Repubblica, Michel Thoulouze, directeur général chargé de l'international de Canal Plus, a posé la condition que la direction de la société britannique revienne à Canal Plus. Alors que les analystes spéculent sur la configuration capitalistique du groupe fusionné, Jérôme Seydoux n'envisage pas d'augmenter la participation de Pathé dans BSkyB.

participation dans Pathé 30,9 % (et 46,3 % des droits de vote) ; Canal Plus et Vivendi ont passé 29,9 % (25,4 % des droits de vote), et TF1, après son rachat avorté, a cédé 5 % des parts en détachement. Quatre nouveaux administrateurs - Jean-François Dubos, secrétaire général de Vivendi ; Philippe Germond, directeur général délégué de Vivendi Communication, Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, et Jean-Louis Thibaut, directeur général adjoint France Canal Plus - ont été élus au cours de l'assemblée générale du 22 avril.

Il reste toutefois sceptique sur l'issue des négociations : « Il existe une série d'obstacles considérables, notamment réglementaires et d'organisation. Cela paraît difficile à faire, même si Rupert Murdoch est habitué à faire des paris invraisemblables. » La question du management centralisé à ses yeux, d'autant plus que les Anglais n'aiment ni Murdoch ni les Français, a-t-il ajouté. Selon le Financial Times de vendredi 27 février, BSkyB a refusé que son directeur exécutif, Mark Booth, conserve ses fonctions dans la nouvelle structure, mais en acceptant que Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, soit président. Canal

Canal Plus et Vivendi ont enfin admis, vendredi 26 février, l'existence de discussions préliminaires avec BSkyB pour envisager des coopérations pouvant aller jusqu'à un rapprochement (Le Monde du 23 février). Une opération serait conditionnée par le respect des contraintes juridiques et fiscales, a précisé Vivendi, qui privilégierait la création de valeur pour Canal Plus pour ses actionnaires.

Alors que Pathé a enregistré une légère baisse de son résultat net de son chiffre d'affaires en 1998 (Le Monde du 27 février), son PDG s'est fixé pour objectif de doubler le chiffre d'affaires des salles de cinéma d'ici à 2002, grâce à une plus grande implantation de multiplexes en Europe et prochainement en Italie. Après le rachat d'AB Sport, il compte acquérir d'autres chaînes thématiques, dont la chaîne télé. Le groupe espère une bonne année 1999, avec le succès d'« As-tu vu César ? », qui a déjà réalisé 11 millions de spectateurs en France.

Nicole Maudou

Retournement de tendance brutal sur les marchés obligataires

Les taux d'intérêt à long terme ont fortement remonté cette semaine pour atteindre aux Etats-Unis leur plus haut niveau depuis la crise russe de l'été 1998

La semaine a été mouvementée sur les marchés de taux. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), a réveillé la crainte ancienne de surchauffe de l'économie américaine en s'interrogeant sur le niveau adé-

quat des taux d'intérêt à court terme, sur l'évolution du marché de l'emploi aux Etats-Unis et, une fois encore, sur la surévaluation des cours de Bourse. Pour les analystes, ces propos tenus devant le Congrès et la Chambre des représen-

tants signifient que la phase de baisse du loyer de l'argent est arrivée à son terme aux Etats-Unis et que des hausses deviennent possibles. D'autant plus que les statistiques sur l'économie américaine rendues publiques cette semaine

n'ont cessé de confirmer la vigueur de l'activité. Du coup, le taux de l'obligation d'Etat américaine à trente ans est remonté jusqu'à plus de 5,65 %, son plus haut niveau depuis le 13 août, avant le début de la crise russe.

Hure raisonnée

« Hure » de la production agricole que les promesses sont tenues

Le grand public s'est intéressé, pour la première fois, à la production agricole. Les promesses sont tenues.

Près de 200 millions de tonnes de produits agricoles ont été produits en France en 1998. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

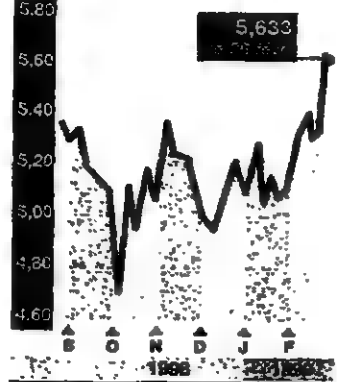
Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues. Les promesses sont tenues.

Au plus haut depuis six mois

TAUX DES EMPRUNTS D'ETAT AMERICAINS A TRENTES ANS



La vigueur de l'économie américaine et la crainte d'une hausse de ses taux directeurs par la Réserve fédérale ont provoqué une remontée des rendements obligataires.

En Europe, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans est repassé de 4,12 % jeudi au plus haut depuis octobre, à 4,09 % vendredi en clôture. A Francfort, le mouvement a été similaire. Le taux des emprunts à dix ans s'inscrivait jeudi à 4,03 % et vendredi soir à 4,01 %.

Alan Greenspan a réveillé la crainte ancienne de surchauffe de l'économie américaine en s'interrogeant sur le niveau adéquat des taux d'intérêt à court terme sur l'évolution du marché de l'emploi

entre 2,5 % et 3 %. Dans le même temps, l'inflation devrait augmenter, pour atteindre entre 2 % et 2,5 % (1,6 % en 1998). Le taux de chômage devrait demeurer inchangé, à 4,7 %, plus haut depuis trente ans, entre 4,25 % et 4,5 % de la population active.

Cette économie « robuste », qui entre dans sa neuvième année de croissance ininterrompue, est « vulnérable ». M. Greenspan s'est dit prêt à la fois à baisser ou à remonter le taux de l'argent au jour le jour, à l'appréciation de la situation.

Pour les analystes, ces propos signifient que la phase de baisse du loyer de l'argent est arrivée à son terme aux Etats-Unis et que des hausses deviennent possibles. D'autant plus que les statistiques

publiques rendues publiques cette semaine n'ont cessé de confirmer la vigueur de l'activité. Du coup, le taux de l'obligation d'Etat américaine à trente ans est remonté jusqu'à plus de 5,65 %, son plus haut niveau depuis le 13 août, avant le début de la crise russe.

Pour M. Tietmeyer, les taux ne gênent pas la croissance. Selon un économiste devenu habituel, la tension sur le marché obligataire américain s'est propagée en Europe, même si la situation économique n'y est pas brillante qu'aux Etats-Unis. L'euro n'a rien fait. Les marchés de taux du Vieux Continent ont profité lors des derniers mois, au même titre que leurs homologues américains, de l'afflux de capitaux en quête de sécurité après la crise de l'été et souffrant de transferts de portefeuilles.

Les conjonctures sont pourtant différentes des deux côtés de l'Atlantique. L'Allemagne a connu ces derniers mois un net ralentissement de sa croissance, l'Italie également. En France, en revanche, les dernières statistiques ont révélé de bonnes surprises. La croissance a atteint 3,2 % en 1998, selon les derniers chiffres de l'Insee, après 2,3 % en 1997. Le gouvernement s'attendait à un chiffre de 3,1 %.

Du côté des changes, l'euro a continué de s'affaiblir face à un dollar stimulé par la croissance américaine et par les hypothèses de remontée du loyer de l'argent outre-Atlantique. La monnaie européenne, qui a tombé mercredi à son plus bas niveau historique face à la devise américaine (1,0925 dollar pour un euro), s'est raffermissée fin de semaine autour de 1,1028. Mais, pour les cambistes, la monnaie unique européenne reste fragile. Ils considèrent que, pour soutenir l'activité, un assouplissement des conditions de crédit par la Banque européenne (BCE) est nécessaire dans les prochains mois. Un avis que manifeste le président de la BCE, Hans Tietmeyer, et le président de la Bundesbank.

Une signature beaucoup plus rare figure au calendrier du début du mois : Hutchinson-Whampoa, une société sino-britannique basée à Hong Kong, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, prévoit de lever 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. L'origine de l'emprunt explique l'intérêt que suscite l'affaire. Il s'agit du premier emprunt d'Extrême-Orient, en dehors du Japon, à solliciter le marché depuis la crise asiatique de 1997.

Un autre avantage qu'il cherche à faire valoir en se présentant comme le meilleur candidat pour le marché de la dette publique. Les investisseurs en leur proposant des rendements nettement plus élevés que les obligations émises par des Etats ou leurs établissements publics. Il ne se passe plus une semaine sans que s'annonce une grande émission française. La prochaine devrait être Carrefour qui, sous la direction de la BNP, cherche à lever un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. On s'attend généralement que les obligations rapportent un rendement de 6,5 % à 7 % plus que les valeurs du Trésor public.

Une signature beaucoup plus rare figure au calendrier du début du mois : Hutchinson-Whampoa, une société sino-britannique basée à Hong Kong, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, prévoit de lever 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. L'origine de l'emprunt explique l'intérêt que suscite l'affaire. Il s'agit du premier emprunt d'Extrême-Orient, en dehors du Japon, à solliciter le marché depuis la crise asiatique de 1997.

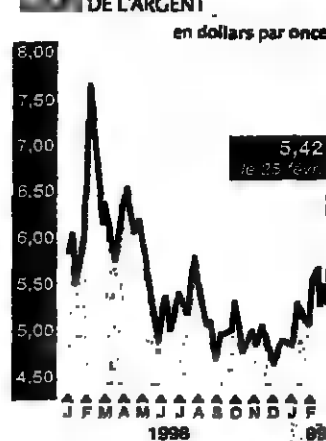
Un autre avantage qu'il cherche à faire valoir en se présentant comme le meilleur candidat pour le marché de la dette publique. Les investisseurs en leur proposant des rendements nettement plus élevés que les obligations émises par des Etats ou leurs établissements publics. Il ne se passe plus une semaine sans que s'annonce une grande émission française. La prochaine devrait être Carrefour qui, sous la direction de la BNP, cherche à lever un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. On s'attend généralement que les obligations rapportent un rendement de 6,5 % à 7 % plus que les valeurs du Trésor public.

Une signature beaucoup plus rare figure au calendrier du début du mois : Hutchinson-Whampoa, une société sino-britannique basée à Hong Kong, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, prévoit de lever 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. L'origine de l'emprunt explique l'intérêt que suscite l'affaire. Il s'agit du premier emprunt d'Extrême-Orient, en dehors du Japon, à solliciter le marché depuis la crise asiatique de 1997.

Un autre avantage qu'il cherche à faire valoir en se présentant comme le meilleur candidat pour le marché de la dette publique. Les investisseurs en leur proposant des rendements nettement plus élevés que les obligations émises par des Etats ou leurs établissements publics. Il ne se passe plus une semaine sans que s'annonce une grande émission française. La prochaine devrait être Carrefour qui, sous la direction de la BNP, cherche à lever un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. On s'attend généralement que les obligations rapportent un rendement de 6,5 % à 7 % plus que les valeurs du Trésor public.

MATIÈRES PREMIÈRES

fait du surplage DE L'ARGENT



ON CONNAISSAIT l'argent comptant, l'argent monnaie, l'argent métal. Voici qu'arrive l'argent virtuel. Un analyste du groupe new-yorkais CPM relève, dans une étude récente, que le marché de l'argent métal n'a plus rien à voir avec la loi de l'offre et de la demande. Ce ne serait pas moins de 100 % de l'activité qui échapperaient à ce principe de base. La fixation des cours de l'argent métal est désormais largement influencée par les transactions financières, pour ne pas dire spéculatives. Sur le marché londonien, les métaux précieux, le London Bullion Market, les prix au comptant s'affaiblissent, en fin de semaine, à 3,48 dollars sterling l'once troy (soit 5,58 dollars ou 5,06 €, le New York, le Comex, il s'agit d'un peu moins, à 5,60 dollars l'once, après avoir connu le creux du la vague au milieu de semaine, à 5,40 dollars l'once. Les négociants ont attribué ce redressement à des rachats de métaux à la présence de petits spéculateurs agissant sur le court terme.

Les données concrètes du marché sont, elles aussi, assez confuses. Le Comex enregistre une forte remontée de ses réserves, qui s'élèvent à 78,1 millions l'once. L'investisseur américain Warren Buffett dispose encore de 129,7 millions d'onces qu'il a acquises en 1997. On se demande toujours à quel effet. Enfin, on n'est plus en mesure d'évaluer la juste valeur des stocks mondiaux de l'argent. Le plus en plus nombreux à s'être déclarés, alors qu'ils avaient pour des opérations à court terme. Cependant, chez CPM, il indique que les réserves mondiales officielles sont restées en fin d'année, ce qui pourrait laisser présager une remontée des cours pour le second semestre, à 7,50 dollars l'once. D'autant plus que le groupe annonce un déficit de l'ordre de 144 millions d'onces. Mais, dans un marché qui n'est plus en phase avec les fondamentaux, un certain nombre de négociants redoutent toujours un écartement de l'année. Comme une épée de Damoclès dressée au-dessus du marché. Une épée en argent, bien entendu.

Le marché de l'argent métal n'a plus rien à voir avec la loi de l'offre et de la demande. Ce ne serait pas moins de 100 % de l'activité qui échapperaient à ce principe de base. La fixation des cours de l'argent métal est désormais largement influencée par les transactions financières, pour ne pas dire spéculatives. Sur le marché londonien, les métaux précieux, le London Bullion Market, les prix au comptant s'affaiblissent, en fin de semaine, à 3,48 dollars sterling l'once troy (soit 5,58 dollars ou 5,06 €, le New York, le Comex, il s'agit d'un peu moins, à 5,60 dollars l'once, après avoir connu le creux du la vague au milieu de semaine, à 5,40 dollars l'once. Les négociants ont attribué ce redressement à des rachats de métaux à la présence de petits spéculateurs agissant sur le court terme.

Le marché de l'argent métal n'a plus rien à voir avec la loi de l'offre et de la demande. Ce ne serait pas moins de 100 % de l'activité qui échapperaient à ce principe de base. La fixation des cours de l'argent métal est désormais largement influencée par les transactions financières, pour ne pas dire spéculatives. Sur le marché londonien, les métaux précieux, le London Bullion Market, les prix au comptant s'affaiblissent, en fin de semaine, à 3,48 dollars sterling l'once troy (soit 5,58 dollars ou 5,06 €, le New York, le Comex, il s'agit d'un peu moins, à 5,60 dollars l'once, après avoir connu le creux du la vague au milieu de semaine, à 5,40 dollars l'once. Les négociants ont attribué ce redressement à des rachats de métaux à la présence de petits spéculateurs agissant sur le court terme.

Le marché de l'argent métal n'a plus rien à voir avec la loi de l'offre et de la demande. Ce ne serait pas moins de 100 % de l'activité qui échapperaient à ce principe de base. La fixation des cours de l'argent métal est désormais largement influencée par les transactions financières, pour ne pas dire spéculatives. Sur le marché londonien, les métaux précieux, le London Bullion Market, les prix au comptant s'affaiblissent, en fin de semaine, à 3,48 dollars sterling l'once troy (soit 5,58 dollars ou 5,06 €, le New York, le Comex, il s'agit d'un peu moins, à 5,60 dollars l'once, après avoir connu le creux du la vague au milieu de semaine, à 5,40 dollars l'once. Les négociants ont attribué ce redressement à des rachats de métaux à la présence de petits spéculateurs agissant sur le court terme.

Le marché de l'argent métal n'a plus rien à voir avec la loi de l'offre et de la demande. Ce ne serait pas moins de 100 % de l'activité qui échapperaient à ce principe de base. La fixation des cours de l'argent métal est désormais largement influencée par les transactions financières, pour ne pas dire spéculatives. Sur le marché londonien, les métaux précieux, le London Bullion Market, les prix au comptant s'affaiblissent, en fin de semaine, à 3,48 dollars sterling l'once troy (soit 5,58 dollars ou 5,06 €, le New York, le Comex, il s'agit d'un peu moins, à 5,60 dollars l'once, après avoir connu le creux du la vague au milieu de semaine, à 5,40 dollars l'once. Les négociants ont attribué ce redressement à des rachats de métaux à la présence de petits spéculateurs agissant sur le court terme.

Marché international des capitaux : les désenchantements se succèdent

LE VOLUME des nouveaux emprunts internationaux est, globalement, en nette diminution par rapport au mois de janvier et tendent à se raccourcir. Cette évolution bien incertaine, il n'y a pas que la situation économique aux Etats-Unis et la monnaie d'intérêt dans ce qui pèse sur le marché. Le désenchantement à l'égard de l'intégration européenne est également en évidence. L'enthousiasme qui, au début de l'année, avait accompagné le lancement réussi de l'euro, avait fait oublier les disparités nationales. Celles-ci réapparaissent au grand jour et les investisseurs asiatiques accueilleraient avec un certain scepticisme les perspectives de rapprochement qui, leurs yeux, rendrait plus difficile l'Europe monétaire.

De nombreuses contradictions expliquent le peu d'empressement à l'égard des placements en euro manifesté par les investisseurs japonais. Et pourtant, ceux-ci ont été courtois pour les grands emprunts européens. Le marché de France est au nombre de ceux qui ont pris le soin de se présenter à Tokyo et de se lancer sur le marché public, qui est chargé du financement de l'infrastructure ferroviaire, s'apprête à lever un emprunt de

1 milliard d'euros pour quinze ans. La situation est très longue et ne convient pas à tous les investisseurs. Les Japonais en sont parfois friands, ils figurent certainement parmi les souscripteurs du prochain emprunt, la place qu'ils prendront sera sans doute inférieure à ce qu'on pouvait espérer au début du mois. La réaction de cette affaire a, en tout cas, été confiée à deux banques européennes, la BNP et Paribas, chargées particulièrement de vendre les titres de la BNP et de la Paribas, leurs pays d'origine. Ces deux banques contrôleront les trois quarts de l'emprunt. Cinq autres intermédiaires financiers se partageront le reste, parmi lesquels un japonais, Tokyo-Mitsubishi, qui la part ne représente toutefois que 7 %.

Parmi les autres transactions de grande taille qui devraient voir le jour en mars, il est beaucoup question d'un établissement public allemand, KfW, qui a projeté de lever un emprunt de 1,2 milliard d'euros pour une durée de cinq ans. KfW est un des principaux émetteurs européens. Les ressources qu'il prévoit de se procurer en 1999 se monteront à une trentaine de milliards d'euros, presque autant que la Banque européenne d'investissement (BEI), qui, depuis six années, est le plus important émetteur de ce marché international. La BEI, qui en fait est la banque de l'Union européenne, lui permet de lever des fonds dans de meilleures conditions que l'emprunteur allemand. Celui-ci a donc maintenant la garantie explicite de l'Al-

lemagne, un avantage qu'il cherche à faire valoir en se présentant comme le meilleur candidat pour le marché de la dette publique. Les investisseurs en leur proposant des rendements nettement plus élevés que les obligations émises par des Etats ou leurs établissements publics. Il ne se passe plus une semaine sans que s'annonce une grande émission française. La prochaine devrait être Carrefour qui, sous la direction de la BNP, cherche à lever un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. On s'attend généralement que les obligations rapportent un rendement de 6,5 % à 7 % plus que les valeurs du Trésor public.

Une signature beaucoup plus rare figure au calendrier du début du mois : Hutchinson-Whampoa, une société sino-britannique basée à Hong Kong, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, prévoit de lever 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. L'origine de l'emprunt explique l'intérêt que suscite l'affaire. Il s'agit du premier emprunt d'Extrême-Orient, en dehors du Japon, à solliciter le marché depuis la crise asiatique de 1997.

Un autre avantage qu'il cherche à faire valoir en se présentant comme le meilleur candidat pour le marché de la dette publique. Les investisseurs en leur proposant des rendements nettement plus élevés que les obligations émises par des Etats ou leurs établissements publics. Il ne se passe plus une semaine sans que s'annonce une grande émission française. La prochaine devrait être Carrefour qui, sous la direction de la BNP, cherche à lever un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. On s'attend généralement que les obligations rapportent un rendement de 6,5 % à 7 % plus que les valeurs du Trésor public.

Une signature beaucoup plus rare figure au calendrier du début du mois : Hutchinson-Whampoa, une société sino-britannique basée à Hong Kong, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, prévoit de lever 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. L'origine de l'emprunt explique l'intérêt que suscite l'affaire. Il s'agit du premier emprunt d'Extrême-Orient, en dehors du Japon, à solliciter le marché depuis la crise asiatique de 1997.

Un autre avantage qu'il cherche à faire valoir en se présentant comme le meilleur candidat pour le marché de la dette publique. Les investisseurs en leur proposant des rendements nettement plus élevés que les obligations émises par des Etats ou leurs établissements publics. Il ne se passe plus une semaine sans que s'annonce une grande émission française. La prochaine devrait être Carrefour qui, sous la direction de la BNP, cherche à lever un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. On s'attend généralement que les obligations rapportent un rendement de 6,5 % à 7 % plus que les valeurs du Trésor public.

Une signature beaucoup plus rare figure au calendrier du début du mois : Hutchinson-Whampoa, une société sino-britannique basée à Hong Kong, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, prévoit de lever 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. L'origine de l'emprunt explique l'intérêt que suscite l'affaire. Il s'agit du premier emprunt d'Extrême-Orient, en dehors du Japon, à solliciter le marché depuis la crise asiatique de 1997.

Un autre avantage qu'il cherche à faire valoir en se présentant comme le meilleur candidat pour le marché de la dette publique. Les investisseurs en leur proposant des rendements nettement plus élevés que les obligations émises par des Etats ou leurs établissements publics. Il ne se passe plus une semaine sans que s'annonce une grande émission française. La prochaine devrait être Carrefour qui, sous la direction de la BNP, cherche à lever un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. On s'attend généralement que les obligations rapportent un rendement de 6,5 % à 7 % plus que les valeurs du Trésor public.

La remontée des taux à long terme pèse sur les Bourses

LES BOURSES mondiales ont perdu une semaine un important facteur de soutien : la baisse des taux à long terme observée ces dernières semaines. Les déclarations d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, devant les parlementaires américains ont fait prendre conscience aux investisseurs que la banque centrale n'hésiterait pas à durcir la politique monétaire si la surchauffe de l'économie américaine venait à se manifester. Les propos ont suffi à propulser les taux des obligations du Trésor américain à leur plus haut niveau depuis l'été, un mouvement qui a gagné les marchés obligataires du Vieux Continent.

Bien orientée, lundi, avec un bond de 2,28 %, la Bourse de New York a mal terminé la semaine. L'effet de la hausse des rendements obligataires dans la

crainte d'une correction sévère. L'indice Dow Jones a légèrement reculé de 0,35 % vendredi à l'ouverture. Les bonnes nouvelles économiques ou le provenance des entreprises n'ont pu élever les actions à leur niveau d'été. Les investisseurs américains ont fait prendre conscience aux investisseurs que la banque centrale n'hésiterait pas à durcir la politique monétaire si la surchauffe de l'économie américaine venait à se manifester. Les propos ont suffi à propulser les taux des obligations du Trésor américain à leur plus haut niveau depuis l'été, un mouvement qui a gagné les marchés obligataires du Vieux Continent.

Bien orientée, lundi, avec un bond de 2,28 %, la Bourse de New York a mal terminé la semaine. L'effet de la hausse des rendements obligataires dans la

balancer l'effet négatif de la remontée des rendements sur le marché obligataire et les déclarations de responsables de la Banque centrale européenne ne jouant pas nécessairement pour le moment d'assouplissement la politique monétaire. Cette baisse des taux a pourtant été réclamée avec insistance par Oskar Lafontaine, le ministre allemand de l'économie, par bon nombre d'économistes pour prévenir un ralentissement trop fort de la croissance en Europe.

La Bourse de Francfort a particulièrement bénéficié de la faiblesse de l'euro en début de semaine. Les investisseurs tablent également sur un rebond de l'activité au second semestre. D'un vendredi l'autre l'indice DAX a gagné 1,67 % sans toutefois passer la barre des 5 000 points.

Un euro faible devrait stimuler les exportations des entreprises al-

lemandes qui ont été le principal moteur de la croissance ces derniers mois. L'action Volkswagen n'a pas enregistré de records enregistre en 1998 et le constructeur automobile s'attend à une année bonne. Une année en raison du ralentissement de la croissance en Europe. Daimler-Chrysler, qui a pourtant annoncé un triplement de son chiffre d'affaires, a vu son cours baisser de 1,17 % vendredi.

En France, les investisseurs n'ont guère été impressionnés par les nouvelles économiques. La Bourse de Paris, la place française n'a pas résisté en fin de semaine au mouvement de baisse des taux à long terme. L'indice CAC 40 a terminé la semaine à 18 355 points, en baisse de 1,17 %.

Le marché britannique s'est distingué. Même l'indice Footsie 100 a gagné 1,17 % vendredi, records enregistrés en 1998. Les investisseurs ont rassuré la politique britannique de faciliter la croissance et contribuer à relancer la machine économique.

Christophe Vetter

Eric Leser

Camille Paillet

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↑ + 1,91%	↓ - 0,35%	↓ - 0,90%	↑ + 2,38%	↑ + 1,67%
14 367,54 points	9 308,58 points	4 082,94 points	5 175,10 points	4 903,98 points

051 1149

SPORTS

Alors que vient de débuter le Super 12, le tournoi entre provinces de l'hémisphère Sud, les petits clubs français enregistrent une forme désaffection pour le rugby.

DANS LE PAYS BASQUE, les dirigeants de l'US Garazi et de l'US Baigorri éprouvent quelque difficulté à s'adapter à la brutale évolution du rugby professionnel. Ils accusent

l'argent de pervertir l'esprit de leur sport. Sébastien Darbon, un ethnologue auteur de plusieurs ouvrages sur le rugby et ses traditions, évoque, dans un entretien au Monde,

les origines de la fracture grandissante entre le rugby d'élite et celui de masse. Il juge la culture traditionnelle de ce sport en danger. EN AFRIQUE DU SUD, Nick Mallett, l'entraîneur

des Springboks, a eu carte blanche pour faire du Super 12 un laboratoire destiné à enrichir le vivier des champions du monde, en vue de la prochaine Coupe du monde.

Les petits clubs ne se sentent pas concernés par le rugby professionnel

Les dirigeants de deux équipes basques, l'US Baigorri et l'US Garazi, emblèmes de ce rugby des villages typiquement français, ne se reconnaissent plus tout à fait dans l'évolution récente de leur discipline sportive

SAINT-ÉTIENNE-DE-BAIGORRI (Pyrénées-Atlantiques) de notre envoyé spécial « Flocc », font les crampons. « Déployez à droite, déployez à gauche », fait l'entraîneur, qui a chaussé une paire de bottes. Il a plu la journée, la semaine. Le terrain de rugby de Saint-Étienne-de-Baigorri, dans le Pays basque, est détrempé, les ballons glissent, les mains des joueurs qui parcourent la pelouse en grappes de cinq, la lumière jaune des projecteurs. Les conditions exécrables, mais il ne manque personne, mercredi, l'heure de l'entraînement de l'Union sportive Baigorri, club de village, club de Nationale 1 rugby.

Les trois maçons de la première ligne ont l'ouvrage dans la boue, tout les paysans, les artisans et les étudiants qui mélangent dans les lignes. Un seul joueur, le demi de mêlée Michel Ocafrain, frère de Jean-Marc, arrière, et Christian, demi d'ouverture, s'est fait pour un léger retard : il arrivera après la pluie. Les bêtes. Devant les locaux du club - le club-house - construit par les joueurs, les dirigeants en sont bref. Ils disposent légèrement Bernard Arretche. L'ancien deuxième-ligne, une hachette à l'épaule, s'active derrière un brasero : il doit faire griller l'agneau promis par le joueur-élève pour le gueuleton prévu après l'entraînement.

À l'intérieur, les dirigeants leurs propres soucis : comment accueillir dignement les trois accompagnateurs d'une équipe de jeunes Catalans venus en stage dans le pays ? « Ils leur offre seulement un verre ou on les invite à manger avec nous ? »

L'US Baigorri et l'US Garazi, son voisin et rival, Saint-Jean-Pied-de-Port, sont des emblèmes du « rugby des villages », particularisme français dans un monde où l'Ovalie emprunte de culture britannique. Deux anachronismes aussi, à l'heure du professionnalisme, cerbés athlètes. L'hémisphère Sud. Dans deux bourgs de l'intérieur du Pays basque, le rugby est la pratique sportive, un rendez-vous social, un prétexte pour se retrouver et, quand tout va bien, chanter ensemble : « C'est qui nous distingue, nous Basques », chante Philippe Garicoïts, manager de l'US Garazi, également en Nationale 1.

UNIFORMISATION Si loin de l'Adour et d'Agullera - le stade du Stade Olympique - Serge Blanco, symbole départemental du rugby professionnel - le rugby des gens de l'intérieur n'a pas changé par l'argent. « Ici, un point de vue, rien n'a changé depuis la création du club en 1973 », souligne un dirigeant Baigorri.

Le rugby d'élite, les Basques de l'intérieur l'évoquent presque se pinçant la nez : « Le rugby entre guillemets professionnel », Philippe Garicoïts, le manager de Garazi, le championnat France de l'élite ne donne plus à voir que « du jeu à treize amélioré ». « Aujourd'hui, on s'extasie lorsqu'on voit un essai en bout de ligne. » Le jeu tend à s'uniformiser, alors qu'avant il y avait des cultures différentes, styles, ajoute l'entraîneur Garazi, Jean-Claude Urruty. « Quand on voit un match de haut niveau, on se dit, on a vu, entend-on, en écho, du club Baigorri, on fait le même jeu, on a le même jeu, on a le même jeu. C'est physique, les joueurs c'est des monstres, des colosses. Ce rugby-



Daniel Maigné et l'entraîneur Ocafrain, à l'US Baigorri.

là, c'est pas pour ça. Dans chacun des deux clubs, les entraîneurs reconnaissent pourtant s'inspirer de ces nouvelles manières de faire. En 1993, Denis Tiliac, écrivain nostalgique, humait les vestes

mauvais de l'uniformité à venir : « Les joueurs réclament tous le même jeu, ils demandent interchangeables et notre club perdrait ses mille saveurs. » L'hall dans Rugby (éd. La Table Ronde). En 1997, Jean-Paul Rey pu-

blait à son tour : « Qu'est-ce que le rugby ? (éd. Solar), autre titre évocateur du rugby. En 1990, Pierre Lemaire du rugby est une fête (Plon). Que s'est-il passé ? Rugby stéréotypé, rugby cloné,

rugby honni. Une fracture s'est creusée entre l'élite professionnelle et la base. Premier accusé : l'argent. « Ce qui nous éloigne des clubs professionnels, c'est les budgets, avance Philippe Garicoïts. Les clubs professionnels astronomiques et le rugby perd de sa convivialité. Ça devient un sport au foot. Les joueurs sont des pions. » « On comprend plus beaucoup l'évolution du rugby. On ne se sent plus concernés, on est désorientés : l'argent, le dopage, cela nous dépasse complètement », ajoute Paul Mousques, coprésident de Baigorri.

Les jeunes joueurs eux-mêmes ne trouvent pas toujours grâce aux yeux des anciens : « Plus individualistes, moins solidaires. » Tous reconnaissent que, quand ça va, à être trop dur sur le terrain, il manque un peu de cette envie collective, de cette fierté. Récemment, un joueur de Garazi, avant un match : il devait aller skier dans les Pyrénées. « Inimaginable ! », disent les dirigeants. « Au départ, le rugby, ici, c'était plus un jeu de rigolade, de l'amitié, dit le médecin de Baigorri, M. Salze. Les joueurs venaient, il a fallu faire quelques sacrifices, se préparer mieux, les assistances en ce sens, à un virage, peut-être la fin d'une histoire.

Pour face aux enjeux sportifs, il y a aussi la démo-graphie en au léger désamour du rugby dans les villages, une fusion des deux clubs basques, l'étude. Dans les deux vallées, le projet contraire beaucoup de monde. « Il y a un peu comme le village d'Astérix », avoue Paul Mousques. Nous essayons de faire durer quelque chose, mais nous savons que nous luttons contre quelque chose de très fort.

Sébastien Darbon, ethnologue « La culture traditionnelle du rugby est aussi menacée à la base »

SÉBASTIEN DARBON, ethnologue du CNRS à l'Institut d'ethnologie méditerranéenne et comparative, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le rugby. Son dernier livre, *Rugby d'ici, une manière d'être au monde* (éditions Autrement), se penche sur la culture traditionnelle du rugby.

« Votre ouvrage est sous-titré *manière d'être au monde*. Comment définissez-vous ce mode de vie ? »

« Il s'agit bien d'une manière d'être au monde et d'un mode de vie spécifique. La notion de culture sportive au singulier n'a pas grand sens, mais on peut identifier des cultures sportives. Chacune est caractérisée par une combinaison de pratiques, de comportements, de représentations du monde spécifiques, qui contribuent à une certaine homogénéité du groupe des pratiquants. Dans le cas du rugby à XV, on peut identifier un certain nombre d'invariants culturels, c'est-à-dire des traits que l'on retrouve à l'œuvre dans la Tyrosse qu'à Auckland ou dans la banlieue de Tokyo, précisément parce que les règles du jeu qui les sous-tendent sont les mêmes. »

« En quoi les règles du jeu du rugby influencent-elles sur le comportement social des joueurs ? »

« Les trois sports collectifs de combat que sont le football américain, le rugby à XV et le seul qui prévoit une violence au départ, l'existence d'une certaine conception du groupe des pratiquants : fortes pratiques de solidarité, le terrain est un lieu de cohésion, de proximité pour la proximité entre supporters et joueurs, refus de la stérilisation et des comportements trop individua-

listes... D'autre type d'invariant culturel : ce que j'ai appelé le plaisir de la transgression et de l'excès. Le corps du joueur de rugby est un « corps de l'excès », forgé par le combat collectif, un corps qui déborde de lui-même, qui s'affirme sa virilité - la « troisième mi-temps » - et des manifestations les plus tangibles de ce débordement. »

« Je crois qu'il n'existe pas de sport dont les pratiquants soient à ce point persuadés d'être les dépositaires d'une culture spécifique, dont ils se doivent de défendre les valeurs fondamentales. »

« Cette manière d'être au monde a-t-elle subi le passage au professionnalisme ? »

« L'argent a toujours circulé dans le rugby ; il le fait simplement de façon plus voyante et plus accentuée. Ce qui paraît beaucoup plus menaçant pour la culture traditionnelle du rugby, c'est l'éventualité d'une modification radicale des règles du jeu sous la pression des médias. Le rugby est un sport aux règles complexes, caractérisé par des phases de jeu peu lisibles par le profane. Que va passer-t-il, par exemple, si l'on supprime l'affrontement en mêlée ordonnée sous prétexte que ce n'est pas spectaculaire ? En France, pour de tout autres raisons, on a déjà commencé à interdire la poussée en mêlée dans les séries inférieures. C'est passé assez inaperçu, j'y tiens au contraire un facteur d'évolution de la culture du rugby. »

« Vous évoquez la « société fermée » du rugby. Cette société survit-elle en 1997 ? »

« Avec l'expression « société fermée », qui n'a aucune connotation péjorative, je fais référence à la notion de microsociétés de type

communautaire. Il s'agit de caractéristiques par une organisation non pyramidale, à forte dimension interne, mais à forte dimension relationnelle peu ouverte sur l'extérieur. Le rugby, dont la pratique est très exigeante, est un sport qui se mérite. Mais, une fois que l'on a partie de la grande famille, on y est bien protégé, et la solidarité s'y déploie avec force. L'amour du club, du maillot se substitue, pour les joueurs, au rapport plus mercenariste, plus centré sur les opportunités matérielles que la symbolique identitaire. »

« Le rugby de masse est-il en train de se creuser ? »

« J'étais récemment à la région de Bagnères-de-Bigorre, où j'ai assisté à un match de quatrième série régionale. L'équipe réserve de la région a dû déclarer forfait car elle n'avait pu réunir que six joueurs. Les joueurs professionnels n'ont pas la peine de téléphoner pour dire qu'il va venir pas jouer... On pourrait multiplier ce genre d'anecdotes, qui montrent en fait que les dirigeants de club identifient un « changement de mentalité » chez les joueurs : ils y mettent pêle-mêle la multiplication des possibilités de loisirs, l'incapacité à se consacrer sur une activité privilégiée, la mobilité accrue, la perte de responsabilité... Ces discours doivent être pris au sérieux car ils reflètent un malaise grandissant. Les dirigeants bénévoles, qui sont au fondement de l'économie du rugby, sont de plus en plus découragés. La culture traditionnelle du rugby n'est pas seulement menacée d'en haut, elle est aussi par en bas. »

Propos recueillis par Eric Laffont

En Afrique du Sud, le Super 12 sert de répétition générale avant la Coupe du monde

JOHANNESBURG (Afrique du Sud)

de notre correspondant Objectif Coupe du monde. Le rugby de l'hémisphère Sud a entamé la nouvelle saison du Super 12, vendredi 26 février, avec une idée en tête : se préparer au mieux pour maintenir sa suprématie sur les équipes européennes. Ces dernières bénéficieront de l'avantage du terrain lors du tournoi mondial (1^{er} octobre-6 novembre). Mais elles n'ont jamais gagné la compétition et tout a été fait cette année pour transformer le Super 12 (qui oppose des équipes régionales d'Australie, d'Afrique du Sud et de Nouvelle-Zélande) en un véritable banc d'essai pour les équipes nationales de l'hémisphère Sud.

C'est particulièrement vrai chez la tenant du titre mondial, l'Afrique du Sud. Les Springboks ont commencé la saison après une tournée européenne conclue par une défaite contre l'Angleterre. Le rugby sud-africain sur ses voisins en mettant fin à la domination néo-zélandaise et entraîne sur le Super 12. En 1998, les Springboks de la province du Natal ont encore une fois été stoppés en demi-finale et les trois autres équipes sud-africaines pour finir dans les quatre derniers au classement.

Cette année, Nick Mallett, l'entraîneur des « Bulls », a eu carte blanche pour faire du Super 12 un laboratoire destiné à enrichir le vivier des joueurs et à harmoniser le style du jeu avec celui de l'équipe nationale. Le technicien ne veut pas vraiment mettre en avant le dynamisme et la mobilité qui caractérisent désormais le rugby sud-africain. Inquiet néanmoins de la domination du pack anglais du dernier tournoi joué par son équipe à Twickenham, il souhaite disposer

d'une première ligne mieux adaptée au jeu et au climat européens. Une étroite concertation avec les entraîneurs régionaux pour détecter des talents plus rapides et plus résistants. « Dans l'hémisphère Nord, le jeu est plus serré et plus resserré. Les conditions climatiques et l'état du terrain militent pour un jeu expansif. Nous devons identifier les joueurs capables de s'adapter à ces contraintes », a souligné Eugene van Wyk, l'entraîneur des Northern Bulls.

JOUEURS DE COULEUR

L'approche de la Coupe du monde a fait passer les susceptibles régionaux au second plan, au point que la composition des équipes du Super 12 s'est opérée en collaboration avec Nick Mallett, en fonction des besoins de l'équipe nationale. L'objectif a consisté à répartir les meilleurs titulaires d'un même poste entre les équipes des provinces régionales. Le procédé a été à l'œuvre de manière sur le banc des remplaçants et leur permet de faire leurs preuves. De son côté, l'entraîneur national peut davantage juger de leur forme et mieux orienter sa stratégie de sélection. « Nous ne ferons plus l'erreur de mettre les deux meilleurs titulaires d'une position donnée dans la même équipe. Nous voulons diffuser le talent et faire en sorte que les meilleurs joueurs soient au Super 12 », avait affirmé Nick Mallett avant le début de la saison.

L'entraîneur des Springboks a indiqué qu'aucune place n'était garantie dans la sélection nationale et que les joueurs seraient jugés sur leur prestation lors du tournoi des provinces de l'hémisphère Sud. « Le Super 12 va servir de banc d'essai pour voir si les jeunes joueurs peuvent confirmer leur talent et si les joueurs plus expérimentés restent à leur niveau », a-t-il précisé.

capables de maintenir leur niveau », a-t-il précisé.

Pression du pouvoir politique oblige, la saison de Super 12 qui débute devrait permettre d'identifier davantage de joueurs et leur couleur dans les Springboks. Elle constitue aussi la dernière occasion de tester les joueurs pour des grands joueurs en quête de rachat, comme André Joubert ou Chester Williams.

« Pour évaluer les performances, le sélectionneur dispose d'un outil « high tech », mis au point par un groupe de chercheurs dévoués à la cause du ballon ovale. Au fil de la saison, un programme informatique devra constituer une base de données permettant de disséquer et de comparer les prestations des rugbymen sud-africains et de leurs adversaires, poste par poste, joueur par joueur. « Nous mettrons en œuvre une intelligence pour le plus grand bien du rugby sud-africain », s'est réjoui Jake White, le responsable technique des Springboks, chargé de superviser le programme.

Tous ces efforts s'inspirent d'une intention sportive qui est de permettre à l'équipe sud-africaine de remporter la couronne mondiale. Mais ils transforment le Super 12 en une épreuve de sélection et la préparation de l'enjeu d'une place dans l'équipe nationale pour la Coupe du monde s'ajoute à la pression de la compétition elle-même. Le nouveau dispositif incite à une course à la performance déjà existante par le rythme du rugby professionnel dans l'hémisphère Sud. Une dizaine de Springboks débute d'ailleurs la saison à l'infirmerie ou handicapés par une blessure.

Fabrice Chambron

DISPARITION

Glenn Seaborg

Le découvreur du plutonium

PRIZ NOBEL. chimie 1951 et directeur de l'équipe scientifique américaine qui synthétisa le plutonium en 1941, **Glenn Theodore Seaborg** est mort, dans la nuit du jeudi 27 février, à son domicile de Lafayette (Californie) des suites d'une attaque cérébrale dont il avait été victime en août 1988.

Né dans le Michigan le 24 avril 1912, fils d'immigrés suédois, il rencontra à quinze ans un professeur qui « n'enseignait pas, mais préchait » la chimie et la physique. La science l'appela et il intègre l'université de Berkeley à Los Angeles, dont la prestigieuse équipe de professeurs-chercheurs en chimie disposait du plus grand accélérateur de particules de l'époque. En 1940, il reprend les recherches d'Edwin McMillan, qui vient de découvrir le premier élément transurannique, le neptunium, et le 14 décembre 1940 Glenn Seaborg et son équipe obtiennent une drôle de mixture en bombardant une cible d'oxyde d'uranium. Une substance nouvelle ? L'élément 94, baptisé plus tard plutonium, est la portée de main.

Dans la nuit du 23 février 1941, qu'une tempête fait rage sur le campus de Berkeley, Glenn Seaborg, McMillan, Joseph Kennedy et Arthur Wahl identifient définitivement le nouvel élément comme étant du plutonium 238. Un mois plus tard, l'équipe, la-

quelle s'est joint Emilio Segrè, synthétise l'isotope 239, premier atome fissile. Un combustible énergétique pour d'éventuelles centrales nucléaires mais dont l'intérêt est, avant tout, militaire à l'heure où l'Allemagne nazie domine l'Europe.

L'ARME ATOMIQUE

A la fin de 1941, le gouvernement américain s'engage dans la réalisation de l'arme atomique et le physicien Arthur Compton réunit à l'université de Chicago, sous le nom de **Metallurgical Laboratory**, une équipe de chercheurs destinée à mettre au point une technique de production industrielle du plutonium 239. Glenn Seaborg arrive à Chicago au printemps 1942 et commence alors la « période la plus passionnante de sa vie. Trois ans de course à la bombe atomique ». Le 20 août, les chimistes peuvent enfin voir les premiers milligrammes de milligrammes de ce nouvel élément, un sel rose complètement artificiel. Encore fallait-il en produire plusieurs kilos pour répondre aux besoins militaires.

Le 16 juillet 1945, explose à Alamogordo (Nouveau-Mexique) la première bombe atomique au plutonium. Les Seaborg s'accablent : le 16 août, une bombe atomique à l'uranium 235 explose au-dessus de la ville japonaise d'Hiroshima. Quatre jours après, le

16 août, une bombe au plutonium explose à Nagasaki. « J'aurais préféré qu'une démonstration soit faite sur un site inhabité, afin de laisser à l'humanité la possibilité de se débarrasser d'un éventuel bombardement, reconnaît plus tard Seaborg. Mais le gouvernement estimait que cela risquait de ne pas marcher : le Japon aurait pu refuser de capituler et nous n'avions à l'époque qu'une seule bombe... » Lorsque, en 1961, le président Kennedy le nomme président de l'Atomic Energy Commission, poste qu'il conservera dix ans, Seaborg milite pour un contrôle des armements nucléaires. Il participe à la préparation d'un traité de non-prolifération signé en 1968 et 1970.

Mais ses occupations plus « politiques » n'ont empêché qu'il continue sa carrière scientifique. En 1944, Glenn Seaborg énonce une théorie des éléments dits « superlourds », obtenus par bombardement de neutrons de noyaux d'hélium. Cela lui vaut le Nobel de chimie 1951, qu'il partage avec Edwin McMillan. Il participe à la création d'une dizaine de ces éléments transuranniques et, en 1997, l'Union internationale de chimie pure et appliquée donne à l'élément 106 le nom de seaborgium. Ultime hommage de la science à ce père de l'alchimie moderne.

Pierre Barthélémy

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Claire, Louis, Denis EYENNE, sont heureux d'annoncer la naissance de **Pierre**, A Dole, le 26 février 1999, Centre hospitalier Louis-Pasteur, 39108 Dole Cedex.

Anniversaires de naissance

- De Marseille (Bouches-du-Rhône), et Baltimore (USA).

Nous te souhaitons un joyeux anniversaire.

Maman chérie.

Bonnes vacances au bout du monde.

Bisous, Véro, Raymond, Franck et Fred.

- 28 février 1959 - 28 février 1999,

Miguel,

ton épouse qui te souhaite un joyeux anniversaire.

- Bon anniversaire,

Patou,

de la part de Papa, maman, Philippe et Géo.

- La famille et les amis

Mamadou Roux-Leyrat, lui souhaitent un joyeux C. anniversaire et le fêteront dignement le samedi 27 février 1999.

Décès

- Le président du conseil d'administration, **Le directeur général, Les cadres militaires, Le personnel civil.** Les élèves de l'Ecole Polytechnique, ont la tristesse de faire part du décès accidentel du

capitaine gendarmier SYLVAIN BURLION, promotion « de bataillon » - ESM - Saint-Cyr.

le 27 février 1999.

Une cérémonie aura lieu le lundi 1^{er} mars, à 15 heures, à l'Ecole Polytechnique, (Essonne).

Une cérémonie religieuse aura lieu le mardi 1^{er} mars, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-Thionville (Moselle).

- Jean, Estelle, Anne et Lionel, Mathilde et Clémentine, ont la tristesse de faire part du décès de

Michèle CARLIER, née RIDART,

survenue le 24 février 1999.

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 mars courant au crématorium de Montfermeil, à 10 h 30.

- Jeanne Chavaneau, son épouse, Ses enfants, sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre CHAVANEAU,

survenu le 27 février (Dordogne), le 8 février 1999, à l'âge de soixante-cinq ans.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le 11 février à l'abbaye de Chancelade.

Chemin de Puyferret, 24650 Chancelade.

ACTIONNAIRES DE PARIBAS

12 %
de rentabilité nette
sur fonds propres
(en rythme annuel)

Fonds propres
part mère
8,6
d'euros

Ratio Cooke Tier One
9,2 %

Résultat par action
6,5 euros

Un dividende net de
2,5 euros
par action
en croissance de 17,1 %
proposé à
l'Assemblée Générale
des Actionnaires
qui tiendra
le 1^{er} avril 1999

Pour toute information
concernant
l'Offre Publique
d'Echange de
Société Générale,
appelez-le :
0 800 05 17 88

1 002 millions d'euros de résultat net, part du Groupe Progression de 26 % du résultat hors activités cédées

En 1998, Paribas enregistre une progression de ses résultats de 19 %. Le résultat net, part du Groupe, s'élève à 1 002 millions d'euros, dépit d'une année marquée par la crise financière. Le coût du risque sur les pays émergents se traduit par une charge de 387 millions d'euros. Le stock de provisions s'établit à 706 millions d'euros, qui représente un taux de couverture global de 27 % des encours sur 5 pays sensibles d'Asie, de 100 % des encours russe et un stock prudentiel de 195 millions d'euros des autres pays.

Ces chiffres ne tiennent pas compte de la provision pour restructuration prévue en cas de rapprochement avec Société Générale (400 millions d'euros après prise en compte de l'effet fiscal). Le résultat net, part du Groupe, de 1 002 millions d'euros sera automatiquement corrigé à 602 millions d'euros en cas de succès de l'OPE de Société Générale Paribas.

Revenus, résultat et rentabilité avant impôt par pôles

En millions d'euros	Services financiers spécialisés	Gestion d'actifs et Services bancaires	Banque de financement et d'investissement	Participations	Immobilier	Autres	Total
Revenus (1)	1 504	1 013	1 982	687	109	372	5 666
Evolution 97/98	+ 7 %	+ 25 %	+ 11 %	+ 24 %	+ 59 %	+ 151 %	+ 19 %
Résultat avant impôt et surverseurs	421	181	42	659	63	165	1 531
Evolution 97/98	+ 8 %	+ 50 %	- 75 %	+ 25 %	+ 153 %	ns	+ 31 %
Rentabilité avant impôt	26,8 %	27 %	1 %	35 %	9 %	12 %	16 %

Progression de 19 % des revenus et de 31 % des résultats avant impôt des 6 pôles d'activité

Services financiers spécialisés. Ce pôle dégage, pour un résultat avant impôt de 421 millions d'euros (+ 8 %), une rentabilité avant impôt de 26,8 %. Les sociétés ont poursuivi leur développement international, de nombreux partenariats ont été signés. La part distribuée à l'international représente 27 % du total des crédits.

Gestion d'actifs et Services bancaires. Le résultat avant impôt progresse fortement à 181 millions d'euros (+ 50 %), soit une rentabilité avant impôt de 27 %. Les actifs gérés ont fortement progressé (+ 18 %) sous l'effet conjugué d'une collecte d'épargne de 12 % et de la performance des marchés (+ 7 %). Cardiff, Cortal et la Gestion institutionnelle et privée ont réalisé une excellente année. L'activité Titres a également connu un très fort développement.

Banque de financement et d'investissement. Les revenus, hors coût sur les pays émergents, progressent de 11 % malgré les effets de la crise sur les marchés et s'établissent à 1 982 millions d'euros grâce, notamment, à une forte progression des opérations de clientèle (+ 28 %). La progression des charges (+ 21 %) résulte de la poursuite de la croissance interne (+ 430 personnes) et des investissements nécessaires à l'adaptation des systèmes informatiques à l'euro et à l'an 2000.

Les revenus des activités sur les marchés de capitaux progressent de 14 %. L'impact négatif de 387 millions d'euros, dû à la crise financière des pays émergents, est intégralement supporté par ce pôle.

Participations. Le résultat avant impôt progresse de 25 % grâce, principalement, à l'augmentation des plus-values réalisées (597 millions d'euros, en hausse de 41 %). Les plus-values latentes sont accrues de 34 % pour atteindre 3,1 milliards d'euros pour une valeur estimative totale du portefeuille de 6,5 milliards d'euros (en hausse de 11 %). Paribas Affaires Industrielles confirme la récurrence de ses résultats.

Immobilier. Le résultat avant impôt s'établit à 63 millions d'euros (+ 153 %), soit une rentabilité avant impôt de 9 %.

Autres activités. Le résultat avant impôt s'élève à 165 millions d'euros et provient notamment de plus-values dégagées sur le portefeuille financier.

Projet de rapprochement avec Société Générale

Société Générale et Paribas ont décidé d'unir leurs forces, leur culture, leur dynamisme et leur savoir-faire pour créer une banque d'envergure mondiale, leader sur ses marchés.

Cette alliance devrait permettre la poursuite du développement de chacun des métiers de Paribas, l'accroissement de leur rentabilité et créer ainsi un environnement favorable pour ses clients, ses actionnaires et ses collaborateurs.

PARIBAS

PARIBAS ACTIONNAIRES

3, rue d'Antin, 75002 Paris. N° vert : 0 800 05 17 88. <http://www.paribas.com>

Obituaire

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie le capitaine de gendarmerie **Sylvain RIOT**, après une longue et douloureuse maladie.

Il est décédé à son domicile, 10 rue de la République, 93000 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle RIOT**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Obituaire

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Obituaire

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Obituaire

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Obituaire

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Obituaire

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

Obituaire

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

du Groupe ités cédées

Le 27 février 1999, à l'âge de 82 ans, a disparu de la vie **André MARC**, ancien président de l'Union des physiciens, ancien professeur de Spécialité au lycée Janson-de-Sailly.

Il est décédé à son domicile, 4 rue de Cuvry, 75016 Paris.

Il laisse une épouse, **Michelle MARC**, et deux enfants, **Philippe** et **Christine**, ainsi que quatre petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le mardi 1er mars 1999, à 14 heures, à l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Le corps sera incinéré à l'inhumation au cimetière de Neuilly-sur-Seine.

GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Exercice 1998 : 135^e année de bénéfices

“ Les résultats de l'exercice 1998, obtenus dans un environnement international difficile, confirment la solidité des fondamentaux du Groupe et la dynamique de croissance de sa rentabilité. Le rapprochement avec Paribas renforcera le développement des différents métiers et leur rentabilité ”

Daniel Bouton, Président-Directeur Général

Résultat net part du Groupe de 1,1 milliard d'euros soit 7 milliards de francs en progression de 15,2 %.

Résultat net part du Groupe

Année	Résultat net part du Groupe (milliards d'euros)
1996	0,7
1997	0,9
1998	1,1

Croissance du résultat net, de la rentabilité

Le résultat net d'exploitation s'élève à 2,4 milliards d'euros en progression de 12,5 % par rapport à 1997.

Banking de détail : les résultats et la rentabilité (ROE) de 15 % ont enregistré une forte hausse. En France, les réseaux Société Générale et Crédit du Nord poursuivent leur politique active de développement du fonds de commerce : 5 millions de clients privés (+3 % par an). La part de marché globale sur les dépôts est de 8,6 %, en croissance régulière. Hors de France métropolitaine, le Groupe dispose d'une base solide avec 1,3 million de comptes de particuliers répartis en 18 banques, après les acquisitions récentes de Westpac en Nouvelle-Calédonie et de la Banque Roumaine de Développement.

Gestion d'actifs : le résultat progresse de 40 % grâce à un fort développement de l'actif. Les actifs gérés ou contrôlés ont doublé en deux ans (150 milliards d'euros à fin 1998, dont 28 milliards en gestion de fortune) résultant pour partie d'acquisitions ciblées (Yamachi, Hambros).

Banking d'investissement et de financement : au sein de la banque d'investissement, les lignes de crédit et de financement ont enregistré une performance remarquable, notamment le compartiment des dérivés actions où le Groupe détient une position de leader mondial. Les activités sur taux ont été en revanche affectées par la crise financière et le risque russe. Dans les activités de financements, les bonnes performances ont été enregistrées par les financements structurés (financements projet et levage financier). En revanche les activités de banque commerciale (financements à court terme) du provisionnement sur l'Asie. Le processus d'ajustement du réseau international est en cours et la politique de réduction des engagements s'est poursuivie.

Renforcement de la couverture des risques

Sur les cinq pays sensibles d'Asie (Corée du Sud, Thaïlande, Philippines, Indonésie) les engagements ont été réduits de 36 % et les provisions renforcées. Ainsi avec une dotation de provisions de 549 millions d'euros sur l'exercice 1998 le taux de couverture global sur ces pays passe de 100 % à 27 %.

Les engagements sur les contreparties russes qui s'élevaient à 347 millions de dollars ont été intégralement provisionnés.

Le besoin de provisionnement de l'activité de banque de détail est en baisse (-28 %) du fait d'un environnement économique favorable et d'une accrue des risques.

Capacité financière renforcée

Les fonds propres totaux sont de 11,8 milliards d'euros et contribuent à un ratio de 6,54 % et à un levier nettement supérieur à celui du 31 décembre 1997.

Dividende en hausse de 17 %

Le dividende proposé à l'Assemblée générale des actionnaires s'élève à 3,75 euros par action (5,63 euros avant impôt) contre 3,19 euros (4,78 euros avant impôt) l'année précédente.

Projet de rapprochement avec Paribas

Paribas et Société Générale ont décidé d'unir leurs forces, leur culture, leur dynamisme et leur savoir-faire pour créer une banque d'envergure mondiale, capable de répondre aux besoins de leurs clients. Cette alliance devrait permettre la poursuite du développement de chacun des métiers de Société Générale, l'acquisition de la rentabilité de Paribas et la création d'un réseau mondial pour ses clients, ses actionnaires et ses investisseurs.

* Rendement : fonds propres (return on equity)



Pour plus de renseignements : notre Service Actionnaires. Tél. 01 42 14 16 Minitel 3616 CLIFF.

051 011 011

RENCONTRE A l'occasion de la parution d'un nouvel album, *From Love*, recueil de chansons d'amour, le compositeur, arrangeur et producteur américain Quincy

Jones a reçu *Le Monde* dans sa résidence de Bel Air, à Los Angeles. Depuis un demi-siècle, « Q » a collaboré avec des célébrités du jazz, de soul, de variété et du cinéma,

de Lionel Hampton à Michael Jackson, en passant par Frank Sinatra et Steven Spielberg. ISSU du ghetto de Chicago, Quincy Jones a vécu une « success story » exemplaire. Il

aujourd'hui à la tête d'un empire de communication - production de téléfilms, de séries télévisées, de films, d'albums, presse musicale, multimédia - qui fait de lui un des hommes

les plus influents de Hollywood. **DANS UN ENTRETIEN**, il évoque ses multiples projets, parle des règlements de compte entre rappeurs et du problème de la drogue.

Chez Quincy Jones, dernier mandarin de la musique internationale

Compositeur, trompettiste, arrangeur, producteur, chef d'entreprise et chef de famille, Quincy Jones a ouvert au *Monde* les portes de sa résidence de Bel Air, à Los Angeles, à l'occasion de la sortie de son nouvel album, compilation de ses chansons d'amour préférées

LOS ANGELES
de nos envoyés spéciaux
Il fait bon dans les collines de Los Angeles. A côté des résidences travaillantes protégées par de hauts murs, une maison de bois et de briques, le plus pur style californien d'une discrétion. A l'entrée, un homme jeune, pistolet coincé dans la ceinture, accueille. Bienvenue chez Quincy Jones. « Q » - ainsi qu'il surnomme-t-on - reçoit à domicile, qui n'est pas monnaie courante à Hollywood. Quelques-uns de ses sept enfants vont viennent ; la petite dernière, Kenya, fille de Nastassja Kinski, porte un costume de Mardi-Gras.

DE L'ONCLE À MICHAEL
L'autre famille de Quincy Jones, plus nombreuse encore, accrochée aux murs de la maison - portraits, photographies - ou matérialisée par des objets souvenirs. C'est l'immense tribu du show-business mondial, des artistes du jazz, du soul, de la variété, du cinéma jusqu'aux demi-siècles : Lionel Hampton, avec qui il fait ses premiers arrangements sérieux ; Count Basie ; Duke Ellington, l'un à côté de l'autre comme pour résumer qu'il leur doit, le swing, la sophistication ; Dizzy Gillespie... Des grandes voix : Sarah Vaughan, Lena Horne, Aretha Franklin, Frank Sinatra, Ray Charles, Charles Aznavour... Au rayon cinéma, un portrait de Sidney Poitier voisine avec une grande photo d'un pique-nique réunissant Michael Jackson, Steven Spielberg et George Lucas ; des affiches signalent les nombreux films dont « Q » a composé la musique (*The Pawnbroker*,



Quincy Jones, à domicile, entre objets africains, trophées et photos de famille.

Sidney Lumet ; *De Sang froid*, Richard Brooks...), le plus connu étant *La Couleur pourpre*, de Whoopi Goldberg et Oprah Winfrey. Sur le piano, au milieu de nombreux familiaux, d'objets africains, l'Oscar que l'Académie du cinéma lui a remis en 1995 pour ses activités humanitaires. On remarque aussi le certificat du Polar Prize de l'Académie royale de musique de Suède, dont il reconnaît, sa Légion d'honneur française, décernée en 1990. « Q » a tout particulièrement... En bonne place, le salon qui ouvre sur une piscine entourée de fruitiers, de magnolias

Jasmins, une vitrine réunit vingt-sept Grammy Awards, récompenses suprêmes de l'industrie du disque. Au centre, le trophée du cristal qui a couronné l'ensemble de sa carrière musicale. Et, surtout, l'impressionnante collection d'une bonne quarantaine de disques de platine marquant le triomphe de *Thriller*, qu'il a produit et arrangé pour Michael Jackson. Cet album, sorti en 1983, est le jour le plus vendu au monde. Leur face, tel un *Who's Who* musical, la photographie de la séance d'enregistrement du succès *Are We World*, première grande mobilisation du show-business amé-

ricain à la famine en Afrique. Tout Quincy Jones est là. Un homme puissant dans la profession, respecté, tant pour ses multiples talents que pour sa capacité à rassembler les noms la communauté artistique noire et blanche. Avec un sourire, il s'essaye à quelques mots français. A la fin des années 50, Quincy Jones a vécu à Paris. Il a travaillé pour les studios Barclay et a été l'un des musiciens américains expatriés se tournant vers la France. Le regard est toujours frappant, où se lit la fierté, le goût de la séduction, un air crâne. La télé-

sion très grand écran, flanquée de deux haut-parleurs imposants, diffuse l'émission d'Oprah Winfrey - « sa grande amie » -, dont il a été l'invité. Il regarde répondant aux questions de l'animatrice d'un des talk-shows les plus suivis aux Etats-Unis.

Quincy Delight Jones Jr., né le 14 mars 1933 dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier compositeur noir américain à s'être imposé, à ce niveau, à l'establishment hollywoodien. En 1961, il devient un des premiers Afro-américains à un poste de responsabilité dans une compagnie phonographique, Mercury. Il reçoit son premier Grammy Award en 1964 pour l'arrangement de *I Can't Stop Loving You* pour Frank Sinatra. Les récompenses et les honneurs viendront ensuite.

SCÈNES POUR CHICKEN
Quincy Jones est l'une des incarnations du rêve américain, modèle de réussite qui a permis à son quartier natal, souligne un personnage, d'atteindre ses rêves. « L'Afrique noire ne peut accéder, la diversité de la culture afro-américaine moderne.

En 1970, où se combinent instruments électriques, les percussions, une écriture recherchée pour les rythmes. En 1974, deux ruptures d'anévrisme - qu'attestent les deux cicatrices qui se font front - vont lui imposer à jamais la pratique de la trompette. « Q » rattrape en imposant sa sur une partie du son des années 80. Par ses arrangements léchés, il a l'art de façonner le son pour les crooners et soul funky qui l'inquiète et dans laquelle une partie des Noirs peuvent se reconnaître. Un équilibre qui trouva son apogée dans la collaboration avec Michael Jackson pour *Off the Wall*, *Thriller* et *Bad*. Depuis, seul, le chanteur n'a retrouvé ni une telle inspiration, ni un tel succès.

HIP-HOP POLICÉ
Avec les années 90, le rap s'est imposé comme la musique noire des cités américaines. Quincy Jones, un expérimentateur, s'y est mis en 1989, dans certains morceaux du disque *Back on the Block*, sans de parcours chronologique de la musique noire américaine du jazz au hip-hop. Le hip-hop, « Q » n'est pas trop sophistiqué. Mais la rue, les gamins préfèrent le calme ; Quincy Jones, l'ami des stars et de la famille Clinton, doit leur paraître trop lointain, trop policé. C'est en 1994 que lui qui, à la demande d'Steven Spielberg, de l'organisation des fêtes du millénaire pour la ville de Los Angeles, Quincy Jones est à la musique ce que le réalisateur Denis Villeneuve est au cinéma.

CL. et S. S.

Romances sur canapé

Le dernier CD *From Love* est un recueil de vingt-six chansons d'amour produites et arrangées, parfois écrites, par Quincy Jones. Cette collection de romances grand format permet de retrouver notamment Frank Sinatra avec *The Chair*, Basie avec *Aretha Franklin*, le super-baryton Barry White, George Benson, bien entendu, Michael Jackson. Les stars mondiales s'ajoutent à ses voix surtout connues aux Etats-Unis comme celles de James Ingram, Luther Vandross, Garret, Tevin Campbell et Catero, récente découverte de la famille Jones.

Bande-son d'une soirée sur canapé, *From Love* est d'abord la méthode Quincy Jones : un morceau, une idée, un riff, guitare ; là, une trépidante de violons ; ailleurs, une lourdeur. Comme sur les précédents albums *Back on the Block*, *Up on the Q's Jook Joint*, la plume de l'arrangeur usif disparaît.

★ *From Love*, 1 double CD, Qwest, 1998, 25 000 F, distribué par WEA.

Quincy Jones, musicien, producteur, chef d'entreprise

« Je me vois plutôt comme un grand frère de la communauté noire que comme un leader »

« *From Love*, votre nouveau disque, est un recueil de chansons d'amour. Pour vous le genre n'est donc pas démodé ?

« Démodé ? Écoutez, nous sommes tous dans un rapport à l'amour à chaque instant de notre existence, qu'il s'agisse d'amour ou de désamour, d'un sentiment partagé ou non. Moi, c'est l'amour qui dirige ma vie.

« Après ce disque, quel allez-vous travailler ?

« Je vais écrire un opéra sur Nelson Mandela ; une musique de ballet pour Arthur Mitchell. Je co-écrits l'autre best-seller *Color of Water*, James McBride, mon autobiographe. Je vais probablement organiser la cérémonie des Oscars en 2001. Dans les années 80, j'avais négligé la musique de disques. Qwest parce que j'ai coproduit *La Couleur pourpre* et préféré passer deux ans à apprendre à faire un film avec Steven Spielberg. Il y a eu aussi les trois albums de Michael Jackson et *We Are the World*. Dorénavant, je suis très impliqué dans Qwest.

« Vous avez commencé à

l'époque du *Thriller*. Nous sommes au téléchargement gratuit de la musique sur Internet.

« La distribution électronique est le système MP3 sur Internet va changer. Les grandes maisons de disques n'ont pas d'autre choix que de s'adapter. Les paroles sont déjà en ligne de négociation leurs droits d'auteurs, la musique gratuite sonnerait la fin des créateurs. Ne vous en faites pas pour les Américains, nous sommes toujours là.

« Vous avez des projets de cinéma ?

« Milos Forman a un film sur Pouchkine pour QJ Media Group. On a un projet avec *De Niro* sur la vie de Morris Levy, qui a écrit quatre grands succès musicaux, le be-bop, le rock'n'roll, le *disco* et le rap. La musique des gangsters et du business de la musique, c'est le sujet. C'est un projet avec le groupe Stomp et un dessin animé sur l'évolution de la musique.

« Avez-vous pensé à mettre en scène votre propre film ?

« Oui, j'adorerais ça. Hal Ashby (*Harold et Maude*), peu il a temps

avant sa mort, m'a laissé son fauteuil de mettre en scène. Il a toujours voulu que je sois à la réalisation. Dès que le studio sur la ligne bleue, le film *Harold et Maude*, pourquoi ne pas me lancer ?

« Après les succès de Tupac Shakur et de Notorious B.I.G., vous avez évoqué, en avril 1997, la nécessité d'une coalition de la nation hip-hop. Qu'en est-il ?

« Avant ces assassinats, avec mon magazine *Vibe*, nous avions déjà organisé un sommet du rap. La plupart des artistes ne s'étaient jamais rencontrés. Le message était d'essayer de les mettre en garde contre toute cette scène de gangsta rap qui débordait dans leur vie réelle.

« Vous sentez-vous un rôle de leadership dans la communauté noire ?

« Je me vois plutôt comme un grand frère que comme un leader. Je voudrais que les jeunes puissent vivre aussi longtemps que moi. Rendez-vous compte, Tupac était âgé de vingt-cinq ans, B.I.G. de vingt-quatre ans. La mort des gosses pour un truc qui a commencé comme un jeu n'a aucun sens. Il y a

besoin d'une révolution. Mais toute cette violence est bien plus le résultat de la drogue que du fait que la drogue vienne des armes à feu. J'ai une idée bien précise sur ce qu'il faudrait faire.

« Pouvez-vous en parler ?

« Légaliser. Pas bien sûr. Ce serait irresponsable de mettre le crack ou l'héroïne en vente libre. Le marché de la drogue, c'est 400 milliards de dollars. Il faut réduire les profits des mains de la pègre. Les prix s'écrouleront. Les rappeurs font semblant, les trafiquants de drogue, c'est du sérieux.

« Vous continuez d'écrire de la musique ?

« Oui, je le ferai jusqu'à ma mort. C'est ce que j'aime faire par-dessus tout.

« Qu'est-ce qu'une chanson ?

« C'est d'abord une mélodie forte. Le rythme vient après. Une mélodie, c'est très personnel. Il n'y a pas de technique ou de science au contraire de l'arrangement ou de l'orchestration.

« Vous pourriez définir votre style ?

« Non, j'en ai plusieurs. Je ne veux pas avoir à choisir. La nature du jazz est d'expérimenter, de se mettre en danger, c'est pourquoi il est moins populaire que d'autres formes musicales.

« D'où vous vient votre talent ?

« Je pense que je le tiens de ma mère. Elle est morte récemment, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans. Elle avait été internée dans un hôpital psychiatrique quand j'avais cinq ans. On m'a dit que j'ai probablement remplacé ce manque maternel par ma musique. C'était mon moyen de survie. J'en suis vraiment convaincu. Quand mon père m'a dit : « Ma musique, il pleurait, car il savait que ça venait de mon enfance. Ma mère est sortie quand j'avais quinze ans, mais on avait dû se débrouiller seuls. Je ne savais plus ce que le mot "mère" signifiait et je ne le sais toujours pas. Mon réconfort a été la créativité. La musique ne m'a jamais laissé tomber, elle a toujours été rassurante, belle et forte. »

Propos recueillis par Claudine Mulard et Sylvain

Un empire qui fédère toutes les industries du loisir

LOS ANGELES
correspondance
Dimanche 21 février, on pouvait voir sur la chaîne câblée TNT (Turner Network Television) *Passing Glory*, Steve James, premier film américain racontant l'histoire vraie d'une équipe de basketteurs noirs de La Nouvelle-Orléans qui remportèrent une victoire historique leurs rivaux blancs à l'époque de la ségrégation. Au générique, on trouvait le nom d'Earvin « Magic » Johnson et de Quincy Jones. En cinquante ans de présence dans le show-business, « Q » a construit un empire de communication qui fait de lui un des hommes les plus influents de Hollywood et sûre-

ment plus influent des artistes noirs.

La production de téléfilms, séries télévisées, films a pris en charge par QJ Media Corp Inc. en partenariat Time-Warner. On souvient très populaire sitcom *Fresh Prince of Bel-Air*, sur NBC, qui a contribué à lancer l'acteur musicien Will Smith. Actuellement, sur le petit écran américain, on peut voir d'autres productions maison, *Mad TV* (Fox) - des sketches parodiques qui l'ambition de concurrencer *Saturday Night Live* -, la série *In the House* (UPN) - un talk-show de Jenny Jones. Les projets actuels juxtaposent une biographie d'Ed-

Hoover, le directeur du FBI, *Don Quichotte* (sur un scénario inédit de Waldo Salt), *Spy vs. Spy*, d'après la bande dessinée de *Magazine*, un remake de *A Star is Born*. Ainsi qu'une mini-série le Mouvement pour les droits civiques sur la chaîne câblée HBO. Et, en partenariat, le présentateur de talk-show Geraldo Rivera et Tribune Company, Qwest Broadcasting a acquis deux stations de télévision à La Nouvelle-Orléans et à Atlanta.

Le domaine musical, Quincy Jones partage 50 % avec Warner Bros. Records le contrôle de sa maison de disques Qwest, créée en 1982, qui prévoit de sortir une

douzaine d'albums en 1999. Le catalogue associé soul, rhythm'n'blues, rap, pop, servis par des vétérans (Ray Charles, le vibraphoniste Milt Jackson, Patiti Austin, Quincy Jones) et de jeunes « poulaillers » comme le rappeur TechN9ne, le chanteur soul Catero, Young Americans - des adolescents qui ont du R & B -, chanteuses Shannon, Latrece Kinchen. Tevin Campbell est le groupe anglais *Order* sont déjà des valeurs sûres du label, ainsi que les bandes originales de films comme *Boyz n the Hood*, *Sarafina !*, *Boyz n the Hood*. Quincy Jones est présent dans le secteur de la presse. Il est le pro-

priétaire du magazine *Vibe*, mensuel consacré à la musique et à la culture hip-hop diffusé à 600 000 exemplaires. *Master P* - le rappeur richissime - et Silk sont figurés à la « une » du numéro de mars. Le groupe *Vibe* publie des livres, des CD, des DVD dans la musique, *Blaze*, rétrospectivement urbain, et *Spin*, plus multiculturel (Dexter Holland, un Blanc, du groupe néo-punk The Offspring, en couverture du numéro de mars). Quincy Jones Publishing détient par droits 1 400 chansons - les compositions et arrangements de Jones lui-même et les titres qu'il a acquis.

Le multimédia n'est pas oublié. Le projet *Master P* Africa, partenariat avec le géant de l'informatique, rassembler sur un CD-ROM une mille de l'Afrique des Afro-Américains, les Buffalo Soldiers de Colin Powell. Les prises de Quincy Jones ont une dimension écologique : « Nous avons ans pour sauver la planète, cela nous a c'est facile, lit-on sur les pochettes de disques. Achetez des produits qui respectent l'environnement, éteignez vos lumières, partagez vos transports, recyclez. »

CL. M.

Aminata Traoré, ministre de la culture du Mali

« La culture est un élément de la reconstruction de la société »

« Vous êtes ministre de la culture du gouvernement Alpha Oumar Konaré depuis septembre 1997. Comment, à travers votre parcours, voyez-vous cette fonction ? »

« Depuis près de vingt ans, je me suis investie personnellement dans la réflexion sur les savoirs africains. J'ai été directrice des études et des programmes au ministère de la condition féminine en Côte d'Ivoire, où j'ai vécu de 1975 à 1988. J'ai travaillé en milieu rural, dans tout le pays, en touchant à tout : le maraîchage, les garderies d'enfants, les technologies à faible coût, l'artisanat. Puis, de 1988 à 1992, j'ai été responsable d'un projet du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) sur l'eau et l'assainissement. Je couvrais douze pays, du Cap-Vert au Nigeria. J'ai été très vite navrée par le manque d'intérêt des consommateurs locaux envers les productions africaines. Or, il est inconcevable que les Africains ne s'en servent pas pour créer une esthétique et une modernité africaines, au lieu de se laisser handicaper par des normes définies par d'autres. »

« Chaque Malien, chaque Africain doit savoir que consommer ce qui est produit ici est une arme essentielle contre la marginalisation économique et culturelle de l'Afrique. À mon retour au Mali, j'ai décidé de construire un restaurant-galerie, en terre. Tout, de la salière à la chaise, devait y être fait main et trouvé dans la sous-région. Pour montrer que ces richesses dont nous parlons ne sont pas un luxe. J'ai ouvert le Djenné à Bamako avec ma famille, puis le Santoro. Au niveau de l'Etat, j'essaie depuis plus d'un an et demi de mettre ces principes en application. J'ai estimé que la culture était d'abord d'un état d'esprit. »

« Quelle est la priorité, la culture ou l'éducation ? »

« Près de 80 % de la population malienne n'a pas été à l'école, mais on ne va pas attendre que tout le monde soit alphabétisé pour parler de développement et de culture. Nous avons organisé une série de réunions, Dialogue et Vision : où en sommes-nous ? Que voulons-nous pour nous-mêmes ? Cela nous a amenés à recentrer notre action sur la personne humaine - c'est ce que nous appelons la *mayya* (l'humanité). Il n'y a de culture que là où il y a des hommes qui ont une mémoire, une présence, et qui pensent un futur. Nous avons fait le bilan de trente années d'action culturelle, par secteur - musique, chant, danse, photo, cinéma, avec leurs acteurs. Nous avons procédé de la même manière pour le tourisme. »

« L'effort d'alphabétisation et d'écriture des langues a été considérable au Mali. Nous sommes l'un des rares pays d'Afrique où des journaux sont lus par les paysans dans leurs langues nationales, que nous avons revalorisées afin que nous participions aux prises de décisions, sans se heurter à l'herméneutique des acteurs culturels et des termes employés. Nous parlons dans le bamba, la langue majoritaire au Mali. Nous avons refusé la ghettoïsation de la culture, qui n'est pas le parent pauvre du développement, mais un élément de la reconstruction de la société, de l'économie. »

« Le ministre de la culture est-il un gestionnaire de ressources ? »

« Préserver pour préserver, dans un pays pauvre, c'est bien, mais si la mémoire peut nourrir la créativité, c'est encore mieux. Il est de notre rôle de valoriser le capital physique - les monuments, les villes anciennes - mais aussi le capital humain et social, à travers les contes, la littérature, la musique, de veiller à la qualité du lien social et de réactualiser les formes de solidarité qui

ont permis au Mali de survivre. Il faut également encourager la créativité, ce que j'ai toujours fait à titre privé, par exemple en cherchant des débouchés commerciaux aux broderies de Tombouctou, un art qui remonte au XI^e siècle. On peut suggérer aux tisserands de tisser des motifs plus abstraits, d'être plus audacieux. L'attitude trop élitiste d'un ministre de la culture amènerait dans notre cas à évacuer trop de savoirs. L'art « noble » ici s'est inspiré de sculptures anciennes que nous n'appellions pas artisans, des traditions du tissage, de la statuaire. Les potiers bérissent leurs outils avant de commencer à travailler. Pour elles, la pâte n'est pas qu'une pâte : elle est investie de sens. C'est ce que j'appelle « le sens des gestes qui créent ». »

« Avez-vous les moyens de votre politique ? »

« Avec un petit budget, nous avons réussi à faire beaucoup, à organiser par exemple une croisade culturelle sur le fleuve Niger, prévue pour le début de l'an 2000. Nous réhabilitons les infrastructures culturelles avec la participation des artistes et des artisans. Nous bénéficions d'aides extérieures, celles de l'Union européenne par exemple, pour les Rencontres internationales de la photographie africaine de Bamako, ou de la coopération française. En marge des projets étatiques, nous entretenons des projets de coopération bilatérale. »

« Être femme et ministre pose-t-il problème ? »

« Il y a six femmes ministres dans le gouvernement malien. Je n'ai aucunement le sentiment d'être brimée, marginalisée. Le fait est entré dans les mœurs en Afrique. »

« À quel point heurtez-vous le plus violemment ? »

« À la piraterie. Dans le domaine musical, très riche chez nous, et patrimonial. Le trafic des biens



Aminata Traoré : « Chaque Africain doit savoir que consommer ce qui est produit ici est une arme essentielle contre la marginalisation du continent. »

culturels, pourtant soumis à législation, n'a pas cessé. Nous venons de signer une convention avec les États-Unis : tout bien culturel illégalement importé sera rapatrié au Mali. Deux statuettes en terre cuite et une en bois, venues du Delta intérieur du Niger, devraient ainsi nous être restituées par le Musée de Boston prochainement. Pour

l'exemple, pour que cesse le pillage de l'Afrique. »

Propos recueillis par Veronique Mortagne

* Lire : *L'Etat, l'Afrique dans un monde sans frontières*, d'Aminata Traoré. Actes Sud, 185 p., 109 F (16,62 €).

DÉPÊCHES

■ ÉDITION : dix romans ont été sélectionnés pour le prix du Livre Inter : *Trop de soleil tue l'amour*, de Mongo Beti (Julliard) ; *Voir les jardins de Babylone*, de Geneviève Brisac (L'Olivier) ; *La Demande*, de Michèle Desbordes (Verdier) ; *Sans moi*, de Marie Desplechin (L'Olivier) ; *Bienvenue parmi nous*, d'Eric Holder (Flammmarion) ; En attendant le vote des bêtes sauvages, d'Ahmadou Kourouma (Seuil) ; *L'apprenti Faïtaud*, de Denis Lacharte (Actes Sud) ; *Son nom d'avant*, d'Hélène Lenoir (Minuit) ; *Mérod*, d'Olivier Rolin (Gallimard). Une trentaine de critiques littéraires ont établi cette sélection parmi 119 titres. Le plus grand nombre de suffrages a été remporté par *La Demande* et *Mérod*. Le prix sera décerné le 3 mai par un jury de 24 auditeurs de France-Inter, présidé par l'écrivain Jean-Marie Gustave Le Clézio. Le prix Inter 1998 avait été attribué à Martin Winckler pour *La Maladie de Sachs* (B.O.L.).

■ DANSE : Hervé Robbe, nommé au centre chorégraphique national du Havre/Haute-Normandie, devait marquer son arrivée vendredi 26 et samedi 27 février en dansant en solo *Polaroid*, créé pour l'ouverture. Le projet d'Hervé Robbe développera la danse dans son rapport aux arts plastiques et à l'image.

■ CINÉMA : le ministère de la culture a signé, vendredi 26 février, l'acte d'acquisition de l'American Center, situé dans le quartier de Bercy à Paris, appelé à devenir la Maison du Cinéma. Le prix d'achat est de 127 millions de francs (19,36 millions d'euros). Les travaux de réaménagement intérieur seront achevés dans deux ans.

THEMA DIMANCHE

La grande soirée thématique de toute la famille

arte

Dimanche 28 février à partir de 20.40

Cherchez la p'tite bête



Bienvenue dans le monde fascinant des fourmis !

20.40 La cité des fourmis

Un documentaire-catastrophe avec des milliers de figurants...

21.30 Format fourmis

Le film du film, où comment faire entrer une caméra à 50 cm sous terre.

22.00 Insectes en société

Une organisation sans équivalent dans le monde animal !

22.50 Des monstres attaquent la ville

Un film de Gordon Douglas où notre gentille petite bête devient monstrueuse. Brrr...

3615 ARTE (L. 24h) - WWW.arte-tv.com

Le phalanstère d'Ugine est menacé

CHAMBERY

de notre correspondant
Construit en 1910 à la demande du Suisse Paul Girod, fondateur des Acieries d'Ugine (Savoie), par l'architecte genevois Maurice Brillaud pour loger les ouvriers, le phalanstère d'Ugine est un bâtiment en surris. Son aile sud a été démolie début 1997, son aile nord fin 1998. Seul le corps central est encore utilisé pour des services informatiques. Jusqu'à leur transfert dans un nouveau local.

Ugine-Savoie, branche inox du groupe Usinor et numéro un mondial des produits longs, on évoque le sujet avec réticence. « À part la Fondation Brillaud à Genève, le sujet n'intéresse personne. Pourquoi renouer le passé ? », répond le service communication de l'entreprise. Directeur industriel du site, Marc Watblé rappelle que le phalanstère, situé à l'extérieur de la zone industrielle jusque dans les années 70, bloque aujourd'hui l'extension des ateliers. « Désormais,

nous n'avons pas d'autre solution que de le faire disparaître », commente-t-il.

« Le phalanstère d'Ugine n'est pas unique, mais c'est un exemple très intéressant d'un certain type d'architecture de montagne lié à une aventure industrielle. Il est regrettable que l'on n'ait pas pris l'initiative de le sauver. Le bâtiment est sain et facile à restaurer », affirme pourtant Ola Söderström, directeur de la Fondation Brillaud à Genève et coauteur de l'ouvrage *L'Industriel, l'Architecte et le Phalanstère* (L'Harmattan, 1997).

« Il est regrettable que l'on n'ait pas pris l'initiative de le sauver. Le bâtiment est sain et facile à restaurer »

Témoignage des rapports que la classe ouvrière voulait entretenir avec un patronat catholique influencé par la doctrine sociale de l'Eglise, cette réalisation, à la différence du familistère de Guise (Aisne), construit par Jean-Baptiste Godin, n'est, hélas, ni classée ni même inscrite à l'inventaire des Monuments historiques. Elle ne figure donc pas parmi les cinquante sites industriels recensés par Jean-François Belhoste et Paul Smith, chercheurs à la direction de l'inventaire général du ministère de la culture.

Sur l'idée du phalanstère, le philosophe-économiste Charles Fourier (1772-1837) avait fondé son nouvel ordre social communautaire harmonieux. Contraction de phalange et monastère, c'est une coopérative rurale de production et un édifice partagé entre logements et services communs. Construit en forme de « U », avec des matériaux naturels - la pierre et le bois - traités dans le souci d'intégration au paysage cher à Brillaud, le phalanstère d'Ugine était la perle la plus originale d'un programme de logements comprenant également des villas pour les

ingénieurs. Sur quatre étages, le bâtiment d'une soixantaine de logements, avec chauffage central et eau courante - fait remarquable pour l'époque - offrait également une série d'équipements collectifs : services médicaux gratuits, épicerie coopérative, local de distribution de lait - « La goutte de lait », restaurant, salle des fêtes... « Quand j'étais gamin, ma mère m'envoyait au phalanstère chercher du lait », se souvient Louis Bertrand, ancien maire (PCF) d'Ugine, toujours conseiller municipal dont les grands-parents, employés aux aciéries, étaient heureux de vivre au phalanstère, premier habitat social de la commune.

Y résider était en effet ressenti comme un privilège pour les Savoyards devenus ouvriers, comme pour les nombreux immigrés italiens, russes ou polonais, venus travailler aux aciéries. En 1922, lorsque Paul Girod s'en va, l'usine emploie en effet 2 400 personnes et compte 22 nationalités différentes. Au fil des ans, le bâtiment deviendra un simple lieu de passage dans un parcours de mobilité sociale, et après-guerre, les familles françaises préféreront aller vivre ailleurs. Les représentants du catholicisme helvétique ne sont pas les seuls tenants d'un paternalisme qui prêchait la nécessité de construire des habitations saines et rationnelles pour les travailleurs à proximité de l'usine, ce qui était également un moyen de fixer la main-d'œuvre en période de pénurie d'emplois qualifiés et de contrôler ses faits et gestes.

Cette conception, partagée par d'autres patrons paternalistes français, devait être battue en brèche par la montée du mouvement syndical et les grandes grèves de 1936, d'ailleurs massivement suivies à Ugine.

« L'urbanisme de Girod et Brillaud, qui séparait radicalement les ouvriers en fond de vallée des ingénieurs en position de surplomb au-dessus du village, semble avoir contribué à renforcer une division de classe au sein de l'organisation de l'entreprise », écrit encore Ola Söderström. Un témoignage architectural qui est aussi un maillon de la mémoire sociale.

Philippe Révil

Le Monde

À LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

Le Monde des idées

Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10

Le dimanche à 12 h 10 et à 17 h 10

Le Grand Jury

Le dimanche à 18 h 30

Le Grand Débat

FRANCE-CULTURE

Les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois

à 21 heures

À la « une » du Monde

RFI

Du lundi au vendredi

à 12 h 45 et à 17 h 10 (heures de Paris)

À la « une » du Monde

BFM

Du lundi au vendredi

à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40

Le samedi

à 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

que internationale

Jones a ouvert au « Monde »

l'édition de ses chansons d'amour préférées

de grand écran, flanquée de deux portraits imposants, diffusant d'Oprah Winfrey. Le monde entier, dont il s'agit, est en regardant les émissions de l'antenne d'un des plus grands médias américains.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Le 28 février, dans le South Side de Chicago, le ghetto, a été le premier quartier noir américain à être investi, à ce moment, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival, à l'occasion d'un festival.

Portraits de villes, portraits de soi

Galleries à Paris. Quatre photographes face à leur environnement : George Dupin, Igor Moukhine, Massimo Vitali, Julie Gazin

GEORGE DUPIN, galerie Martine et Thibault de La Châtre, 36, rue de Varenne, Paris 7^e. M^{me} Rue-du-Bac. Du lundi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Vitrine éclairée jusqu'à minuit. Tél. : 01-45-48-82-99. Jusqu'au 12 mars.

IGOR MOUKHINE, galerie Carré noir, 2, impasse Lebois, Paris 14^e. M^{me} Gaité. Du mardi au samedi, de 14 h 30 à 19 heures. Tél. : 01-40-47-04-39. Jusqu'au 15 mai.

MASSIMO VITALI, galerie du Jour-Agnès B., 44, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^{me} Les Halles. Du mardi au samedi, de 12 heures à 19 heures. Tél. : 01-44-54-55-90. Jusqu'au 26 mars.

JULIE GAZIN, galerie Camera Obscura, 12, rue Ernest-Cresson, Paris 14^e. M^{me} Denfert-Rochereau. Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures. Tél. : 01-45-45-67-08. Jusqu'au 20 mars.

L'expérience est intrigante. Jusqu'à minuit, le badaud parisien peut regarder, depuis la rue de Varenne, des photographies exposées dans la vitrine de la galerie Martine et Thibault de La Châtre. Sept photographes se succèdent jusqu'à 4 juin, par périodes de quinze jours. Quand l'invité aura clos sa quinzaine, ses œuvres seront déplacées sur les cimaises intérieures. Et ainsi de suite pour former, au bout de trois mois, une exposition de groupe.

Tout cela n'est pas anecdotique. Les sept photographes en question utilisent l'enquête documentaire pour analyser le paysage urbain. Tous s'affichent dans la rue et parlent de la rue. Au spectateur de plonger dans ces expériences pour

mieux se projeter dans son quotidien. George Dupin, ancien assistant de Raymond Hains, s'y colle le premier avec des images convaincantes de Caracas (Venezuela) : comment trouver son identité et vivre ensemble dans une métropole aussi éclatée ? Concevant son travail comme « des actualités » sur la ville, Dupin, avec des images proches du constat, aborde, par l'urbanisme, les conflits politiques, sociaux, ethniques. Il sera suivi par Paola Salerno, dont le travail sur La Plaine-Saint-Denis, à partir du 13 mars, est attendu.

PIÉGÉS DANS LA FOULE

Trois autres galeries parisiennes accueillent des artistes qui traitent autrement cette question de l'espace public et du paysage. Le Russe Igor Moukhine est le plus classique, qui présente chez Carré noir des images en noir et blanc prises à Moscou et Krasnodar. Ce Moscovite de trente-sept ans montre comment les jeunes Russes s'affirment dans un paysage bouleversé par les chantiers et les signes de la société de consommation : publicités pour Marlboro en toile de fond, jeunes filles dégustant des glaces en minijupes scintillantes. Moukhine, dans une tradition du reportage, a du savoir-faire, enjolivant son propos au moyen de contrastes formels - ombres et lumières - ou de motifs - vieille et nouvelle Russie.

La proposition la plus spectaculaire est celle de Massimo Vitali, découvert en France lors des Rencontres d'Arles de juillet 1998. Cet Italien de quarante-cinq ans présente, dans la spacieuse galerie du Jour, deux séries de grands formats en couleurs consacrées aux va-



Igor Moukhine, « Krasnodar, 1998 ».

cances des Italiens en août : de jour, agglutinés à la plage ; de nuit, compressés dans des discothèques. Les couleurs diurnes sont plombées par le soleil - blanc éblouissant, bleu turquoise de la mer, tâches de couleur des maillots ; celles de nuit sont denses.

L'image, servie par le grand format, est si nette qu'elle permet au spectateur de juger chaque personne dans la foule. Ces grands tableaux pompent affichent tous les ingrédients d'une certaine photo contemporaine : grand format, précision clinique, couleurs pastel, humain dans son environnement. Sans doute Vitali, dont la destinerie est indéniable, fait-il de la sociologie. Et nous du voyeurisme : les sujets qui se croient protégés dans la

foule se retrouvent livrés en pâture. Reste l'approche plus intime, littéraire et romantique. Julie Gazin invite à découvrir « la joie de vivre » à la galerie Camera Obscura. Dans ses vues méditerranéennes, il y a des indices balnéaires, des bateaux qui partent, des palmiers et des personnages qui semblent ailleurs - souvent Julie Gazin elle-même. En noir et blanc et puis en couleurs, comme pour noter un saut dans l'imaginaire, dans un autre temps immobile. Des photos nostalgiques, parfois floues, que l'on déguste comme des cartes postales début de siècle faisant resurgir un souvenir perdu.

Michel Guerrin

A Rouen, un « Didon et Enée » ridiculisé par la mise en scène

DIDON ET ENÉE, de Henry Purcell. Avec Sara Fulgoni (Didon), William Dazeley (baryton), Johanne Zomer (Belinda), Rosa Enskat (la Chanteuse). Chœur et orchestre Léonard de Vinci, Oswald Salaberger (direction), Christian Sedelmayer (mise en scène et scénographie). Théâtre des Arts, 22, place de la Bourse, Rouen, le 25 février. Prochain spectacle le 27, à 20 heures. Tél. : 02-35-71-41-36. De 95 F à 280 F.

ROUEN

de notre envoyé spécial
Le Théâtre de Rouen fut le lieu d'une grande activité lyrique, notamment sous la direction de Paul Ethuen, l'un des rares chefs à programmer régulièrement des opéras de Wagner en France. Cette saison, l'équipe de Marc Adam a été contrainte de laisser la place. Nouvelle structure coproductrice (Léonard de Vinci), chœur composé de quelques permanents et de chanteurs parisiens, repris en main par Laurence Equilbey, orchestre dont la composition montre clairement qu'il se veut opérationnel aussi bien pour la musique du XX^e siècle que le répertoire baroque. A la tête de ce vaisseau nouvellement armé, Laurent Langlois - directeur d'Octobre en Normandie, manifestation dédiée au XX^e siècle.

La signature du nouveau patron est audible et visible : musique planante dans le hall, programme en forme de plan d'architecte que l'on défile à grand-peine. L'ouverture de *Didon et Enée*, de Purcell, pre-

mière « vraie » production signée de la maison relookée, se donne tandis que défilent, projetés sur le rideau de scène, des extraits de films et de dessins animés. Le rideau se lève. Dans un long silence, le plateau dévoile une pyramide de bois. Une reine dans un morceau de tapis orange et un personnage qui lui sert de double lancent un couteau vengeur vers le ciel. Didon et son ombre se plaignent. Belinda, habillée en SDF, lit le journal et le déchire rageusement. Plus tard, au bout de cet ouvrage miniature mais chargé d'une densité musicale et dramatique, Belinda fume une cigarette, rangera ses petites affaires (dont un poste-transistor), enfilera un imperméable et laissera la pauvre Didon, à son sort abandonnée, au haut de sa pyramide alors que celle-ci lui dit : « Ta main, Belinda, sur ton sein laisse-moi reposer. » D'ailleurs Didon ne meurt pas, elle bavarde avec une copine passée la distraire, tandis que l'ombre, ceinte de blanc, repose sous leurs pieds.

FAUX HAPPENING

Il y a aussi une scène de femmes battues, des vieillards ventripotés en caleçons blancs fripés, une cour des miracles, une sorcière en chef déguisée en consorte israélienne... Belinda chante au micro, un personnage - « la Chanteuse », nouveauté du metteur en scène - intervient tout le temps, demande au pauvre Enée (un ivrogne hagard) s'il parle anglais. Un faux happening survient dans la salle : un spectateur se lève. On

pense qu'il va hurler contre cette mise en scène. Mais non, c'est le rôle de l'Esprit. Il chante son intervention, puis dit avoir chaud et demande des cigarettes à sa femme. Il sort. Pendant le lamento de Didon, un téléphone portable sonne. Fausse alerte - pas prévue dans la mise en scène de Christian Sedelmayer.

Le chef d'orchestre Oswald Salaberger dirige tout prestement, avec un surcroît de gestes. Tel Lorin Maazel au concert du Nouvel An viennois, il prend un violon et joue une sonate de Tartini entre deux actes. Comment, en jouant une sonorité et une intonation si

misérables, ose-t-on se faire entendre de manière aussi impudique et impudente ? Bonne distribution vocale, orchestre correct, chœur excellent, mais quel gâchis de voir cette sublime musique mise en pièces, sans cesse contrainte et ridiculisée par une mise en scène prétentieuse (il faut lire l'entretien avec Sedelmayer dans le programme) et vulgaire. Le public rouennais mériterait mieux que cet étalage de laide bêtise et l'a fait savoir (la salle était loin d'être comble) à cette première en huant copieusement.

Renaud Machart

Challenges

L'ECONOMIE C'EST VOUS

Le guide 99 de l'immobilier

La sélection des bonnes affaires, ville par ville

AUTOMOBILE

Le pan four de Renault

NOUVEAU FILM

HYGIÈNE DE L'ASSASSIN
Le premier long métrage de François Ruggieri reprend une partie du dispositif du premier roman homonyme d'Amélie Nothomb, le face-à-face entre un Prix Nobel de littérature obèse et impotent et une jeune femme qui veut lui faire avouer son secret. A cet exercice extrêmement littéraire, le réalisateur cherche une porte de sortie cinématographique et ne trouve qu'une enfilade d'images publicitaires et de tics

pour série télé policière, le tout nappé d'une bonne dose de cynisme envers ses personnages, maltraités comme à la foire. Ce n'est pas moderne, c'est juste « d'époque ». Même en compagnie de comédiens qu'on eût, ailleurs, plaisir à fréquenter, on n'est pas obligé d'aimer tous les jours son époque. Jean-Michel Frodon. Film français de François Ruggieri. Avec Barbara Schulz, Jean Yanne, Catherine Hiegel, Sophie Braustal, Richard Goldner. (1 h 20.)

SORTIR

PARIS

Solistes de l'Orchestre de Paris
La musique de chambre exige une préparation sans faute, une écoute mutuelle de chaque instant. Eschenbach, comme Barenboim autrefois, sait descendre de l'estrade pour retrouver le piano. Mais là, il ne s'agit plus pour lui d'être le patron, seulement un collègue.
Bratins : Sonate pour violoncelle et piano op. 99, Quatuor pour piano et cordes op. 25. Schoenberg : Fantaisie pour violon et piano op. 47. Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. Le 27, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 120 F.
Brigitte Engerer
Mazette ! Quel programme ! Entre les mains de la pianiste Brigitte Engerer, Ravel et Moussorgski n'ont rien à craindre. Elle a la technique, le tempérament qu'il faut à ces deux chefs-d'œuvre d'un romantisme tardif.
Ravel : Gaspard de la nuit. Moussorgski : Les Tableaux d'une exposition. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 8^e. M^{me} Alma-Marceau. Le 28, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 120 F.

Le Maroc au Zénith

Dans le cadre de l'année du Maroc, un premier volet de réjouissances populaires, avec Nass-el-Ghiwane, sans doute le plus symbolique des groupes de la nouvelle vague marocaine des années 70, et Najat Atabou, que l'on a vue en concert aux Belles Nuits du Ramadan en janvier, menant la salle à la baguette avec ses chansons proches du raï algérien, voix féministe et perturbante. Egalement au programme, de la musique arabo-andalouse, du chahbi (Naïma Samih, Statii, Jil Jilala).
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. Le 27, à 20 heures. Tél. : 01-43-67-08-08. 120 F.
Aurélia O'Leary
Cette grande jeune fille brune a de l'allant et des idées. Autant à l'écoute du jazz que du rock ou du hip hop. Aurélia O'Leary participe à l'un des dimanches soirs du Sunset, où les voix sont au programme. Avec elle, un trio qui compte en ses rangs le bassiste Daniel Yvinec, perturbant compagnon du guitariste Pierre-Jean Gauthier.
Sunset, 60, rue des Lombards, 1^{er}. M^{me} Châtelet. Le 28, 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 70 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Fermeture de l'usine Renault à Villeneuve
de Jan Bucquoy (Belgique, 1 h 25). Les Grandes Bouches de Bernia Bonvoisin (France, 1 h 45). Hygiène de l'assassin de François Ruggieri (France, 1 h 20). Liens secrets (*) de Michael Oblowitz (Etats-Unis, 1 h 38). La ligne rouge de Terrence Malick (Etats-Unis, 2 h 50). Rien sur Robert de Pascal Bonitzer (France, 1 h 45). (*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou par tél. : 09-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Guy Forret, Simon Pasieka, Emmanuelle Perat
Galerie Rachlin-Lemarié-Beaubourg, 23, rue du Renard, 4^e. M^{me} Châtelet. Tél. : 01-44-59-27-27. De 10 h 30 à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 27 février au 28 mars.
Jean-Luc Moulène
Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles, 4^e. M^{me} Bastille. Tél. : 01-42-78-32-24. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 27 février au 3 avril.

ENTREES IMMEDIATES

Le kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Cinéma muet en concert
Gardiens de phare (Jean Grémillon, 1929), musique de Jean-Louis Appet. Ensemble Sillages sous la direction d'Annick Minck.
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide. Le 27 février, à 20 heures ; le 28, à 16 heures. Tél. : 01-40-20-51-86. De 40 F à 70 F.
Les vendredis du faune
d'après Colette, mise en scène de Susana Lastra.
Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. M^{me} Château-de-Vincennes. Les 26 et 27, à 20 heures ; le 28, à 16 heures. Tél. : 01-43-28-97-04. 50 F.
Don Giovanni
de Mozart. Denis Sedov, Ludovic Tézier (don Giovanni), Thierry Félix, François Harismendy (Leporello), Elena Mosuc, Raphaëlle Farman (donna Anna), Sandra Zeltzer, Sophie Fournier (donna Elvira), Karine Ohanyan, Jaël Azzaretti (Zerline). Chœur de l'Opéra-Comique. Ensemble orchestral de Paris, Leopold Hager, Andreas Stoehr (direction), Philippe Arlaud (mise en scène). Opéra-Comique, salle Favart, 5, rue Favart, 2^e. M^{me} Richelieu-Drouot. Le 27, à 19 h 30 ; le 28, à 16 heures. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 500 F. Jusqu'au 9 mars.

Chœur de Radio-France
Rachmaninov : Vêpres. Vladislav Tchernouchenko (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e. M^{me} Ternes. Le 27, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Les fêtes galantes
« La France baroque » : œuvres de Pécor, Couperin, Lully et Angébert. Mario Raskin (clavessin), Béatrice Massin (direction, chorégraphie). Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. Le 28, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Musiciens de l'Opéra de Paris
Taira : Diffraction pour quatre claviers. Xenakis : Piérides. Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, 9^e. M^{me} Opéra. Le 28, à 20 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. 90 F.
Gordon Beck, Marcel Sabiani, Gilles Natanel
Petit Opportun, 15, rue des Lavan-dières-Sainte-Opportune, 1^{er}. M^{me} Châtelet. Le 27, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.
Sylvain Beuf, Eric Le Lann, Antonio Farao
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^{er}. M^{me} Châtelet. Le 27, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
La Nuit du Swahili
Nuit dansante comorienne. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e. M^{me} Château-d'Eau. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

RESERVATIONS

La Flûte enchantée
de Mozart. Friedemann Layer (direction), Robert Wilson (mise en scène), avec Rainer Trost/Kurt Streit, Gillian Webster/Barbara Havemann, Marie-Ange Todorovitch. Opéra-Bastille, 130, rue de Lyon, 12^e. Du 6 au 25 mars. Tél. : 08-36-69-78-68. De 60 F à 650 F.
Festival Bonifaces bleues
avec Diane Reeves, Mal Waldron « New York Trio », Ahmad Jamal Trio, Eddy Louiss, Archie Shepp & Le Gospel... Dans le département de la Seine-Saint-Denis : Du 9 mars au 16 avril. Tél. : 01-49-22-10-10.
Festival Chorus des Hauts-de-Seine
avec Julien Clerc, Faudel, Jacques Higelin, Zazie, Macéo Parker, Cheb Mami, Zachary Richard... Du 12 au 31 mars, dans une solennité de lieux. Tél. : 01-47-74-51-11.

DERNIERS JOURS

28 février :
Barthe Morisot, Degas, Manet, Renoir.
Musée Marmottan - Claude Monet, 2, rue Louis-Bouilly, 16^e. Tél. : 01-42-24-07-02. 40 F.

Mars

Une sélection
Cargo Hors les murs

THEATRE
Petite salle du Cargo
Insomnies
Clara/Laurent Prichurel
du 3 au 13 (relâche di.)

Hexagone Meylan
L'Angélie
Natcha de Pontcharra/Lotfi Achour
du 10 au 12 à 20 h

L'heure bleue St-M. d'Hères
Éléments moins
performants
Peter Turnini/Charles Brozoni
11 et 12 à 20 h 30

OPERA
Petite salle du Cargo
Le fusil de chasse
création contemporaine de
La Péniche Opéra
d'après le roman de
Yasushi Inoue
du 18 au 20

informations 04 76 25 91 91
4, rue Paul Claudel Grenoble

• hors

LE CARGO les MURS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 17.10 Le Monde des idées.
Thème : Une pensée unique ?
Invité : Pierre Rosanvallon.
LCI
- 21.20 Botero ou l'art démesuré.
Invités : Georges Borgeot,
Daniel Bonnaud, Gilbert Lascout,
Pascal Marchessault.
Forum Planète
- 23.25 Les Années Lénine.
Invités : François-Xavier Coudin,
Pierre Lorrain, Pierre Rigoulet,
Jacques Sapin.
Forum Planète

MAGAZINES

- 18.15 La Marche du siècle.
Présent : le cri du cœur.
Invités : Véronique Colucci,
Lucien Duquenne, André Gardes,
Marthe Chéreau, Christine Labas,
Karim-Robert Morand-Kaci,
Marine Lecomte.
TVS
- 19.00 TV5. Invités : Pierre Duhamel,
Patrick Sébastien.
TMC
- 21.05 Thalassa.
Le Grand Master des Bahamas.
TVS
- 21.40 Métropolis.
TVS
- 21.40 Planète Terre.
Les crocodiles (2/4).
TMC
- 22.15 Envoyé spécial. La part de l'ombre.
Les violents de Roulogne.
TVS
- 23.10 Tout le monde en parle.
Les femmes entre elles.
Ou est passée la chanson française ?
Invités : Michèle Bernier, Cachou,
Lio, Stéphane, Shere Hite,
Thierry Séchan, Rachid Taha,
Zabou et Lédéric, Robert Huez,
Pascal Sevran, Gérard Darmon,
Richard Bohringer.
France 2

DOCUMENTAIRES

- 19.00 Brocéliande.
entre légende et réalité.
Odyssée
- 19.40 Les Grandes Batailles du passé.
(17/18). Yorktown 1781.
Planète
- 19.55 Pinochet, un dictateur
face à ses victimes.
Odyssée
- 20.10 Protection rapprochée.
(3/4).
France 3
- 20.35 Dancing in the Street.
(17/18). Willie Loco Shaker.
Planète
- 20.45 L'Aventure humaine.
Un train entre ciel et terre.
Arte
- 21.35 Promenades sous-marines.
(4/4). Cueil corais.
Planète
- 21.40 Le Louvre Imaginaire.
Odyssée
- 22.30 Les Beaux-Arts à l'école.
France 3
- 22.50 URSS (1/8). 1900-1930 : la révolution
confinée.
Forum Planète
- 23.00 Les Descendants (3/13). Les Indiens
des tribus du Nord.
Histoire
- 23.05 La Naissance des Alpes.
Odyssée
- 23.13 Ashkenazy.
Born in the USSR.
Muzik
- 0.45 Portraits de gangsters.
(4/10). Bonnie and Clyde.
Planète

SPORTS EN DIRECT

- 17.50 Football. Championnat de D 2 :
Europort
- 20.00 Tennis. Tournoi messieurs
de Londres : demi-finales.
Europort
- 22.10 Boxe thaï.
Réunion de Marseille.
Canal+

MUSIQUE

- 20.30 Carmen.
Mise en scène d'Alfredo Arias.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra national de Paris,
dir. Frédéric Chaslin.
Muzik
- 20.50 Soirée Robert Schumann.
Muzik
- 23.10 Bizet. La Symphonie « Roméo ».
Par l'Orchestre symphonique
de la RTVE, dir. J.-C. Casadesu.
Muzik
- 0.10 The Nat « King » Cole.
Shows 3 et 4 octobre 1957.
Muzik

THÉÂTRE

- 0.35 Le Ruban.
Pièce de Feydeau. Mise en scène
de Régis Santon.
France 3

TÉLÉFILMS

- 20.55 Les Caprices du destin.
Guy Green (1 et 2).
Télé
- 22.15 Duo. Yvanille Rie.
Festival
- 21.00 Schumann, romance perdue.
Saver Ruggeri.
Muzik
- 21.00 Cop Rock.
Muzik
- 22.40 Spectromania. Eau trouble.
Arte

SÉRIES

- 20.50 Charmed. Episode pilote :
le livre des ombres.
M 6
- 20.55 Le Refuge. La Finette.
France 3
- 21.00 Cop Rock.
Muzik
- 22.15 The Practice. Chien méchant.
Premier degré (v.o.).
Canal Jimmy
- 22.40 Spectromania. Eau trouble.
Arte

FILMS

- 16.10 Heltayoppin.
Henry C. Foster (États-Unis, 1941, N.
v.o., 90 min).
Cinéma
- 20.40 Association de malfaiteurs.
Claude Zidi (France, 1986,
110 min).
TSR
- 20.45 Broken Arrow.
John Woo (États-Unis, 1996,
105 min).
RTBF 1
- 23.00 Stromboli.
Roberto Rossellini. Avec Ingrid
Bergman, Mario Vitale (Italie, 1949, N.
v.o., 110 min).
Ciné Classics
- 23.00 Les 39 Marches.
Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne,
1953, N. v.o., 85 min).
Cinéma
- 23.40 Les pas-sol de la peur.
Wes Craven (États-Unis, 1991,
105 min).
TSR
- 0.25 Les Oiseaux.
Alfred Hitchcock. Avec Tippi Hedren,
Timothy Dalton (EU, 1963, v.o.,
120 min).
Cinéma
- 0.40 Randonnée.
pour un tueur.
Roger Spottiswood (États-Unis, 1988,
110 min).
Cinéma 2
- 1.00 Ludwig ou le crépuscule
des dieux.
Ludwig von (1923) (Fr.-It.-Al.,
1972, 150 min).
Ciné Cinéma 2
- 1.30 Oit est la maison
de mon ami ?
Abbas Kiarostami (Iran, 1987, v.o.,
85 min).
Arte
- 2.05 L'Eau froide.
Olivier Assayas (France, 1994,
101 min).
Cinéma 1
- 2.25 Une femme disparaît.
Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne,
1958, N. v.o., 85 min).
Cinéma
- 2.25 Traquée.
Ridley Scott (États-Unis, 1988,
105 min).
Cinéma 2
- 4.00 1941.
Steven Spielberg (États-Unis, 1979,
v.o., 115 min).
Cinéma

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
- 18.05 Sous le soleil.
19.05 Mérose Place.
20.00 Journal. Météo.
20.50 Drôle de jeu. Spéciale neige.
23.10 Hollywood Night.
Alerte à la bombe.
0.45 Certains Leeb jazz à Nice.
- FRANCE 2
- 18.50 Sur la vie d'un mère.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Le monde est petit.
20.00 Journal. Météo.
20.55 Le Plus Grand
Cabaret du monde.
23.10 Tout le monde en parle.
Ou est passée la chanson française ?
0.45 Journal. Météo.
1.05 Friends. Celui qui renoue
son singe (1 et 2) (v.o.).
1.30 Bouillabaisse de culture.
Migration et métissage.
- FRANCE 3
- 18.20 Questions pour un champion.
19.00 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information. Météo.
20.10 Protection rapprochée.
20.40 Tout le sport.
20.55 Le Refuge. La Finette.
22.30 Les Beaux-Arts à l'école.
23.30 Météo. Soir.
23.35 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.25 et 2.15 Saturnales.
0.35 Le Ruban.
Pièce de Georges Feydeau.
- CANAL+
- En clair jusqu'à 20.35
- 19.00 T.V.
19.50 Jean-Luc et Faipassa.
20.00 Daria.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.55 Samedi comédie.
20.55 H. Une histoire de mari.
21.00 Blaise et moi. Sur.
21.20 Spin City. Coup de froid.
21.45 South Park. Variété.
22.10 Beau travail. Réunion de Marseille.
0.00 L'Héritage de la balne.
Film. James Foley.

ARTE

- 19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 27 février 1945 :
Deux Européens en vain.
19.45 Méteo. Arte info.
20.05 Le Dessous des cartes. Euroand.
20.15 Monty Python Live
at the Hollywood Bowl. (2/3).
20.45 L'Aventure humaine.
Un train entre ciel et terre.
21.40 Métropolis.
22.40 Spectromania. (4/4).
Eau trouble.
23.30 Music Planet. Rolling Stones.
Tournée mondiale 1997.
0.00 Gimme Shelter.
Film. David Mayes, Albert Mayes
et Charlotte Evans (v.o.).
1.30 Oit est la maison
de mon ami ?
Film. Abbas Kiarostami (v.o.).
- M 6
- 19.05 Turbo. Magazine.
19.45 Warning.
19.54 Le Six Minutes. Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.50 La Trilogie du samedi.
20.50 Chéri de la nuit. (1 et 2) (v.o.).
21.50 The Scorpion. La république.
22.45 Buffy contre les vampires.
La soirée de Scott Macaulay.
23.35 Brit Awards 99.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
- 20.00 Fiction. Arthur Schuster.
22.35 Opus. Philippe Sarras.
votre ami de cinéma.
- FRANCE-MUSIQUE
- 19.30 La Flanée vendue.
Opéra de Smetana. Pa. le Chœur de l'Opéra et
l'Orchestre philharmonique
de Monte-Carlo, dir. Zdeněk Mácal.
23.07 Présentez la facture.
- RADIO CLASSIQUE
- 20.00 Les Soirées. L'école de Mannheim.
Œuvres de Stamitz, Richter, Bach,
Jimmell, Rousset, Carabich,
Samir, Von Weber.
22.00 Da Capo. Archives Frances Poulenc.
Œuvres de Brahms, Bach, Scarlatti,
De Falla, Ravel, Satie, Poulenc, Ravel,
Stravinski.

TELEVISION

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 La Flanée vendue.
Créée à Prague en 1866, La Flanée
vendue est le plus connu des opéras
de Smetana. Pourtant son dé-
part fut assez laborieux et le
compositeur dut le retoucher à
cinq reprises avant de voir le public
s'en enrichir. L'introduction d'un
ballet se révéla décisive. La valeur
dramatique du livret et la sélec-
tion de la partition mélangent la frai-
cheur de l'inspiration mélodique à la
couleur locale frent le reste.

CINÉ CLASSICS

- 23.00 Stromboli.
Pour sortir d'un camp de per-
sonnes déplacées, Karin, jeune
femme des pays baltes, épouse An-
tonio, un soldat démobilisé qui la
ramène sur son île volcanique de
Stromboli. Elle ne peut s'adapter.
Ingrid Bergman venait de quitter
Hollywood pour entrer dans la vie
et l'œuvre de Rossellini. A
l'époque (1949), le « scandale » de
cette liaison étouffa la grandeur de
ce film... diffusé en v.o.

ARTE

- 23.30 Music Planet
Inusables, incontestables, indé-
modables... revoici les Rolling Stones.
Dans Gimme Shelter, un document
légendaire d'Albert et David Mayes
sur la tournée des Stones aux États-
Unis, en 1969, marquée par le
meurtre d'un jeune Noé. Ce témoi-
gnage impressionnant sera précédé
de la rediffusion d'un numéro du
magazine « Tracks » consacré aux
préparatifs de la tournée mondiale
de 1997.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.10 et 0.10 Le Monde des idées.
Thème : Une pensée unique ?
Invité : Pierre Rosanvallon.
LCI
- 18.30 Grand Jury RTL-Le Monde-LCI.
François Hollande.
TF1
- 19.00 Public. Invité : Alain Madelin.
France 3
- 22.50 Politique dimanche.
Invité : Daniel Cohn-Bendit.
France 3
- 23.25 Les Mouvements
neo-zapatistes.
Forum Planète

MAGAZINES

- 9.30 Journal de la création.
Isabelle Moreau.
Alain Resnais.
La Cinquième
- 11.00 Droit d'auteurs.
Spécial : Les musiques démocratiques.
Invités : Blanche Knigge,
Nicolas Thoury, Nicolas Iverset,
Jean-Louis Bourlanges,
Frédérique Brindin.
La Cinquième
- 12.05 Argent public.
Invité : Rod Marre.
Yves Caracac.
France 2
- 12.30 Arrêt sur images. Chiffres et médias.
Avec Jacques Roch, Sylviane Gaudes.
Olivier March.
La Cinquième
- 15.05 Planète Terre.
Les crocodiles : De Constantinople à
Jensalem (2/4).
TMC
- 15.30 Envoyé spécial. Les années 90.
Le rôle de la télévision.
Invités : Marie-Hélène Labbé,
Sylvain Joly.
Histoire
- 16.00 Le Sens de l'Histoire.
Nommé à l'Académie.
Invités : Alexandre Adler,
Nicolas Werth,
Claude Meunier.
La Cinquième
- 16.45 Sud. Invités : Yves Coppens,
Toni et Louis Petroselli,
Paul Obadia.
TMC
- 18.05 Stade 2.
Avec André Maurer.
France 2
- 18.30 Le Gal Savoir.
La nouvelle des Huns.
Invités : Christian Miller,
Régis Marceau, Dan Franchi,
Général Dornier, Bernard Frank,
Frédéric Bédouin.
Paris Première
- 20.45 Le Magazine de l'Histoire.
Mythes et mystères.
Invités : Maurice Sartre,
Régis Charvet, Jean-Yves Martin,
Cécile Boulay,
Jean-Christophe Pothier.
Histoire
- 20.50 Zone interdite.
Elles font un bébé toutes seules.
M 6
- 21.05 Faut pas rêver.
Escapade en Ile-de-France.
Mauricie : Les mœurs de l'été.
France : Sous les ponts, la musique.
Vienne : La porte Douane.
TVS
- 21.45 Envoyé spécial. Les années 90.
Destins croisés.
Invité : Claire Biset.
Histoire
- 0.30 Métropolis.
Réflexion sur l'éducation.
Arte

DOCUMENTAIRES

- 17.35 Couples légendaires.
William Rosanvallon.
La Cinquième
- 17.50 Les Oranges-outans
avec Julia Roberts.
Odyssée
- 18.15 La Rivière des souches.
Planète
- 18.30 Les Descendants. (9/13). Les Indiens
des tribus du Nord.
Histoire
- 19.00 Les Kogis de Colombie.
survivants d'une autre époque.
Odyssée
- 19.35 Les Ateliers du rêve.
(9/13). La règle de l'écriture.
Histoire
- 19.45 Zoo, état des lieux. (2/4).
Planète
- 20.00 Monique Devaux.
Mauricie : musique du Louvre.
Muzik
- 20.15 Protection rapprochée.
(4/4).
France 3
- 20.35 Portraits de gangsters.
(4/10). Bonnie and Clyde.
Planète
- 20.40 Théma. Le monde des fourmis.
Arte
- 21.25 Les Grandes Expositions.
L'impressionnisme et le paysage français.
Planète
- 22.20 Voyage en Patagonie.
Où naissent les géants.
Odyssée
- 22.30 Zapata mort ou vif.
Forum Planète
- 22.45 Cinq colonnes à la une.
Planète
- 22.50 La Faune africaine.
Journal. spectacle
des rhinocéros.
Odyssée
- 23.15 Lignes de vie.
Dernières vagues à Aubou.
France 2
- 0.00 Estonie.
La version de l'éclosion.
Histoire
- 0.10 La Montée au pouvoir
des femmes. (1 et 2).
Télé
- 0.35 Les Innocents
du couloir de la mort.
Odyssée
- 0.55 Radio Bikini.
Planète

SPORTS EN DIRECT

- 14.25 Tennis. Open Cup de France :
finale.
Paris Première
- 14.30 Biathlon. Coupe du monde.
relais 4x7,5 km mixtes.
Europort
- 17.45 Handball. Coupe d'Europe féminine.
Quart de finale (1 et 2).
AB Sport
- 18.00 Biathlon. Coupe du monde.
relais dames.
Europort
- 21.30 Football. Championnat d'Europe
Indon 1997 : finale.
Europort

MUSIQUE

- 17.50 Echo et Narcisse. Mise en scène
Herbert Wernicke. Par l'Orchestre
du Concerto de Cologne,
dir. René Jacobs.
Muzik

- 19.00 Maestro.
Sébastien Mété, de Francis Poulenc.
Avec Judith Hovors, soprano.
Par l'Orchestre philharmonique
de la BBC et les chœurs des collèges de
Oxford et de St John, dir. Christopher
Robinson.
Arte
- 20.00 Hallelujah. Shows 21 et 22.
interprétés par le Nova
Scotia Mass Choir.
Muzik
- 20.35 Gala de Berlin 97.
Avec Anne-Sophie von Otter, chant ; Bryn
Terfel, chant ; Véronique Gens, chant ;
Sofie Donoff, chant ; Roberto Alonso,
chant ; Mikko Peltola, piano ; G.
Shahmoradian, violon.
Par l'Orchestre philharmonique
de Berlin, l'Orchestre Donostia et
le Sinfonietta Amsterdam,
dir. Claudio Abbado.
Muzik
- 21.00 The African Prom.
Concert 90.
Muzik
- 22.25 Phil Woods.
Jazz à Vienne 1996.
Paris Première
- 22.30 La Festa des Suds.
Marseille 1998.
Avec Jacques Huet, chant ; Roberto Alonso,
chant ; Mikko Peltola, piano ; G.
Shahmoradian, violon.
Muzik
- 0.05 The Joshua Redman Quartet.
Bruxelles 1998.
Avec Joshua Redman, saxophone ténor ;
Brian Balfanz, basse ;
Peter Martin, piano ;
Chris Thomas, contrebasse.
Muzik
- 0.35 Musiques au cœur. Concours
Long-Thibaud (2/2).
France 2

TÉLÉFILMS

- 20.40 Fatale obsession.
1998. Rue
- 20.55 Pour l'amour de Thomas.
Claude Gagnon.
Télé
- 22.10 L'Ennemi public numéro 2.
Edouard Niermans.
Festival
- 22.15 La Gazette. Desfroidé.
TVS

COURTS MÉTRAGES

- 1.30 Oklahoma Outlaws.
R. Reeves Eason.
France 3

SÉRIES

- 19.00 Stargate SG-1.
Le malin de la nuit.
M 6
- 19.45 Ally McBeal. They Eat Horses.
Don't They ? (v.o.).
Télé
- 20.50 Dream On. Que va-t-il
faire à l'école ? (v.o.).
Canal Jimmy
- 20.55 Wycliffe. Question d'héritage.
Le fantôme.
France 3
- 21.00 Friends.
The One with the Thanksgiving
Flashback.
Canal Jimmy
- 22.30 New York Police Blues. Sur
de nouvelles bases (v.o.).
Canal Jimmy
- 0.10 Cop Rock.
Oil of Off-Lay (v.o.).
Canal Jimmy

PARIS PREMIERE

- 21.00 Nola Darling n'en fait
qu'à sa tête.
Ce cycle Spike Lee commence par
le premier long métrage qu'il a
tourné, en 1986, pour 175 000 dollars. Par la suite, Nola
Darling n'en fait qu'à sa tête, gonflé
en 35 mm et distribué dans les cir-
cuits populaires aux États-Unis, en
rapporta 5 millions ! Des airs de
jazz bercent les images en noir et
blanc, parfois très crues dans les
scènes d'amour physique.

FILMS

- 10.50 1941.
Steven Spielberg. Avec Dan Aykroyd,
John Belushi (États-Unis, 1979,
115 min).
Paris Première
- 18.00 Pat Garrett et Billy le Kid.
Sam Peckinpah (EU, 1973, version
corte, 105 min).
Ciné Cinéma 1
- 18.50 Peggy Sue s'est mariée.
Francis Ford Coppola (États-Unis,
1986, 105 min).
Cinéma 2
- 20.05 Ludwig ou le crépuscule
des dieux.
Ludwig von (1923) (Fr.-It.-Al.,
1972, 150 min).
Ciné Cinéma 3
- 20.30 Plus dure sera la chute.
Mark Robson (États-Unis, 1956, N.
v.o., 110 min).
Ciné Classics
- 20.40 L'Aventure du Poséidon.
Ronald Neame (Grande-Bretagne,
1972, 120 min).
RTL 9
- 20.55 Inévitablement.
Clint Eastwood (États-Unis, 1992,
135 min).
France 2

- 21.00 Nola Darling n'en fait
qu'à sa tête.
Spike Lee.
Avec Tracy Camilla Johns,
Redmond Hicks (États-Unis, 1986,
95 min).
Paris Première
- 21.00 Parrain d'un jour.
100 min).
Cinéma 2
- 22.25 Pat Garrett et Billy le Kid.
Sam Peckinpah (États-Unis, 1973,
105 min).
Ciné Cinéma 2
- 22.55 America, America.
Ella Kazan (États-Unis, 1963, N. v.o.,
170 min).
Cinéma
- 23.50 Les Disparus de Saint-Agil.
Christian-Jaque (France, 1938, N.
v.o., 100 min).
Ciné Classics
- 0.05 La Vie de Louis Pasteur.
William Dieterle (États-Unis, 1936, N.
v.o., 85 min).
France 3
- 0.30 Traquée.
Ridley Scott (États-Unis, 1988, v.o.,
105 min).
Cinéma 2
- 1.15 André.
Henri Huet (Fr., 1991,
90 min).
Ciné Cinéma 3
- 1.30 Le Cirque.
Charles Chaplin (États-Unis, 1928, N.
v.o., 70 min).
Ciné Classics
- 1.45 L'Amour en fuite.
François Truffaut (France, 1978,
95 min).
Cinéma

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
- 15.10 Rick Hunter.
16.00 Michel Buchannon.
17.00 Drawings.
17.50 Vidéo pag.
18.25 30 millions d'amis.
18.50 L'Euro en poche.
19.00 Public. Invité : Alain Madelin.
20.00 Journal. Météo.
20.50 Gros fatigues.
Film. Michel Blanc.
22.25 Ciné dimanche.
22.35 Le Vol de l'intruder.
Film. John Miles.
0.45 TF 1 nuit. Météo.
0.55 Musiques en France.
La musique de Bach à Koenig.
- FRANCE 2
- 16.15 Zone sauvage.
17.10 L'Euro.
17.15 Nash Bridges.
18.04 Parous olympique.
18.05 Stade 2.
19.30 et 23.10 1 000 enfants
vers l'an 2000.
19.25 Vivement dimanche prochain.
20.00 Journal. Météo.
20.55 Impitoyable.
20.55 Zone interdite.
21.35 Lignes de vie.
Dernières vagues à Aubou.
0.15 Journal. Météo.
0.35 Musiques au cœur.
Du concours Long-Thibaud (1 et 2).
1.30 Savoir plus santé.
- FRANCE 3
- 16.00 Sports dimanche.
17.45 et 23.45 L'Euro, mode d'emploi.
17.45 Va savoir.
18.25 Le Mag du dimanche.
18.35 Le 19-20 de l'information. Météo.
20.10 Bol d'air.
20.15 Protection rapprochée.
20.50 Consomag.
20.55 Wycliffe. Question d'héritage.
Le fantôme.
22.50 Politique dimanche.
23.45 Météo. Soir.
0.05 Cycle de Minuit.
A la redécouverte de la Warner Bros.
La Vie de Louis Pasteur.
Film. William Dieterle (v.o.).
1.30 Oklahoma Outlaws. Court métrage.
R. Reeves Eason (v.o.).
- CANAL+
- 15.00 L'Évasion parfaite.
Téléfilm. Armand Mastroianni.
16.25 Babyfats. La rivière des anges.
Téléfilm. Janet Grell.
18.00 Les 101 Dalmatiens.
Film. Stephen Herek.
► En clair jusqu'à 20.35
- 19.50 Ca cartoon.
20.35 La recherche du passé.
Film. Jeron Krabbé.
22.10 L'Équipe du dimanche.
0.40 Paris.
Film. Raymond Depardon.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 15.00 L'Ouest canadien.
16.00 Le Sens de l'Histoire.
17.35 Couples légendaires.
17.50 Le Gullif.
19.00 Maestro.
Sébastien Mété, de Francis Poulenc.
19.45 Méteo. Arte info.
20.15 Bob et Margaret.
20.15 Une journée avec...
17.10 R.S.V.P.
Téléfilm. Paolo Barzman.
19.00 Stargate SG-1.
19.54 Le Six Minutes. Météo.
20.05 E = Mc.
20.35 et 0.55 Sport 6.
20.50 Zone interdite.
Elles font un bébé toutes seules.
22.45 Météo. La Minute Internet.
22.50 Culture pub. Les jeux vidéo.
La pub dans les jeux vidéo.
23.07 Le Prix de la chair.
Téléfilm. Joe D'Amato.
- M 6
- 15.15 Racines.
Téléfilm. David Gatten
et John Erman (2/4).
16.55 Une journée avec...
17.10 R.S.V.P.
Téléfilm. Paolo Barzman.
19.00 Stargate SG-1.
19.54 Le Six Minutes. Météo.
20.05 E = Mc.
20.35 et 0.55 Sport 6.
20.50 Zone interdite.
Elles font un bébé toutes seules.
22.45 Météo. La Minute Internet.
22.50 Culture pub. Les jeux vidéo.
La pub dans les jeux vidéo.
23.07 Le Prix de la chair.
Téléfilm. Joe D'Amato.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
- 19.00 Dimanche musique.
20.30 Le Concert. Rock. Festival du vin
du Rock à Saint-Malo. Rachid Taha.
21.45 Laissez-Passer.
22.35 Atelier de création
radiophonique. Œuvres de Gaudin.
0.05 Radio archives. Claude Lévi-Strauss.
Culture et langage.
- FRANCE-MUSIQUE
- 19.07 Comme de bien entendu.
Invité : Jacques Dolon.
20.30 C'est à l'été. Invité : Jacques Gauthier.
plan. Hommage à Jeanne-Marie
Dante.
Œuvres de Saint-Saëns, Weber, Ravel.
22.00 En musique dans le lycée.
23.07 Transversales.
Œuvres de Parth, Conlon,
Nancarrow, Reich, Evangelista.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Soirée lyrique.
Hommage à Maurice Strakos.
André Chemet. Opéra de G. Giordano.
Le National Philharmonique
Orchestre, dir. James Levine.
21.51 Don Giovanni de Mozart.
Giovanni Adorno, de Rossini ; Œuvres
de Donizetti, Mercadante, Verdi,
Mascagni, Puccini, Respighi.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- 0 Tous publics
1 Accord parental souhaitable
2 Accord parental indispensable
ou interdit aux moins de 12 ans
3 Public adulte
4 Interdit aux moins de 16 ans
5 Interdit aux moins de 18 ans

Les codes des films

- On peut voir
■ ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
■ Les symboles spéciaux de Canal+
■ Dernière diffusion
■ Sous-titrage spécial pour
les sourds et les malentendants

Affaire Elf : des perquisitions ont visé l'ancien ministre (RPR) M. de Peretti

Les juges enquêtent sur les salariés de la filiale suisse du groupe

LES JUGES d'instruction chargés de l'affaire Elf semblent désormais orienter leurs investigations vers les anciens salariés de la filiale suisse Elf-Aquitaine internationale (EAI).

Présidée jusqu'en 1993 par Alfred Sirven, alors directeur des « affaires générales » du groupe pétrolier, aujourd'hui en fuite et faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, cette société a compté parmi ses salariés l'ancien ministre Jean-Jacques de Peretti, maire (RPR) de Sarlat (Dordogne). Ce dernier a été visé, vendredi 25 février, par une série de perquisitions conduites à Paris puis en Dordogne par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky.

« Je me sens plutôt soulagé », a déclaré au Monde M. de Peretti, au terme de cette vague de perquisitions, dans ses différents domiciles, ainsi qu'au siège de sa permanence électorale et jusqu'à la mairie de Sarlat. Il a indiqué avoir remis aux enquêteurs certains « documents personnels », liés à son patrimoine personnel et à ses activités professionnelles.

L'ancien ministre avait publiquement reconnu, en 1997, avoir perçu 20 000 francs par mois de la société EAI, entre avril 1990 et septembre 1991, « de manière tout à fait régulière », pour des prestations de « consultant » liées à la géopolitique et aux pays du golfe Persique (Le Monde du 5 juillet 1997).

« J'ai dit aux juges que j'étais à leur disposition pour répondre à leurs questions, elles ne m'ont pas encore convoqué »

Ces paiements avaient néanmoins été effectués sous couvert d'une société au nom passe-partout, dénommée Consultassiss-

tance. Curieusement, M. de Peretti, qui a assisté aux perquisitions effectuées à Sarlat, n'a pas été interrogé. « Je leur ai dit que j'étais à leur disposition pour répondre à leurs questions, mais elles ne m'ont pas encore convoqué », a-t-il indiqué. Outre le maire de Sarlat, la filiale EAI a versé des salaires à un proche de François Mitterrand, le radiologue Laurent Raillard, qui avait pour cela été mis en examen en 1998.

Les juges ont également conduit, en début de semaine, une série de perquisitions visant un proche collaborateur de Charles Pasqua, l'ex-policier Daniel Leandri, qu'ils soupçonnent d'avoir été rémunéré par cette même voie. L'ancienne compagne de Roland Dumas, Christine Deviers-Joncour, dont M. de Peretti fut le premier époux, comptait aussi parmi ces salariés. « Jamais Alfred Sirven ne m'a dit qu'elle travaillait pour lui, assure l'ancien ministre, ni qu'elle était rémunérée par la même filiale que moi. »

Hervé Gattegno

Le Congrès juif mondial menace de s'opposer à la fusion SG-Paribas

Il critique l'« attitude peu coopérative » des banques françaises

LES BANQUES sont décidément dans la ligne de mire du Congrès juif mondial (CJM). L'institution a annoncé, vendredi 26 février, qu'elle envisageait de s'opposer à la fusion entre la Société générale et Paribas, ces deux organismes financiers n'ayant pas, selon elle, assez progressé dans le règlement des plaintes liées à l'holocauste. « La fusion elle-même peut difficilement être arrêtée, dans la mesure où l'offre publique d'échange a été lancée le 12 février et sera achevée le 19 mars. Cette opération ne peut pas être bloquée », indique toutefois un proche du dossier.

Le CJM ne peut certes pas empêcher une fusion bancaire, mais ses avis sont souvent suivis avec une grande attention par les responsables politiques américains. La menace pour SG-Paribas, le nouvel ensemble qui doit naître du mariage des deux banques - chacune d'entre elles ayant des activités dans l'état de New York -, est, dès lors, d'être boycotté aux États-Unis.

Déjà, ces derniers jours, le CJM a fait un peu plus monter la pres-

sion. Le Congrès a indiqué récemment que « d'éventuelles sanctions contre des banques françaises seraient examinées » lors de son comité exécutif, qui se tiendra fin mars (Le Monde du 24 février). Il critique l'« attitude peu coopérative » des établissements financiers de l'Hexagone, exigeant un accord de dédommagement des victimes et de leurs héritiers dans des délais courts. Plusieurs banques françaises sont ainsi assignées devant le tribunal du district Est de New York. Parmi celles-ci figurent la Société générale, Paribas, le Crédit lyonnais, le Crédit agricole, Indosuez, Natexis, la BNP, les filiales françaises de la Chase Manhattan et de JP Morgan.

TRAITEMENT INAPPROPRIÉ

Les avocats des sociétés visées estiment que ces affaires relèvent des autorités françaises. « Nous travaillons et n'avons pas attendu les plaintes des Américains pour cela », indique une banque. Elles renvoient aussi à la mission sur la spoliation des juifs de France, pré-

sidée par Jean Mattéoli, qui doit rendre son rapport fin 1999.

Il n'empêche, le ton ne cesse de monter du côté du Congrès juif mondial, qui, s'il est divisé - les représentants de l'institution dans certains pays européens étant opposés au chantage - conserve des moyens de pression forts. C'est le CJM qui a fait fléchir la Deutsche Bank et les banques suisses. Les menaces étaient fortes : le blocage du rachat de Bankers Trust pour la banque allemande et le boycottage des activités des banques suisses outre-Atlantique.

Les banques françaises, pour leur part, refusent d'être assimilées aux banques suisses et estiment qu'un traitement financier de cette affaire amoindrirait la dimension morale, qui reste à leurs yeux essentielle. « Au regard des travaux qui sont effectués par les banques françaises, les menaces de boycottage sont inappropriées », explique le cabinet d'avocats Shearman et Sterling, qui représente les établissements français.

Pascal Santi

Le maire de Montpellier porte plainte pour vol à la SMTU

GEORGES FRÈCHE, le maire (PS) de Montpellier, a annoncé, vendredi 26 février, que la Société montpelliéraine de transports urbains (SMTU), qu'il préside, avait déposé une plainte pour vol après avoir découvert un trou de 2,4 millions de francs (365 877 euros) dans la billetterie de l'entreprise. La SMTU avait déjà repéré des anomalies comptables lors de l'exercice 1997 : des chèques encaissés par la société n'avaient pas été crédités sur son compte bancaire. Entendu par sa hiérarchie, le caissier principal de l'entreprise s'est défendu d'être impliqué dans la disparition des chèques. Il a cependant été suspendu de ses fonctions à titre conservatoire en attendant l'issue d'une enquête interne qui a été ouverte parallèlement à l'enquête judiciaire. - (Corresp.)

La Fnac se mobilise pour l'Algérie

EN ORGANISANT, du 27 février au 13 mars, une série de manifestations avec des écrivains, des musiciens, des photographes et des cinéastes algériens, la Fnac veut contribuer à faire connaître le dynamisme culturel d'un pays où la violence meurtrière n'a épargné ni les artistes ni les intellectuels. Sur le thème « Algérie, j'écris ton nom », les magasins de l'enseigne organisent des expositions de photos, des rencontres avec des chanteurs ou des romanciers et présentent une sélection de 28 disques et 30 livres. Un recueil de nouvelles diffusé d'abord sur Internet (Chrouille filée, de Hamid Skif) est édité (140 p., 92 F, 14,02 €), ainsi qu'un CD intitulé Chroniques d'Alger.

Le 13 mars, une manifestation est organisée, de 13 heures à 18 heures, au palais des expositions de la porte de Versailles, à Paris, avec concerts, témoignages et lectures publiques. L'entrée est gratuite mais, pour des raisons de sécurité, les billets doivent être retirés à partir du 27 février dans les magasins et ne pourront être délivrés sur place.

Succès pour le 116^e tir d'Ariane

LE PREMIER TIR de l'année de la fusée Ariane-4, effectué dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 février depuis le centre spatial guyanais de Kourou, a été un succès. Pour son 116^e vol, le lanceur européen a mis sur orbite les satellites de télécommunications Arabsat-3A, réalisé en France sous la maîtrise d'œuvre d'Alcatel pour le compte de la Ligue arabe, et SkyNet-4E, destiné à assurer, pendant sept ans, des services de communications stratégiques et tactiques pour les forces armées britanniques.

En 1999, Arianespace prévoit neuf ou dix autres tirs d'Ariane-4 et trois de la nouvelle fusée Ariane-5. Le prochain lancement, prévu le 2 avril, doit assurer la mise sur orbite du satellite de télécommunications et de météorologie Insat-2E, de l'Organisation indienne de recherche spatiale. - (AFP)

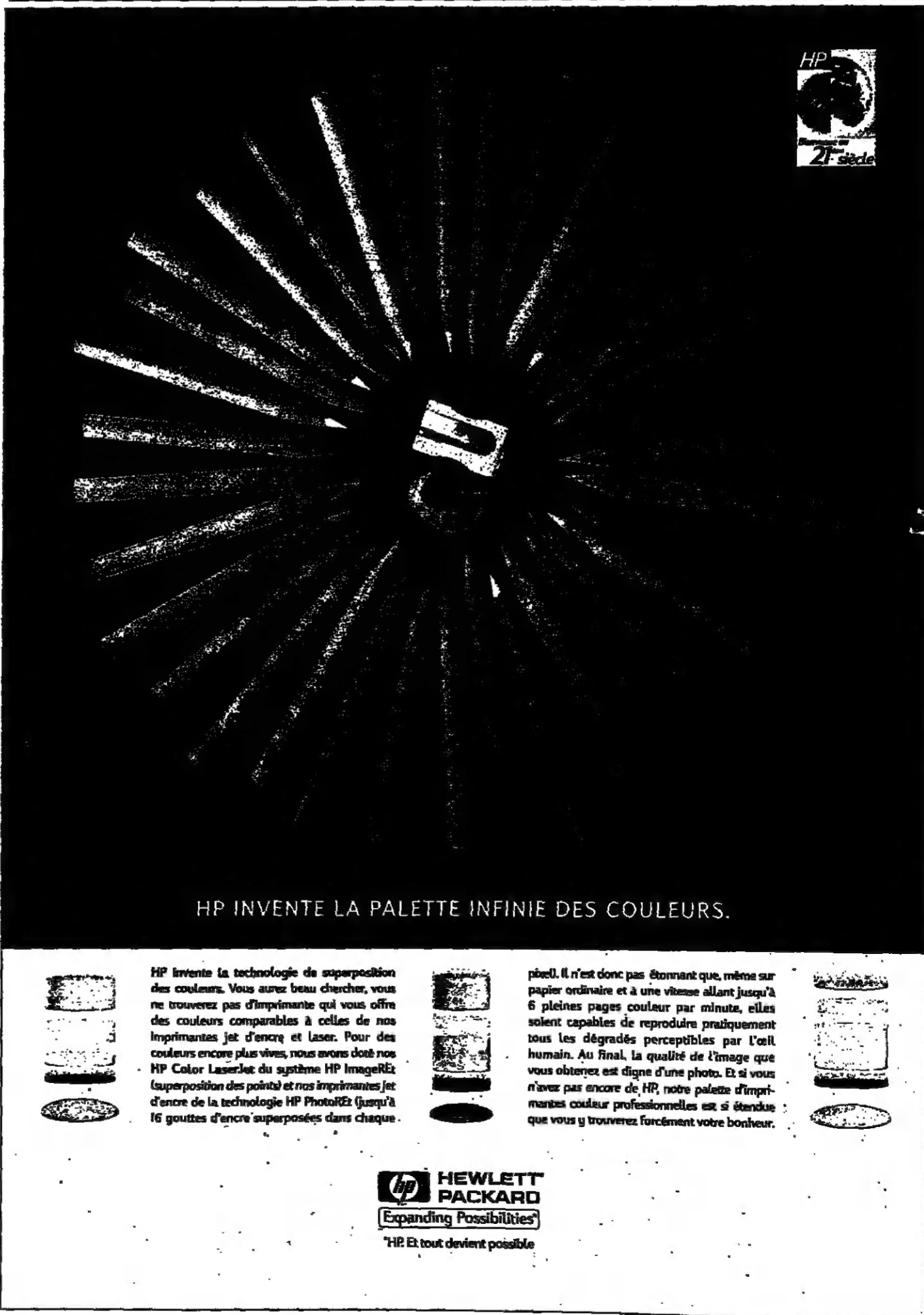
DÉPÊCHES

■ **CONSUMMATION** : deux personnes, dont un nouveau-né, sont décédées, en janvier, à la suite d'une listériose provoquée par des épaves produites par la Fromagerie d'époisses-Fromagers d'Armançon (Côte-d'Or). Les consommateurs qui détiendraient encore ces fromages sont conviés à les ramener dans les points de vente où ils les ont achetés.

■ **JUSTICE** : la Cour de cassation a cassé, mardi 23 février, l'arrêt de la cour d'appel de Grenoble qui avait retiré, en mai 1997, un petit Polynésien de trois ans à sa famille adoptive, M. et M^{me} Buratti, pour le rendre à son père naturel, Jean-Loup Bassinat. Reprochant à la cour de Grenoble de ne pas avoir désigné un administrateur pour représenter les intérêts de l'enfant, la Cour de cassation a renvoyé le dossier devant la cour d'appel de Lyon pour qu'il soit jugé.

■ **HOMO-PHONIE** : le maire (PS) de Villeneuve-d'Ascq (Nord), Gérard Caudron, est revenu, vendredi 26 février, sur la décision prise en décembre 1998 par sa municipalité de débaptiser la rue Gay-Lussac, à la demande d'une société anglaise qui craignait que ses clients ne traduisent « gay » par « homosexuel ». La rue a retrouvé vendredi son nom d'origine.

■ **RACISME** : l'université de Bretagne occidentale a infligé un blâme, jeudi 25 février, à Paul Corlay. Cet enseignant avait affirmé, en décembre 1998, lors d'un cours magistral, que « les Maghrébins ne savent se distinguer qu'en volant des voitures ».



HP INVENTE LA PALETTE INFINIE DES COULEURS.

HP invente la technologie de superposition des couleurs. Vous avez beau chercher, vous ne trouvez pas d'imprimante qui vous offre des couleurs comparables à celles de nos imprimantes jet d'encre et laser. Pour des couleurs encore plus vives, nous avons doté nos HP Color LaserJet du système HP ImageREt (superposition des points) et nos imprimantes jet d'encre de la technologie HP PhotoREt (jusqu'à 16 gouttes d'encre superposées dans chaque pixel). Il n'est donc pas étonnant que, même sur papier ordinaire et à une vitesse allant jusqu'à 6 pleines pages couleur par minute, elles soient capables de reproduire pratiquement tous les degrés perceptibles par l'œil humain. Au final, la qualité de l'image que vous obtenez est digne d'une photo. Et si vous n'avez pas encore de HP, notre palette d'imprimantes couleur professionnelles est si étendue que vous y trouverez forcément votre bonheur.

HEWLETT PACKARD
Expanding Possibilities
"HP Et tout devient possible"